

Sommaire / Summary

| | | |
|---|---|------------|
|  | Algérie : le secteur de l'habillement désorienté | 1 |
|  | Algérie : l'environnement hostile a fragilisé la filière textile bien avant la pandémie | 4 |
|  | Asia : textile industry to brace for more uncertainties | 10 |
|  | Bangladesh and US begin discussions to explore FTA option | 13 |
|  | Bangladesh : apparel exports to promising Asian markets take a tumble | 16 |
|  | Bangladesh : fashion's \$16 Billion debt to garment workers should spark reform | 19 |
|  | Bangladesh : one-third of RMG export out of benefit | 26 |
|  | Cambodia extends incentives to support private sector and economy | 28 |
|  | Cambodia : Kingdom, China ink free trade agreement | 30 |
|  | Cambodia, China sign trade deal | 32 |
|  | Cambodia : Kingdom seeks more trade deals | 34 |
|  | China's next problem is recycling 26 million tons discarded clothes | 37 |
|  | China : Zara and H&M under threat from China's little-known giant | 40 |
|  | Chine : elle restreint ses importations de coton australien | 44 |
|  | Chine : la demande mondiale en équipements de protection alimente ses exportations | 46 |
|  | Ethiopie : inauguration d'une zone industrielle à Baher Dar | 48 |
|  | E.U : free, fair and sustainable trade is an essential component of Euratex strategy | 50 |
|  | E.U : latest economic data are a wakeup call to build an ambitious textile strategy | 52 |
|  | E.U – USA : l'industrie de la mode veut passer au vert malgré le Covid-19 | 53 |
|  | France : Lectra, vainqueur aux Grands Prix de l'Accélération Digitale | 58 |
|  | France : Lectra : « on fabrique 20 % moins cher en France que nos concurrents en Chine | 59 |
|  | India : textile sector poised to weave out of China, but can India spin a success yarn ? | 61 |
|  | Indian textile orders transferred to China | 68 |
|  | Indonesia and China inked a deal to promote the use of the Yuan and Rupiah | 71 |
|  | Indonesia's safeguard probe may hit Bangladeshi RMG exporters | 77 |
|  | Mali : des centaines de tonnes de coton fibre non exportées à cause du Covid-19 | 79 |
|  | Maroc-Turquie : l'amendement de l'ALE rétablit les droits de douane sur 1.200 produits | 82 |
|  | Maroc : tout savoir sur la banque de projets lancée par le ministre de l'industrie | 86 |
|  | Maroc : l'utilisation des déchets textiles : de nouvelles opportunités pour le BTP | 96 |
|  | Maroc : partenariats franco-marocains plaidés par Frank Riester à Casablanca | 100 |
|  | Maroc : le pays est le fournisseur d'habillement le plus touché par la crise | 103 |
|  | Maroc : les turcs demandent au Maroc de revoir les mesures prises contre eux | 104 |
|  | Maroc : revision de l'ALE Maroc-Turquie : quel impact pour le textile-habillement ? | 107 |
|  | Maroc : une vague de licenciements est à craindre dans le textile-habillement | 109 |
|  | Méditerranée : Tex-Med Alliances vient de lancer « Fashion Restart » | 110 |
|  | Pakistan : cotton production declines by almost 50pc | 113 |
|  | Pakistan : textile millers lament spike in Sept power bills | 115 |
|  | Sri Lanka : fabric industry urges public to be respectful during these time of crisis | 117 |
|  | .../... | |

| | | |
|---|---|------------|
|  | Sri Lanka : no major financial loss to apparel industry | 118 |
|  | Tunisie : les entreprises mutent vers des produits chimiques plus sûrs | 120 |
|  | Tunisie : l'industrie du textile tisse sa transition écologique | 122 |
|  | Tunisie : le textile se prépare à une inévitable transition écologique | 125 |
|  | Tunisie : le textile tunisien sous Covid-19 | 130 |
|  | Turkish exporters face new customs delays in Morocco, Algeria | 132 |
|  | U.E : la Chine gagne des parts dans un marché européen d'habillement déprimé | 135 |
|  | UK : PwC n'auditera plus les comptes de Boohoo | 137 |
|  | Vietnam takes steps to facilitates recovery of manufacturing sector | 139 |
|  | Vietnam : garment sector urged to embrace digital transformation | 142 |
|  | Vietnam : USTR to investigate Vietnam's trade policies, practices | 144 |

Conséquences de la crise sanitaire : Le secteur de l'habillement désorienté



AMEL BLIDI

18 OCTOBRE 2020 À 11 H 50 MIN

En Algérie, les importations ont accaparé près de 90% du marché, la production locale ne représente qu'environ 6% des parts de marché local.

Y aurait-il une pénurie en vue dans le prêt-à-porter ? Le fait est que les magasins – hormis les marques franchisées – ne semblent pas, à première vue, aussi fournis que d'habitude. *«Il n'y a pas de pénurie à proprement parler, c'est juste que les nouveautés mettent plus de temps à arriver en raison de la fermeture des frontières et des perturbations liées à la crise sanitaire, mais il n'y a rien d'inquiétant pour le moment»*, sourit un vendeur dans un grand magasin à Alger. Ceux qui s'inquiètent, ce sont principalement les pays exportateurs de l'habillement qui ont pris une place considérable dans le marché algérien ces dernières années.

D'ores et déjà, les fabricants turcs de textiles et de vêtements sont montés au créneau pour dénoncer les retards d'exportation vers les pays nord-africains. La mise en quarantaine, plusieurs mois durant, de la Chine, également nommée «L'atelier du monde», aura aussi

laissé des séquelles sur la chaîne de production, et les géants internationaux se livrent bataille pour conquérir les marchés.

«Les pays d'Afrique du Nord tentent d'empêcher la Turquie de participer au jeu alors que les marques européennes se réorganisent loin de la Chine après la pandémie», a déclaré Hadi Karasu, chef de l'Association des fabricants de vêtements turcs cité par l'agence Reuters.

La production nationale ne représente que 6%

En Algérie les importations ont accaparé près de 90% du marché, tandis que la production locale ne représente qu'environ 6% des parts de marché local. Déjà fragilisées, les entreprises algériennes, publiques et privées ont subi les contrecoups de la crise sanitaire. El Hadj Tahar Boulenouar, président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) explique que la situation a eu des retombées dramatiques sur les fabricants de la chaussure. *«Il faut comprendre, nous dit-il, que les entreprises algériennes de la chaussure travaillent deux saisons par an, à la rentrée des classes et à la période de l'Aïd. Nous n'avons pas, de ce fait, de revenus réguliers.*

Cette année, cela a été assez particulier parce que ceux qui comptaient sur la deuxième saison ont dû ranger leurs espoirs au rayon des illusions perdues. Cela a eu des répercussions dramatiques sur des centaines de fabricants car nous vivons dans une époque où la concurrence est extrêmement rude. En un mois, le modèle de la chaussure est dépassé. Nous avons ainsi des millions de paires perdues car démodées.

En plus des fabricants, les sous-traitants subissent cette situation par ricochet.» Il se rappelle avec nostalgie des «temps bénis» où la production algérienne suffisait amplement à satisfaire le marché algérien : *«Il ne faut pas oublier, dit-il, qu'il y avait, à un certain moment de l'histoire de l'Algérie un surplus de la production nationale. Celle-ci était solide et structurée et nous parvenions à satisfaire la demande nationale. C'est vrai qu'il y avait des pénuries en tous genres, mais pas dans l'habillement.*

Personne, au grand jamais, ne s'est plaint de n'avoir rien à se mettre durant ces années-là. L'élan de la production nationale a été brisé par l'importation sauvage et anarchique.» Certes, il y a eu, reconnaît-il, un problème lié à la qualité à cause notamment de l'indisponibilité de la matière première, mais cela s'est arrangé au fil du temps.

Hadj Boulenouar poursuit : *«Nous nous sommes adaptés tant bien que mal à l'ouverture du marché, beaucoup ont baissé les bras et ont fini par abandonner. Nous avons un véritable savoir-faire dans le domaine et la chaussure algérienne est réputée pour être de bonne qualité. Aujourd'hui, le marché est saturé à cause de l'importation mal contrôlée.*

On importe des chaussures par millions, mais cela n'est parfois qu'un prétexte pour y cacher d'autres marchandises telles que la drogue ou des pièces détachées.» Benyoucef Zenati,

secrétaire général de la Fédération des textiles et cuirs se veut optimiste quant à l'avenir de la production nationale : *«C'est un secteur où l'Algérie dispose d'une compétence et d'un savoir-faire certains. Nous avons les capacités nécessaires de reprendre notre place sur le marché national.*

Il suffit qu'il y ait une concurrence loyale et que les règles soient les mêmes pour tous. Une entreprise qui ne déclare pas ses salariés à la sécurité sociale sera plus compétitive qu'une entreprise qui a des charges. Si ces règles sont respectées, nous reprendrons notre place sur le marché national.»

Le fait que les Algériens se tournent vers les produits importés serait, d'après lui, une question «psychologique». *«Nous avons un produit noble, répondant aux normes. Quand il y a la mention coton dans un produit textile algérien, c'est que cette matière y est présente à hauteur de 100%. Il n'y a pas de trafic. Ce qui n'est pas le cas de certains produits importés»,* défend-il.

Selon lui, il revient aujourd'hui aux entreprises algériennes de se mettre au diapason de la demande nationale et des goûts des jeunes afin d'attirer les clients. *«Nous devons également fournir des efforts supplémentaires en matière d'approvisionnement et de communication. Il est vrai qu'à un moment donné, nous avons failli, mais des efforts sont actuellement fournis afin de reprendre la place qui nous sied.»*

Chiffres-Clés

- Evaluation du marché de la chaussure : **150 milliards** de dinars
- Ateliers de chaussures : **3500** menacés par l'importation.
- Disponibilité de la matière première non exploitée (jetée ou exportée en contrebande)
 - **25 millions** de moutons
 - **2 millions** de bovins
 - **7 millions** de chèvres
- Le groupe Getex a essuyé une perte de **1,6 milliard** de dinars mensuellement
- Socothyd a essuyé **4,5 milliards** de dinars de pertes pendant la pandémie
- Le secteur du textile emploie près de **13 000 employés** en Algérie
- **3 millions** de bavettes par mois étaient fabriquées par les entreprises algériennes du textile pendant la pandémie.



El Watan.com

Imane Hammache. Enseignante universitaire : «L'environnement hostile a fragilisé la filière textiles bien avant la pandémie»



SAMIRA IMADALOU

15 OCTOBRE 2020 À 10 H 37 MIN

Doctorante et enseignante en sciences économiques à l'université de Béjaïa, Imane Hammache travaille dans le cadre de ses recherches sur le développement des industries du textile/ l'habillement et des partenariats dans ce secteur. Elle analyse dans cet entretien l'évolution de cette industrie et aborde les conditions nécessaires pour la relance du secteur.

-La production dans les industries des textiles, des cuirs et chaussures a fortement chuté en cette période de crise sanitaire. Comment expliquer cette baisse ? Est-elle liée uniquement à la pandémie ?

Il est clair que la pandémie de la Covid-19 a mis à mal de nombreuses industries à l'échelle planétaire et celle du textile et du cuir ne déroge pas à cette triste réalité. Tout d'abord, la mise en quarantaine de la Chine «l'usine du monde» et de l'Italie, deux gros pays jouant un rôle majeur dans ce secteur, a inévitablement paralysé la chaîne de production et les commandes au niveau mondial. En parallèle, le confinement des populations et la fermeture des magasins ont entraîné une baisse forcée de la consommation internationale et par conséquent la chute des ventes.

Résultat, les marques ont entrepris des mesures drastiques sur le gel et l'annulation des commandes. Dans un effet domino, des milliers d'usines de fabrication ont fermé, entraînant une chute drastique de la production et des vagues de chômage. Cela a notamment été le cas pour les sous-traitants du textile tunisiens et marocains qui ont connu un effondrement des ventes d'habillement en avril 2020 avec respectivement -88,7% et -90,4%, suite à l'annulation massive des ordres de commande, ce qui a mis à l'arrêt l'ensemble de leurs activités à l'export et la fermeture de nombreuses unités de production. En outre, les problèmes logistiques liés à la quasi-paralysie des ports et des transports depuis le mois de mars a contribué à l'effondrement des échanges internationaux dans cette industrie.

En Algérie, la baisse de la production de l'industrie des textiles et celle des cuirs et chaussures n'est pas liée exclusivement à la pandémie. Certes, la mise à l'arrêt des employés dans le cadre des mesures de confinement ainsi que le gel des importations des intrants de production ont entraîné une baisse de la production locale. Cependant, le fait que ces filières ne soient pas intégrées dans les chaînes de production mondiale et que les exportations sont quasi-inexistantes impliquent des effets minimes de la pandémie sur la baisse de production qui, à la base, est sinistre.

La part des filières textile et cuir dans l'économie algérienne est pratiquement insignifiantes : elle représente 7% du PIB pour les textiles. La sous-utilisation des capacités de production et les faibles résultats de performance enregistrés sont essentiellement liés à une crise d'ordre structurel qui affecta les entreprises des deux secteurs depuis le début des années 1980. Cette période marquée par la chute des prix du pétrole, la restructuration des entreprises publiques, l'adoption des réformes économiques, mal menée, dans la perspective d'ouverture et de transition vers une économie de marché, sont tous des contraintes qui ont contribué à la destruction de l'appareil productif des filières des textiles et des cuirs entraînant la mise en faillite de plusieurs entreprises, une très faible compétitivité des entreprises publiques et la perte de plusieurs milliers d'emplois.

Les importations ont accaparé plus de 90% du marché, tandis que la production locale ne représentait qu'environ 6% des parts de marché local. Durant plus d'une trentaine d'années, les entreprises des deux filières textiles et cuirs ont été laissées-pour-compte : une sous-utilisation des capacités de production, un outil de production obsolète, déperdition de savoir-faire, etc. En 2012, les pouvoirs publics ont affiché une volonté de redynamiser le secteur via une tentative de réanimation par l'injection d'une enveloppe financière de deux milliards de dollars dédiée au renouvellement et à la mise à niveau de l'outil de production ainsi que l'absorption de leurs dettes financières d'une part. D'autre part, des tentatives de partenariat ont été élaborées avec pour résultat la concrétisation de l'alliance stratégique entre le groupe public Getex et la multinationale Taypa. Malgré l'enregistrement d'une légère amélioration ces deux dernières années de l'offre locale d'habillement et de cuir, les entreprises peinent à réaliser les résultats escomptés en termes d'optimisation des capacités de production, d'augmentation des parts de marché et d'accès au réseau de distribution international pour l'exportation.

Cette trajectoire de développement des secteurs des textiles et des cuirs algériens démontre l'évolution de ces filières dans un environnement hostile et déstructuré (importations massives et incontrôlées des produits textile et habillement ; pratiques concurrentielles déloyales, manque et asymétrie d'information sur la concurrence locale et une très faible attractivité d'IDE) qui a conduit à la fragilisation et la mise en difficulté de ces entreprises avant même la propagation de la pandémie Covid-19. Il ne s'agit donc pas d'une crise conjoncturelle mais structurelle.

-Quel impact sur les importations et l'emploi dans ces deux filières ?

Les filières des textiles et des cuirs englobent un large éventail d'activités aux caractéristiques à la fois distinctes et complémentaires. Ce sont des industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre qui ont de tout temps joué un rôle central dans le développement industriel des nations. Elles ont constitué pour les pays développés un levier de croissance industriel et économique (Angleterre, Etats-Unis, France, Allemagne) et se sont ensuite démarquées pour de nombreux pays dépourvus de ressources naturelles, comme un passage obligatoire pour leur industrialisation et leur développement économique. Dans les pays du Maghreb, notamment en Tunisie et au Maroc, les textiles occupent une place de choix en termes d'emploi, d'exportation, de valeur ajoutée et de partenariats internationaux. Il constitue le premier secteur pourvoyeur d'emplois et d'exportation pour de nombreux pays du Sud. Ce n'est pas le cas de la filière en Algérie qui, comme nous l'avons expliqué précédemment, n'a pas connu le même sort que celui de ses voisins marocains et tunisiens spécialisés essentiellement dans la confection de vêtements à

partir des intrants importés des pays de l'Europe et la sous-traitance qui constitue la source importante des exportations de ces pays.

Dans ce contexte, la pandémie du Covid-19 a déstabilisé la chaîne de valeur mondiale des filières des textiles et des cuirs qui se caractérise par une interdépendance de ses activités. Les échanges commerciaux internationaux ont connu une chute drastique, car l'offre et la demande mondiale souffrent en simultanée. Ainsi par exemple, les importations d'habillement de l'Union européenne, principaux marchés des exportations de nos voisins, ont accusé une baisse sévère de 17,3%, tandis qu'elles ont chuté de 30,7% aux Etats-Unis au cours du premier semestre 2020 par rapport à la même période de 2019. Cinq autres enregistrent une baisse comprise entre 20% et 30% : la Turquie (-21%), le Cambodge (-21,3%), l'Inde (-26,6%), le Royaume-Uni (-27%) et la Tunisie (-29,7%). Quant à l'Algérie, les deux filières vont certainement enregistrer une baisse des importations, il ne s'agit pas moins d'une meilleure compétitivité ou performance sur le marché local que la conséquence des circonstances conjoncturelles citées précédemment.

Cette crise sanitaire a porté un coup fatal sur l'emploi des pays producteurs de vêtements et des cuirs dans le monde entier. La baisse brutale de la consommation, l'arrêt des chaînes d'approvisionnement mondiales et l'annulation des commandes ont entraîné la fermeture massive de milliers d'usines, le non-paiement des salaires et le licenciement de millions de travailleurs et travailleuses qui, dans de nombreux pays, ne bénéficient même pas d'un filet de sécurité sociale. Seules les entreprises agiles, flexibles et performantes ont pu s'adapter au contexte sanitaire actuel en se reconvertissant à la fabrication des tenues de protection, de masques et de blouses. Celles-ci ont su se structurer en organisant la « distanciation physique » au travail, à écarter le personnel fragile et la mise en place d'un réseau privé de transport des ouvriers. Ce qui a sauvé de nombreux emplois.

L'année 2020 restera sans doute dans les mémoires comme une année noire pour l'industrie du textile et des cuirs mondiale qui amènera sans nul doute les acteurs de ces filières à la nécessité de repenser l'organisation des chaînes de valeur mondiales. Dans cette perspective, il y va de l'intérêt pour « la nouvelle Algérie » de tenter de tirer profit de cette situation pour rebâtir le système économique général et la structure organisationnelle des filières textiles et cuirs en particulier.

-Sur quels points faudrait-il intervenir pour en finir avec les crises dans le secteur, sachant que ce ne sont pas les aides financières qui ont manqué au cours de ces dernières années pour relancer le secteur des textiles et cuirs ?

La relance du secteur textiles et cuirs constitue un choix stratégique incontournable pour la diversification et l'industrialisation de l'économie algérienne qui a un réel potentiel à exploiter (attractivité des facteurs de production, position géostratégique favorable, etc.). Il s'agit d'un secteur qui a joué un rôle important dans l'équilibre socioéconomique et qui a permis le développement du processus industriel de nombreux pays du Sud.

Bien qu'il y ait une volonté affichée par les pouvoirs publics pour la redynamisation de ce secteur depuis quelques années, notamment via l'octroi des aides financières, l'histoire du développement de la filière textiles et cuirs a montré que malgré des plans d'assainissement et l'octroi de financement, la performance des entreprises n'est jamais améliorée. A cet effet, la relance de ce secteur ne peut se faire sans la mise en place concrètement d'une stratégie globale et réaliste intégrant les différents facteurs de l'environnement économique et la structure organisationnelle des entreprises qui doivent être en total adéquation avec les tendances du secteur au niveau international. Les entreprises du secteur évoluent dans un environnement marqué par une forte présence des activités informelles, l'absence d'une main-d'œuvre spécialisée et qualifiée dans les activités du secteur et des contraintes bureaucratiques liées principalement aux coûts et à la lourdeur des procédures administratives et douanières.

Ces contraintes qui entravent la compétitivité, mais aussi l'attractivité des investisseurs étrangers doivent être pris en compte pour tenter d'assainir cet environnement et offrir un cadre de contingence propice et favorable, permettant aux entreprises de répondre aux exigences de qualité, de délais et de coûts. Il est important d'investir dans l'offre de formation spécialisée dans les activités du secteur et de la rendre attractif aux jeunes étudiants et futurs cadres. Il serait également judicieux de réfléchir à l'octroi des avantages fiscaux et douaniers ainsi que l'assouplissement des procédures administratives à divers niveaux. La stabilité du contexte politico-économique joue également un rôle déterminant pour la performance des entreprises. Une situation politique caractérisée par des hésitations, tergiversations, indécisions ne serait pas favorable à la redynamisation de ces filières.

-Et sur le plan managérial ?

D'un point de vue organisationnel, les entreprises, notamment publiques, ont hérité de pratiques managériales de type mécaniste caractérisé par une gestion très centralisée, où la prise de décision est fortement hiérarchisée, les directeurs des unités ne peuvent prendre aucune décision concernant les activités stratégiques (partenariat, formation interne et

externe du personnel, investissement, participation à des salons internationaux, recrutement, etc.) sans l'aval de leur hiérarchie (PDG du groupe, ministère, CNI, etc.).

Ces entreprises se caractérisent par une forte bureaucratie et des procédures lourdes (passation des marchés public, appel d'offres, etc.) entraînent des lenteurs à même d'entraver leur performance. Cette structure organisationnelle en déphasage avec la réalité de l'environnement économique global du secteur lié à des changements profonds affectant les modes de production, d'organisation et de distribution de l'industrie des textiles et cuirs, ne permettent pas la flexibilité et l'agilité nécessaires pour s'adapter aux heurts des enjeux de ces industries. Il serait dès lors opportun de revoir les pratiques de gouvernance de ces entreprises.

Enfin, il serait opportun de développer une filière intégrée de l'amont à l'avant pour éviter la dépendance vis-à-vis des marchés étrangers et bénéficier des économies de coûts et répondre aux exigences de réactivité. Une fois ces conditions réunies, le secteur pourrait avoir une chance de se relancer et devenir un centre attractif de production de textile et de cuirs et servir de modèle pour attirer les investisseurs étrangers.

Textile industry to brace for more uncertainties

08

Oct '20



Pic: Shutterstock

The US withhold release order (WRO) on cotton and apparel imports from specific producers in Xinjiang Uygur Autonomous Region (XUAR) may escalate global trade tensions and thus have negative implications for the Indian textile sector in the short run, according to India Ratings and Research (Ind-Ra), which believes it could, however, be beneficial in the medium term.

There is a risk of further sanctions by the US government on curbing imports of the products originating from or having linkages with XUAR, Ind-Ra said.

This action may have spooked China and it could resort to retaliatory measures. Cotton procurement from the United States could be delayed by Chinese mills, leading to favourable supplies from Brazil and India, both of which are likely to have high inventories.

China's total apparel exports declined by 31 per cent year on year (YoY) in the first quarter of fiscal 2020-21 compared to a significantly higher decline for nations like Bangladesh and India. India's cotton yarn exports declined by 28 per cent YoY in the last fiscal to ₹196 billion on account

of a 53 per cent YoY decline in demand from China due to the US-China trade war.

While India's exports to China increased by 1.8 times YoY during June this year due to pent-up demand and restocking by Chinese players, the overall exports reduced by 29 per cent YoY during 1QFY21. India's yarn exports over the past three years have been around 1.2 million tonnes; it reduced drastically in FY20 to less than 1 million tonnes over the geo-political tensions and higher competition from ASEAN countries.

While demand from the United States could impact overall cotton demanded by China, the value-addition could gradually move out of China to other geographies. However, this is more of a medium term-phenomenon., said Ind-Ra in a press release.

Indian yarn players have high export dependence on China, which reduced to around 20 per cent for the three months ended June this year on account of a lower demand and growing competition from Vietnam and Pakistan.

The trade war extension and labour-related issues could lead to the creation of additional yarn and cotton demand from neighbouring countries to the tune of 0.5 million tonnes and 8-10 million bales (480lb) in India, Ind-Ra said.

The agency believes countries like Pakistan and Brazil have a pole position compared to India due to their preferential status. However, India can get a share of the pie, given the low-cost raw material availability and established presence of Indian textile players in the United States.

Ind-Ra believes the shift in demand could lead to a healthy recovery in credit metrics and ease of liquidity stress for exporters in fiscal 2020-21.

Given Vietnam's textile industry has strong dependency on China, it is equally vulnerable to have supply chain linkages with the tainted XUAR region. Vietnam may cater additional cotton yarn production of around 0.4 million tonnes to meet Chinese demand.

However, incremental cotton/yarn sourcing could be from India, given the logistics and cost advantage. During cotton year 2020, India exported 8 per cent of its total cotton produce to Vietnam.

Any impact on the Chinese textile industry would flow down to Vietnam directly, impacting capacity utilisations, Ind-Ra said. Vietnam had a total yarn production capacity of 2.5 million tonnes as of 2019, of which about 45 per cent is controlled by China and Taiwan.

Vietnam imports 55 per cent of its cotton requirements from the United States and exports 80-85 per cent of its total cotton yarn production to China. Also, it buys 55 per cent of its synthetic yarn requirement from China for its weaving and knitting industry, which leads to domicile linkages with China.

China's annual cotton consumption exceeds its domestic production and hence it depends on imports from countries such as the United States, Brazil, Australia and India. While the United States and Brazil share 60-65 per cent of the cotton imported by China, the share of India is below 10 per cent.

China imports cotton yarn majorly from Vietnam (30-35 per cent) and India (7-10 per cent) of its total import of around 2 million MT annually. The agency estimates the annual cotton yarn requirement for China at around 4.5-5 million tonnes for CY2201 with usage of cotton to man-made around 35:65 in fabrics and apparels.

Furthermore, US importers are likely to be concerned about any economic, legal or reputational concerns on any of their supply chains linked to XUAR. The United States imported \$7.35 billion of apparel products from China during January-July 2020, while China exported around 20 per cent of its overall apparel exports to the United States in the first quarter of fiscal 2020-21.

China also depends on the United States for raw cotton. XUAR produces lion's share of the China's annual cotton production at 85 per cent and under 20 per cent of world's total. Also, 70 per cent of total cotton spun into yarn produced in China is originated from XUAR.

While Vietnam has risen significantly to the occasion by increasing the US apparel market share to 20.1 per cent in the first quarter of fiscal 2020-21 on account of China's loss of market share by 800 basis points (bp) year on year (YoY), India's market share dropped by 400 bp in the first quarter of fiscal 2020-21 due to lower shipments and tighter lockdowns in the country.

Bangladesh and US begin discussions in Dhaka to explore FTA option

Published: 15 Oct 2020



Bangladesh and the US have begun discussions to explore possibilities of a Free Trade Agreement as part of efforts on economic recovery from the depths of the coronavirus pandemic.

State Minister for Foreign Affairs Md Shahriar Alam spoke to reporters about the development after his meeting with Stephen Biegun, the US deputy secretary of state, at a hotel in Dhaka on Wednesday night.

Shahriar said he sought support from the US under its Better Utilization of Investments Leading to Development or BUILD Act for faster recovery from the pandemic affects.

Biegun pointed out that the size of Bangladesh's trade is bigger than those of the countries getting US support under the Act, according to Shahriar.

"It can be a Free Trade Agreement. He has encouraged us to discuss it," the state minister said.

The US is helping some countries recover from economic shock through the Act, which states the US International Development Finance Corporation will give "preferential consideration to projects sponsored by or involving private sector entities that are United States persons".

Asked about Bangladesh's facilities from the US under the Generalised System of Preference or GSP, Shahriar said they would discuss the issue when the benefits end on Dec 30. "Maybe there will be a new mechanism. And they are holding elections by this time," he pointed out.

Biegun noted in the meeting that the size of Bangladesh's economy and the people's purchasing capacity have increased much.

"Considering these things overall, he (Biegun) said we can aim for something bigger. That's when the free trade issue came," Shahriar said.

The US deputy secretary arrived in Dhaka on Wednesday afternoon on a three-day visit following his India tour.

The US diplomat will see Prime Minister Sheikh Hasina at the Ganabhaban on Thursday noon after a meeting with Foreign Minister AK Abdul Momen at State Guesthouse Padma.

The state minister said Bangladesh invited the US to explore onshore and offshore gas fields.

The progress Bangladesh has achieved in the sector has pleased Biegun who noted that a Bangladeshi firm has chartered floating storage and regasification unit or FSRU from US-based Excelerate Energy to import LNG.

He also promised to try to pursue more US firms to work in Bangladesh's energy sector.

Besides readymade garment, Bangladesh discussed export of jute and jute products, and partnership in shipbuilding, ICT, pharmaceuticals, shoe and leather and IT-based services.



Biegun detailed the progress in trials of coronavirus vaccine candidates in the US. He assured Bangladesh of support in getting the vaccines once the US goes into large-scale production, the state minister said.

A former special envoy to North Korea, Biegun's engagements in Bangladesh would focus on advancing the "common vision of a free, open, inclusive, peaceful, and secure Indo-Pacific region with shared prosperity for all", the state department had said earlier.

Shahriar said they did not discuss the specifics of the issue in the meeting.

"We reiterated our stand that we always want an open and inclusive region based on shared prosperity for mutual benefits."

On whether he discussed the complexities over visa of the Bangladeshis willing to study in the US, Shahriar said, "They (the US) are taking time. But discussions will continue."

DHAKA DOESN'T WANT LONG-TERM ROHINGYA PLANS

The Bangladeshi officials said in the meeting that they are not interested in long-term plans on the Rohingya who have fled persecution and military crackdown in Myanmar to take shelter in Bangladesh.

The US and the UK have invited Bangladesh to discuss a joint response programme on the around 1 million Rohingya refugees on Oct 22, Shahriar said.

"But we don't want the long-term programme to be lengthier, because our main target is to send the Rohingya back," he said.

The US deputy secretary mentioned the sanctions on Myanmar over the Rohingya crisis.

He also said they will engage with Myanmar on the issue anew after elections in both countries. The US is going to the general election on Nov 3 while Myanmar on Nov 8.

Biegun is set to pay respect to Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman at the memorial museum in Dhanmondi on Thursday morning.

Apparel exports to promising Asian markets take a tumble

Exporters keen to revitalise trade with India, Japan and China

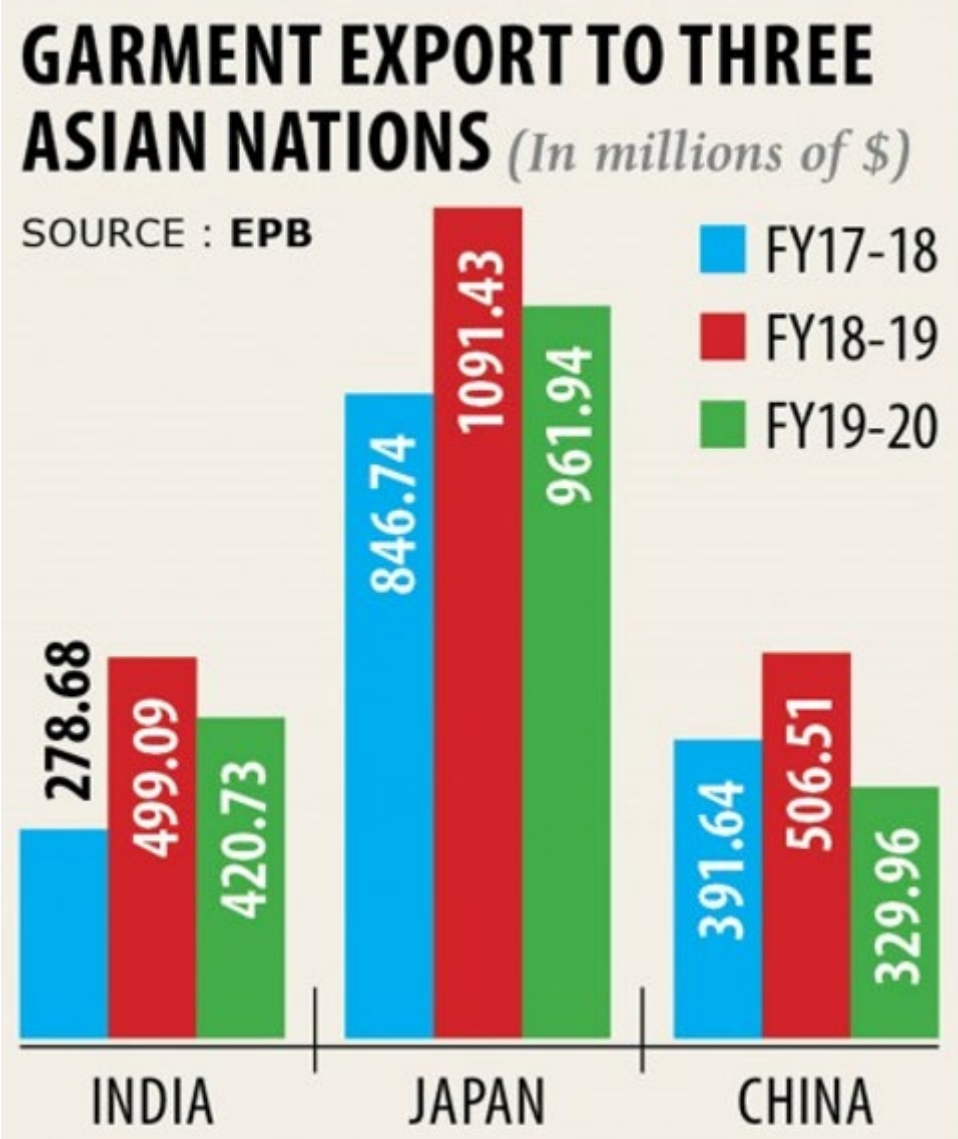


The fallouts from the coronavirus pandemic caused a dip in apparel shipments from Bangladesh to three promising Asian markets -- India, Japan and China -- in the last fiscal year, official figures showed.

In the years before the pandemic, garment exports to India had registered steady growth because of increased demands for the semi-high-end and basic apparel items from the neighbouring country's burgeoning middle class.

Besides, many international brands such as Walmart and H&M have opened retail outlets in *India*. As a result, garment shipments to the country have risen over the past few years.

However, apparel exports to India declined 15.70 per cent to \$420.73 million in the fiscal year 2019-20 from \$499.09 million the year before, according to data from the Export Promotion Bureau (EPB).



In FY18, Bangladesh had shipped \$278.68 million in garment items to India, indicating that exports to the neighbouring nation were on the rise despite various non-tariff and para-tariff barriers. Of the three Asian nations, Japan is the most promising market thanks to its duty benefits.

Garment shipments to the world's third-largest economy crossed the \$1-billion mark a year ago but the Covid-19 has forced this value to move below Bangladesh's previous earnings.

Apparel exports to Japan fell 11.86 per cent to \$961.94 million in fiscal 2019-20 from \$1.09 billion a year ago. In 2017-18, Bangladesh exported garment items worth \$846.74 million, EPB data showed.

Garment exports to Japan were growing mainly due to the high demand for woven formal shirts and some knitwear items. Some major Japanese retailers also directly source garment items from Bangladesh through their offices in the country.

Although China itself is the largest supplier of garments worldwide, apparels shipments to the world's second-largest economy from Bangladesh have been rising because of the high demand for the semi-high-end and basic garment items.

Since the rising middle-income groups in China can't afford the high-end garment items manufactured locally, they mostly rely on the garment items produced by Bangladesh.

Besides, the Chinese government has allowed duty-free access to 97 per cent of Bangladesh's products, including garment items.

Still, garment shipments to China slumped 34.86 per cent to \$329.96 million in FY20 from \$506.51 million in FY19. In FY18, Bangladesh exported apparel items worth \$391.64 million to China, according to the EPB.

Exporters think that China, Japan and India could be the next major export destinations for Bangladesh's garment items. They are also interested to explore the markets as the government has been providing cash incentives on garment items under the non-traditional markets scheme since fiscal 2009-10.

Thanks to the incentives, the apparel shipment to the Association of South-East Asian Nations (Asean) is growing.

Bangladesh imported 87.66 per cent of its textile from Asian markets to make garments in 2018, said Rubana Huq, president of the Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association.

That year, Bangladesh imported textile and other items worth \$12.5 billion, of which \$514.50 million was sourced from the Asean countries, she said citing a study.

Expenditure on clothing and footwear in the Asean nations was \$51.2 billion in 2017. In FY18, Bangladesh exported garment items worth \$314.50 million to the Asean region, she added.

In 2016, the combined size of the GDP of the Asean nations rose to \$4,034 billion from \$2,373 billion in 2007. The trade bloc is set to become the world's fourth-largest by 2030.

Oct 13, 2020,

Fashion's \$16 Billion Debt To Garment Workers Should Spark Reform, Not Sympathy



Elizabeth L. Cline Contributor



A Bangladeshi garment worker demonstrates for higher wages.

While we were tending to our sourdough starters and settling into our sweatpants during the pandemic, one of the “most audacious financial heists in corporate history,” according to Scott Nova, Executive Director of the [Worker Rights Consortium](#), was going on right under our noses. A new report, “[Unpaid Billions](#),” co-authored by the Worker Rights Consortium (WRC) and the [Penn State Center for Global Workers’ Rights](#), draws on U.S. and European apparel import data to illuminate the grim toll of big brands’ unethical dealings during the pandemic.

When coronavirus hit, powerful apparel companies “[canceled](#)” orders—a polite way of saying they refused payment to their garment suppliers for clothes they explicitly ordered months before the pandemic and that were already cut, sewn, and finished or nearly completed—worth billions. The trade data reveals that a staggering \$16.2 billion went missing from the supply chain, at the very least, nearly \$2 billion of which is owed for garment worker wages. The report also estimates a total of \$40 billion worth of orders initially went unpaid during the crisis.

“We could see the cancellations in the data, and we could see it by country,” says Mark Anner, report co-author and director of the Center for Global Workers’ Rights. “And it’s had a dramatic impact on worker’s rights.”

I’ve [written about](#) this unfolding saga for months and joined the calls to get the factories paid back. After enormous public pressure, close to two-dozen apparel retailers [have committed](#) to paying for orders, worth about \$15 billion, including Gap, Levi Strauss, Nike, H&M, Zara, PVH, and VF Corp. But those that have not made a commitment to pay or have asked for retroactive discounts include many household names (and solvent companies, meaning they have the money to pay but choose not to), such as Ross Dress for Less, Topshop, The Children’s Place, Urban Outfitters, Bestseller, and Kohl’s, according to [a tracker](#) updated by the WRC. *The Daily Star*, a Dhaka newspaper, [has kept a far more extensive list](#) of the

smaller and medium-sized companies who've canceled, delayed orders or asked for discounts.

Some brands say they're working with suppliers to ease the devastation of these decisions. A Kohl's rep says its looking into "liquidation opportunities" and "re-ordering" some product, in addition to other strategies. It adds that it had the "contractual right" to cancel orders, which are estimated at **\$150 million** dollars of product from Bangladesh and Korea alone. Bestseller's press representative says that the company has "continued to pay all our suppliers." It remains on the Worker Rights Consortium tracker for imposing discounts on those goods so steep that the **labor rights groups claims** it wipes out suppliers' profits. The WRC report estimates that another billion has gone unpaid to suppliers just for retroactive discounts.

Fashion's unpaid bills have been catastrophic for garment workers. A September **report co-written** by the European Center for Constitutional and Human Rights, the WRC, and ILAW showed that these debts have led to **mass layoffs** (at least one million garment workers in Bangladesh, 150,000 in Cambodia), while the Clean Clothes Campaign found that **millions** of workers remain unpaid for the work they did at the beginning of the pandemic. As Bangladeshi garment worker activist Kalpona Akter **said earlier on the crisis**, and I'm paraphrasing, "For brands, the orders are a loss of profits, for workers it means losing food."

But the missing money isn't just an issue relevant to fashion—and shouldn't spark outrage merely out of concern for the world's poor. When huge corporations aren't held accountable to the people they harm—and are able to lock hard-working humans into poverty while shoring up profits in the middle of a crisis—we lose faith in our institutions. Americans on both sides of the aisle view the pandemic as evidence of the **failure of globalization**; and are clamoring for more localized supply chains. That's bad news for the

millions of people around the world who will continue to make most of the products we buy, and who simply want fair pay and social protections.

What's more, Americans have more in common with sweatshop workers than we might realize—and onshoring won't solve these issues. The apparel sourcing system is startlingly similar to many other precarious jobs that Americans now hold, whether we toil as gig economy workers, delivery people, freelance writers, janitors, and so on. What all of these jobs have in common is they are contracted out (what Harvard economist [David Weil](#) calls the “fissured workplace”), and workers in these sectors lack rights because of outdated labor laws and poor regulation that closes them off from wealth amassed by the big companies they work for. Inequality is increasing in the fashion supply chain ([Oxfam estimates](#) that the average fashion CEO earns a garment worker's lifetime pay in four days), but it's happening across American society, too. The invisible hand of the marketplace is not working for many people.

We've also tried decades worth of awareness-raising for sweatshop workers, and we've allowed big companies to lead change on social and environmental issues in their factories. That strategy has failed. As the canceled orders show, the interests of multinational corporations are often pitted against workers. What was good for brands during the pandemic was terrible for garment workers, and vice versa. We shouldn't put brands in charge of stamping out sweatshops when they're incentivized to create them. A recent report by [the MSI Integrity project](#) shows (and the canceled orders drives home) that voluntary codes of conduct fail to reliably “detect abuses, hold corporations to account for harm, or provide access to remedy.”

Meanwhile, Anner's prior research has shown [time](#) and [again](#) that conditions for garment workers in *many* apparel-producing countries are not getting better or have stagnated. In fact, this latest WRC study shows

that the prices brands are paying to suppliers have plummeted even further since the start of the pandemic. “Some of the brands have taken the orders but pushed down on price even more,” says Anner. “And these workers were already hanging by a thread.”

The fashion industry will likely never pay its bills to workers and suppliers in full. That’s why calls for reforming supply chain rules and holding corporations accountable for the human rights abuses they cause are growing louder. That is very encouraging. But to make the necessary changes will require more consumers and leaders in the West to understand that this isn’t just a sweatshop problem that impacts people far away.

The foundation for this crisis was laid long before the pandemic. Garment workers earn poverty pay sewing clothes for some of the world’s most profitable companies (just 20 brands control [97% of industry profits](#)), and they have no safety net, little access to unemployment insurance, and few backup job options. “This is about the immense power imbalances that define global supply chains,” says Nova. “Brands used their power to put in place a one-sided payment system. It allowed them to take advantage of suppliers during this crisis. That same power allows the brands to get away with it.”

This power imbalance, as the pandemic revealed, has allowed corporations to bend the rules of business in ways that inordinately disfavor suppliers and protect themselves. [The ECCHR report](#) examined the unethical contracts that underpinned the cancellations. In the case of Kohl’s and Arcadia Group, the contracts with suppliers included language allowing brands to cancel without payment for a host of reasons. Arcadia Group’s contract permits canceling orders without payment *for any reason*, the report found. Other companies, including [Urban Outfitters](#), used *force majeure*, or act of God clauses, to wiggle out of their deals, even though many had the money to pay. As the ECCHR notes, the canceled orders, no

matter what unethical and one-sided contracts exist between brands and factories, are likely in violation of both the UN Guiding Principles on Business and Human Rights (UNGPs) and the OECD Guidelines for Multinational Enterprises. And thus contracts must be reformed moving forward.

The solutions for the fashion industry couldn't be clearer: We need new rules and regulation to govern global supply chains and hold brands accountable for the workers that make their products, no matter where they live. This will incentivize companies to pay better wages, help workers develop a safety net to protect them in crisis, and spread the wealth from fashion out more evenly. Negotiating new international rules is challenging in our political climate and big brands have a lot of power and are highly invested in the way things are, but change must come. It could set a precedent that would benefit a large number of workers within fashion and beyond.

The ECCHR/WRC/ILAW report [lays out](#) a clear and compelling roadmap for change, calling for immediate review of international supply chain regulations; new laws that outlaw abusive contract terms between companies and suppliers; national laws where brands are headquartered that sanction companies for human rights abuses in their supply chains (France's [Duty of Vigilance Law](#) is an example; California will get another chance to pass its [Garment Worker Protection Act](#) in 2021); and binding agreements on the factory level between unions, factories, and brands that establish better wages and working conditions. The report also calls for a full regulatory and legislative investigation into the power imbalance in the supply chain that led brands to cancel to begin with.

How will we realistically get any of this done? I certainly hope that the brands who were good corporate stewards during the crisis and who've paid their bills will lead the way. But we need public, international institutions,

and national governmental support, too. [PayUp Fashion](#), a new initiative that grew out of the original #PayUp campaign, and which I'm apart of, is using citizen power to help galvanize the public around brand accountability and these long-needed legal reforms. Alongside Clean Clothes Campaign, we believe that brands must come together with international institutions and governments to provide a financial safety net to garment workers through the pandemic, as just a first step.

The labor rights abuses in apparel might seem distant and abstract, but they are a microcosm of what's happened across American society. Economic concentration is too high, wages for working people are low, and power is entrenched, making change feel illusive. But it's not too late to reform the way we do business, even across borders and vast distances and long supply chains, to protect everyone and give all workers access to the ladder of prosperity. The apparel industry—as one of the world's largest employment sectors both at home and abroad—has a vast potential for positive impact and is the right place to start.

NEWAGE Business

One-third of RMG export out of benefit: BGMEA

[Moinul Haque](#) | Published: 23:41, Oct 18,2020



A file photo shows workers sewing clothes at a readymade garment factory in Dhaka. More than one third of Bangladesh's total readymade garment export to China still remained out of the coverage of duty-free benefit despite the country granting zero tariff treatment to 97 per cent of Bangladeshi products. — New Age photo

More than one third of Bangladesh's total readymade garment export to China still remained out of the coverage of duty-free benefit despite the country granting zero tariff treatment to 97 per cent of Bangladeshi products.

According to the analysis of the Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association, Bangladeshi readymade garment products would get additional facilities in China with the recent announcement of duty-free market access for 97 per cent of its export products but 100 per cent RMG products would not be entitled to the facility.

'Bangladesh's total RMG export to China in the financial year 2018-19 was \$507 million and \$308.4 million of it was under duty-free facility. That means, RMG export worth \$198 million was under duty,' BGMEA president Rubana Huq told New Age on Sunday.

Of \$198 million, only products worth \$20 million would be included in the latest duty-free scheme, she said.

She said that almost \$178 million RMG exports still remained excluded from the duty-free access now which accounted for 33 to 38 per cent of Bangladesh's total exports to China and on which Bangladesh paid 6-12 per cent tax.

The BGMEA president said that in FY19, Bangladesh exported 155 products worth \$507 million to China and now 47 products still remained out of the duty-free scheme.

Rubana also expressed her concern over the revised rules of origin for 40 per cent value addition set by China for availing dutyfree market access on the market.

As per the latest announcement, Bangladesh would have to add 40 per cent value to get duty-free benefit in China and it would be challenging for the exporters to comply with the new rules of origin, she said.

Earlier, the threshold for value addition was 30 per cent for the Chinese market.

Policy Research Institute of Bangladesh executive director Ahsan H Mansur said that the commerce ministry should take BGMEA's analysis into consideration to bargain with China.

He said that the government would have to take the initiative to broaden the product list under the duty-free market access to China.

Regarding the new rules of origin set by China, Mansur said that the apparel sector would have to expand its backward linkage industry to tap into the full benefits of duty-free market access on the Chinese market.

In June, the tariff commission of the Chinese State Council issued a notice on granting zero tariff treatment to 97 per cent of Bangladesh's products on its market from July 1. With the announcement, China included 5,161 more Bangladeshi products to enjoy zero tariff treatment on the market.

Earlier, 3,095 Bangladeshi products enjoyed the duty-free access on the market under the Asia-Pacific Trade Agreement.

The commerce ministry has recently published a list of 8,256 products which would get duty-free access in China.

Cambodia Extends Incentives to Support Private Sector and Economy

October 8, 2020 Posted by [ASEAN Briefing](#) Written by [Ayman Falak Medina](#)

- *Cambodia's government issued its sixth round of incentives on September 30, 2020, to support the economy and the private sector.*
- *These incentives are mainly extensions of existing ones, such as providing financial support to garment and textile workers, who have been suspended from their employment.*
- *The government has also extended tax exemptions for the tourism and aviation industries.*
- *The Asian Development Bank expects the country's economy to shrink by four percent in 2020.*

On September 30, 2020, Cambodia's government issued its sixth round of incentives aimed at supporting private sector workers and the economy.

The latest incentives are an extension of [existing ones](#), in particular those providing financial support for the country's garment, textile, and footwear industries. The government has also extended the payment of Minimum Tax for the aviation industry in addition to the payment of aviation fees by airlines.

Cambodia's textile and garment industry plays a key role in the economy, contributing to 80 percent of the country's total exports and 16 percent of total GDP. The tourism sector contributes to 12 percent of GDP.

More than 400 factories have already suspended operations this year, impacting more than 150,000 workers. The Asian Development Bank expects the economy to shrink by four percent in 2020. In addition to the impact caused by the [pandemic](#), Cambodia-based exports to the EU will now have to pay full tariffs for more than 30 products since the EU withdrew Cambodia's of 'Everything but Arms' (EBA) status in February 2020. This is set to affect one-fifth of the country's exports, totaling US\$1.1 billion.

Support for private sector employees

Private sector employees suspended from their employment will continue to receive financial support of up to US\$40 per month until December 2020. Employers must submit an application to the Ministry of Labor and Vocational Training (MLVT) if they intend to suspend their employees' employment contracts.

Suspended employees are entitled to the following monthly subsidies:

- US\$15 for 7-10 days of employment suspension;
- US\$30 for 11-20 days of employment suspension; and
- US\$40 for 21 days to one month of employment suspension.

Suspended workers in the garment, textile, and footwear industries will receive extended additional financial support of up to US\$30, totaling up to US\$70 in total per month until December 2020. The subsidies are of the following amounts:

- US\$10 for 7-10 days of employment suspension;
- US\$20 for 11-20 days of employment suspension; and
- US\$30 for 21 days to one month of employment suspension.

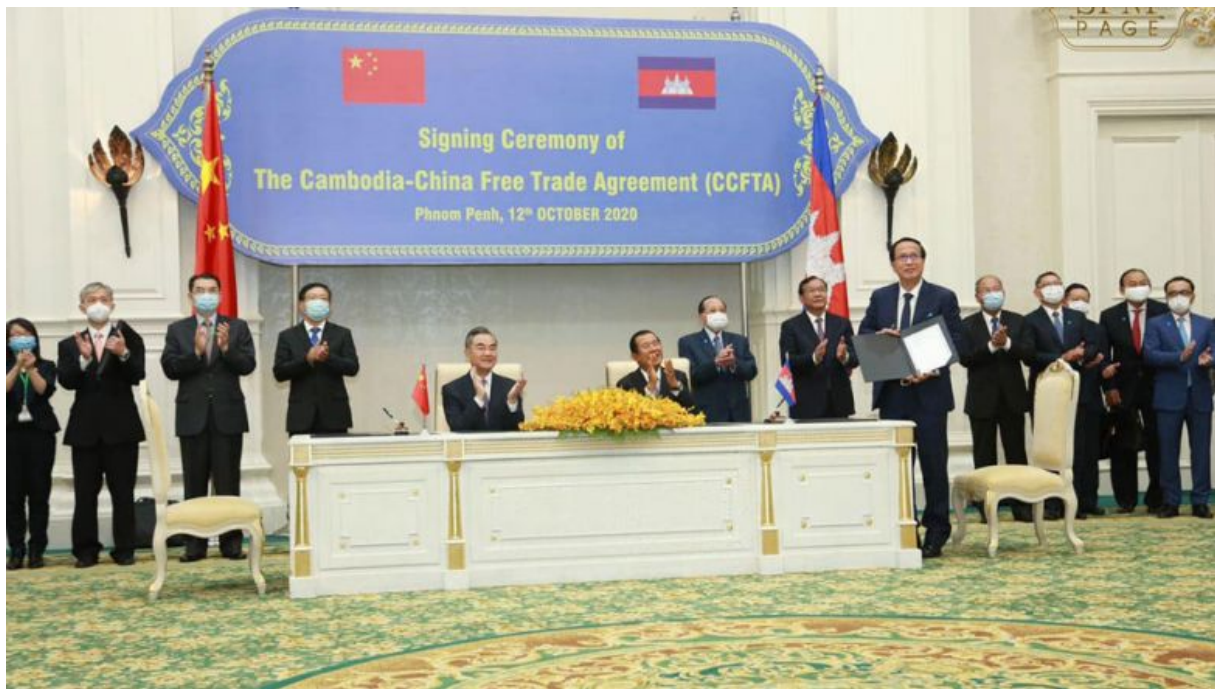
Suspension of NSSF payments

The National Security Fund (NSSF) is a government body responsible for providing social security for workers in the private sector. These monthly contributions will be extended until the end of December 2020.

Kingdom, China ink free trade agreement

[Thou Vireak](#) | Publication date 13 October 2020 | 08:12 ICT

Share



The Signing Ceremony of The Cambodia-China Free Trade Agreement (CCFTA) was held yesterday at the Peace Palace and was presided over by Prime Minister Hun Sen and Chinese State Councillor and Minister of Foreign Affairs Wang Yi as witnesses. SPM

Cambodia and China on Monday signed a bilateral free trade agreement (FTA) following three rounds of negotiations held between January and July.

The two countries hope that goods exchange and investment flows will pick up steam as the new deal guarantees tariff-free access for Cambodian commodities to the Kingdom's largest export market.

The FTA was signed by Minister of Commerce Pan Sorasak and Chinese ambassador to Cambodia Wang Wentian – on behalf of Chinese Minister of Commerce Zhong Shan.

The ceremony was held at the Peace Palace and was presided over by Prime Minister Hun Sen and Chinese State Councillor and Minister of Foreign Affairs Wang Yi as witnesses.

Sorasak noted that the FTA was the Kingdom's first such bilateral deal, and that China is a long-standing friend and comprehensive strategic partner of the Kingdom.

“The agreement highlights the strengthening bond between the two countries and represents a milestone in Cambodia-China relations.

“The agreement will enable additional economic partnerships through the higher degree of global market access for goods and investment, and will provide social benefits on both sides,” he said.

Speaking via video link, Chinese commerce minister Zhong lauded the FTA as a “new milestone” in the development of economic and trade relations between the countries.

“China is ready to keep in close communication with Cambodia to push for early entry into force of the agreement,” he said.

Seang Thay, a spokesman for the Cambodian commerce ministry, said the FTA would take effect 30 days after the two countries finalise their internal procedures and legal and regulatory requirements.

For Cambodia, this also implies obtaining approval from the National Assembly and the King, he noted.

Garment Manufacturers Association in Cambodia secretary-general Ken Loo previously told The Post that the FTA with China will strongly stimulate the Kingdom’s exports – not only in the garment sector. There will be a greater flow of investment from China.

“From what we read from the commerce ministry’s statement regarding the results of the third round of negotiations, exports from Cambodia are set to increase more than 20 per cent.

“At the same time, we will see more investment into the raw material supply for garment, footwear and travel goods, electronics and other industries . . . I believe the FTA will help other sectors much more than the garment sector,” said Loo.

Commerce ministry secretary of state Sok Sopheak said in July that the FTA would exempt at least 340 of the Kingdom’s commodities from tariffs.

Sopheak, who is also the head of the FTA negotiation group with China, said exempt items include pepper, dried chilli, cashew nut-products, garlic, honey, vegetables, fish, pork, chicken, duck, beef, goat and seafood products such as mussels, crabs and snails.

The FTA, he added, would eliminate tariffs on 98 per cent of Cambodia’s total exports and 90 per cent of China’s shipments into the Kingdom.

Bilateral trade between Cambodia and China was worth \$9.42 billion last year, up 27.29 per cent from \$7.4 billion in 2018, data from the Chinese embassy in Phnom Penh showed.

October 13, 2020

Cambodia, China sign trade deal

Mark Hughes / Khmer Times



Cambodia's Prime Minister Hun Sen (R) greets China's Foreign Minister Wang Yi during a meeting at the Peace Palace in Phnom Penh yesterday. KT/Khem Sovannara

China and Cambodia yesterday signed a free trade agreement (FTA) in Phnom Penh, with Cambodian Prime Minister Hun Sen and visiting Chinese State Councillor and Foreign Minister Wang Yi attending the signing ceremony.

Mr Hun Sen spoke highly of the FTA, saying that it is of great significance economically and politically. He also expressed his confidence in Cambodia's achieving better development through friendly cooperation with China.

Wang, who is paying a two-day visit to the country, said the FTA has sent a strong signal and will help Cambodia overcome the difficulties brought by the COVID-19 pandemic.

It will promote socio-economic development in the Southeast Asian nation, said Wang.

During his meeting with Mr Hun Sen, Wang said selecting Cambodia as the first stop on his Southeast Asia tour not only reflects China and Cambodia's fine tradition of always supporting each other but also demonstrates the positive momentum of building a community with a shared future between the two countries. China is willing to work with Cambodia to discuss how to deal with various challenges in the post-pandemic era and further strengthen the all-round cooperation between the two countries, Wang said, according to China state television CGTN.

"China appreciates the Cambodian government's effective control of the pandemic and its contributions to the global fight against the virus. Cambodia firmly safeguards the common interests of developing countries and the basic norms of international relations," Wang told the TV station. "No matter how the international situation changes, China will stand firmly with Cambodia."

Mr Hun Sen said the Cambodian side highly appreciates China's help in dealing with the pandemic and promoting economic and social development in Cambodia.

China has made tremendous achievements in fighting the virus, setting an example for the global fight against COVID-19, the prime minister said.

The Cambodian side is firmly committed to strengthening the Cambodia-China comprehensive strategic cooperative partnership, will continue to firmly support China on issues involving China's core interests and is willing to work with China to deepen mutually beneficial cooperation in various fields, Mr Hun Sen said.

Kingdom seeks more trade deals

Sorn Sarath / Khmer Times October 15, 2020



Garment factory workers in Phnom Penh. Khmer times

Cambodia is gearing up for bilateral trade deals with partner countries after the partial removal of the EU's trade preferential scheme, known as Everything but Arms (EBA), on Aug 12.

Experts said the Kingdom should have rammmed up efforts to negotiate free-trade agreements (FTAs) with other markets long ago to prevent the sudden loss of market access which caused huge redundancies.

China is the first country to have officially signed an FTA with Cambodia – on Monday, during a two-day official visit by Chinese Foreign Minister Wang Yi.

Commerce Minister Pann Sorasak said that it was the first bilateral FTA for Cambodia. China is a long-standing friend and, in addition, Cambodia and China have a comprehensive strategic partnership.

“The signing of this agreement signifies an even stronger tie between the two countries and marks another key historical milestone for Cambodia-China relations,” he said.

The minister said the agreement would result in a more robust economic partnership through a high degree of market-access liberalisation for goods, services and investment.

“As for the next steps, I am fully convinced that both sides will be able to complete all internal procedures necessary so that both countries can exchange the instrument of ratification for the implementation of this agreement by early 2021,” he said.

An FTA with the world’s second-largest economy will open the door for more Cambodian goods and agricultural products, such as bananas, cassava flour and rubber to be exported to China.

Cambodia is now in talks on an FTA with South Korea, the third round of negotiations of which have just concluded. Through FTAs, Cambodia expects to increase bilateral trade between partner countries rather than trade exemptions that could be withdrawn at short notice. Prime Minister Hun Sen said the EBA deal will be lost in total one day but free trade agreements will last forever.

Van David, a senior associate at public-private partnership PLATFORM IMPACT, said the China market is more price-oriented than the EU, which tends to focus more on quality and ethical aspects.

“Therefore, how we can try to compensate for the lower volume of goods exported to the EU through EBA revocation and expand our base to China depends pretty much on our competitiveness,” he said, citing effective infrastructure, production and transportation costs as well as meeting Chinese sanitary and phyto-sanitary norms.

However, he said FTAs between countries could sometimes be advantageous to one country and less so to another depending on the competitiveness of either one of the signatories.

“Cambodia now has a channel to export its goods and services but would need to work harder in increasing competitiveness, which is always the key factor for exports,” he said.

The EU, which is the Kingdom’s biggest trade partner, in the meantime has signed an FTA with Vietnam (EU-VN FTA). The pact would see Cambodia exports reduce their competitiveness to the trade bloc.

David said the EU-VN FTA was in the making and part of Vietnam's economic strategy ever since the last decade and the EBA deal was more a privilege granted to least-developed countries (LDCs) and could at anytime be withdrawn by the EU depending on whatever criteria or excuse it deemed fit.

"The EBA deal has been revoked for some LDCs in the past but in the case of Cambodia the decision was more political than economic," he said.

According to the Ministry of Commerce, the government has planned for more two-way agreements with some countries and blocs such as the UK, the Eurasian Economic Union (Russia, Armenia, Belarus, Kazakhstan and Kyrgyzstan), the US, Japan, Mongolia and India. The ministry has already established groups to be in charge of the trade negotiations with those partners.

Cambodia's annual \$7 billion garment and textile sector was mostly exported to the EU and the US under trade preferential agreements, while exports to China are largely agricultural products.

The bilateral trade volume between China and Cambodia stood at \$9.42 billion last year. The two countries have set out to reach \$10 billion by 2023.

China's Next Problem Is Recycling 26 Million Tons of Discarded Clothes

Bloomberg News, Bloomberg News



Footwear piled high at Baijingyu's facility in Hangzhou. Photographer: Qilai Shen/Bloomberg ,
Photographer: Qilai Shen/Bloomberg

(Bloomberg) -- "Low-carbon, warmth, love," reads the sign on a large green metal bin, into which Beijing resident Zhao Xiao stuffs her unwanted, old clothes. "If some poor Chinese person really needs them, that would be great and would make me feel less guilty about throwing them away," said the 35-year-old resident of Dongcheng District.

Zhao is right to worry about what happens to her charitable donation. There are clothing collection bins dotted all around China's major cities, but few of the garments go to charity. Some are sold to developing countries, others are either burned or buried in landfills.

In a country that makes more than 5 billion T-shirts a year, there is a stigma to wearing old or second-hand clothes and millions of tons of garments are discarded every day. An aspirational middle class, combined with a boom in e-commerce, has turned China into the world's biggest fashion market, overtaking the U.S. last year. Greater China accounts for a fifth of Japanese retail giant Uniqlo's global revenue and the company's sales in the region rose almost 27% in the 2017-2018 fiscal year

to more than \$4 billion. Most of China's purchases are fast fashion – mass produced, cheap, short-lived garments.

The result: China throws away 26 million tons of clothes every year, less than 1% of which is reused or recycled, according to state news agency Xinhua.

The environmental cost of this waste is huge. The fashion industry accounts for around 10% of global carbon emissions, more than is produced by all flights and maritime shipping combined, according to the Ellen MacArthur Foundation. By one estimate, reusing 1 kilogram of clothing saves 3.6 kg of carbon dioxide, 6,000 liters of water, 0.3 kg of chemical fertilizers and 0.2 kg of insecticides, compared with making garments from virgin resources.

Part of the problem in China is that recycling clothing is unprofitable by law. Non-charitable sales of used apparel are banned for health and safety reasons. In China, used clothes are considered unhygienic, even unlucky. And Covid-19 has reinforced that bias.

Outside the fifth ring road on a recent Sunday morning in northeast Beijing, dozens of people are browsing the Roundabout Charity shop, which is holding a second-hand fair. They're buying toys, books, home décor. Almost nobody is in the clothes section. In a city with 20 million people, Roundabout is one of the few charity shops that even sells used garments.

"It's for a great cause, but even my family and friends don't understand why I buy second-hand when I can afford international brands," said 38-year-old Chen Wen, a local resident. "When people see second-hand clothes, they don't think eco-friendly, they think poverty."

China authorizes government-approved organizations to collect and sort donated clothes that are in "excellent condition," Few do. The time and effort aren't worth it in a nation where used clothes are unpopular even in relatively poor regions.

"Sometimes too many just pile up" at collecting sites, China's Ministry of Civil Affairs says. "It's difficult to deal with."

So high-quality garments that are collected are usually sold overseas. China's exports of used clothing rose to 6.4% of the world total in 2015, from less than 1% in 2010, according to the latest data from the U.K.-based Textile Recycling Association. Many go to Africa. Ten years ago the U.K. supplied a quarter of the used clothing shipped to Kenya. Now China is the biggest supplier, accounting for about 30%, while the U.K.'s share has dropped to 17%.

Some Chinese exporters rely on the collection bins in residential neighborhoods, but many now use e-commerce sites like Alipay to solicit donations.

About 70% of the clothes collected by Hangzhou-based Baijingyu, or White Whales, are sold in overseas second-hand clothing markets, while 15% are down-cycled for use in construction, agriculture, or gardening, or sent to waste-to-energy incinerators, said Chief Executive Officer Jason Fang. With its main markets in Southeast Asia

and Africa, most of its exports are summer apparel. Only about 15% of donations are given to poor regions in China.

“People want all their clothes donated to poor Chinese families, but it’s not very realistic anymore,” Fang said. A few years ago, if a jacket was 70% new, people would take it, but today I am too embarrassed to even show a jacket to a family unless it’s 90% new.”

Some of the clothes are shipped to Europe and the U.S first before being re-shipped to Africa for a better price, said Fang. “Every African client wants American clothes.” Not long ago, China was a major importer. In small towns in coastal provinces like Fujian and Guangdong, sorting and selling used clothes from shipping containers of “foreign waste” used to be big business. But in 2017 China banned the import of 24 kinds of solid wastes, including textile products, forcing shippers to look for other destinations in Asia, or to recycle more waste at source.

“This is highlighting what is happening the global markets as a whole,” said Alan Wheeler, general delegate of the textiles division at the Bureau of International Recycling. “Markets are becoming increasingly crowded. From an environmental point of view, the fact that Chinese people are sending more clothing for re-use and recycling is a good thing, but it also presents a real issue.”

One ray of hope is a small, but growing number of startups looking for novel ways to reuse old clothing. Re-Clothing Bank employs migrant women in a village near Beijing to cut up old clothes and make them into patchwork jackets, bags and carpets. “A middle aged security guard in Shanghai spent half his monthly salary to buy a coat I made from old clothes,” said Zhang Na, the startup’s founder. “That was when I thought there is a future in this.”

But the vast majority of China’s discarded apparel goes straight into to the trash, exacerbating one of the country’s biggest environmental headaches. Most of the nation’s 654 giant landfills filled up ahead of schedule. The nation’s biggest dump in Jiangcungou, Shaanxi province, is the size of 100 football fields, but filled up 25 years earlier than designed after receiving almost four times the amount of daily waste predicted. As a result, China dumped more than 200 million cubic meters of waste into its coastal waters in 2018, according to the environmental ministry.

That’s promoted perhaps the fastest-growing solution for China’s unwanted garment problem: burn them. Cut and shredded pieces of cloth are added to wet waste in trash-to-energy incinerators to make them more efficient. China considers such plants a form of renewable power, despite the emissions they produce, and has tried to double their capacity in the past five years.

That’s not an environmentally sustainable solution, said Wheeler at the Recycling Bureau. “Clothing needs to be designed for durability and recycling and when people have finished with it, they need to send it for re-use.”

Wheeler said the real solution, though, is much simpler. “We need to buy less clothing.”

Zara and H&M under threat from China's little-known giant

By Sonya Dowsett and Sophie Yu

October 16, 2020 — 10.44am

China's Shein may be the biggest shopping site you've never heard of.

The fast-fashion player is encroaching on the territory of more established rivals like Zara and H&M. It has become the largest, purely online, fashion company in the world measured by sales of self-branded products, according to Euromonitor.



Shein uses influencers on Instagram and TikTok, and discount codes, to attract younger shoppers in an increasingly crowded fashion market.

Nanjing-based Shein, founded in 2008, is aiming squarely at the "Gen Z" social-media generation, using influencers on Instagram and TikTok, and discount codes, to attract younger shoppers in an increasingly crowded fashion market.

It offers low-cost styles, uploading hundreds of new designs to its app every week. The price for a dress is around half that of Zara, according to a recent Societe Generale price survey.

"You can save money, which is important when buying clothes as the fashions change so quickly," said Rebeca Rondon, a 23-year-old student in Valencia, Spain, whose Instagram page compares dozens of styles from Shein and Zara head-to-head.

The COVID-19 pandemic has boosted online sales at retailers, giving online-only players like Shein, Britain's Asos and Germany's Zalando an edge over Inditex-owned Zara and H&M which have big city-centre stores.

In September, the Shein app saw 10.3 million downloads globally from across the App Store and Google Play, Sensor Tower data shows. In comparison, H&M's mobile app hit about 2.5 million, and Zara saw 2 million.

To date, Shein has reached 229.4 million downloads, versus H&M's 123.5 million and Zara's 90.6 million, the data shows.

In the week of September 27-October 3, Shein was the most downloaded shopping app globally on iPhones, according to analytics platform App Annie. It ranked in the top 10 in the United States, Brazil, Australia, Britain and Saudi Arabia.

A department store that rents clothes? It's not as mad as it sounds

Privately-owned Shein, which also sells on Amazon, does not publicly disclose sales or other financial figures. The company did not respond to emails or phone calls.

It has backing from investors including IDG Capital and Sequoia Capital China, according to PitchBook capital market data. The funds did not respond to interview requests.

Inditex and H&M declined to comment for this story.

Unknown quantity

Although Shein is gaining more followers, it has limited visibility compared with the likes of Zara and H&M. It has no domestic presence in China, where online shoppers go to Alibaba's Taobao and to Pinduoduo for clothes at bargain prices.

Meanwhile, some consumers say the quality of items can be variable and delivery times erratic.

Unlike Zara and H&M, which have detailed background on the sourcing of their clothing and the working conditions of employees on their websites and annual reports, Shein gives no details about the manufacture of its products.

Inditex revolutionised the fashion industry in the 1990s by responding quickly to trends and speeding designs to stores using factories close to its headquarters in Spain.

Shein also works with hundreds of factories in close proximity to its Nanjing HQ, according to a China-based industry source with knowledge of the company's business practices.



Traditional giants like Zara are under threat. *CREDIT:DOMINIC LORRIMER*

The Chinese company aims to get designs ready for shipping in three days, according to the source who wanted to remain anonymous because of sensitive business practices.

Three days is a significant compression of Inditex's lead time, from drawing board to store, which is around 3 weeks according to the Spanish company.

Ambassador's code

Nonetheless Shein faces a tough task to make inroads in a crowded online market where both Asos and Zalando have reported surges in sales this year.

One way Shein is looking to grab attention is through a network of influencers and "brand ambassadors".

"I have to promote the outfits on my social-media platforms," says Laura Illanes, a 22-year-old student at the University of South Carolina Upstate.

"They provide me with a discount code of 15 per cent off - I need to share that with my followers," said Illanes, a college athlete with 36,000 Instagram followers, who gets six free Shein items per month in return for promoting the clothes on her account.

Inditex and H&M have also reported big jumps in online sales, but that's a minority proportion of their overall sales. Shares in both have fallen over 20 per cent since early February, which analysts have partly attributed to their big networks of stores.

Can luxury fashion ever regain its lustre?

Hong Kong-based fund Anatole Investment Management presented the idea of a short sell on Inditex due to the rise of the "new breed" of online players from China at the Sohn investor conference streamed from Hong Kong on September 9.

"Zara is a legacy player which is going to be crushed by fast fashion 2.0," Anatole chief investment officer George Yang, who declined to be interviewed, told attendees.

Bloomberg

La Chine restreint ses importations de coton australien, selon l'industrie australienne

Par Le Figaro avec AFP

Publié le 16 octobre 2020



La valeur et le volume des exportations de coton australien représentent actuellement 1 milliard de dollars australiens (605 millions d'euros) par an. *MOHAMED ABD EL GHANY / REUTERS*

La Chine a commencé à restreindre les importations australiennes de coton, ont affirmé vendredi les producteurs qui redoutent que le coton ne vienne s'ajouter à la liste des produits australiens déjà «visés» par Pékin. «*Il apparaît clairement*» que «*Pékin a récemment découragé les filatures chinoises d'utiliser le coton australien*», ont déclaré des responsables de l'industrie australienne du coton.

Le ministre australien de l'Agriculture, David Littleproud, a demandé aux autorités chinoises des «*éclaircissements*» sur la situation et rappelé les obligations commerciales imposées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les producteurs et exportateurs de coton australien ont dit tenter d'obtenir des clarifications de la part de Pékin tout en envisageant de se tourner vers d'autres marchés à l'étranger. «*Malgré ces changements dans*

les conditions d'exportation de notre industrie, nous savons que le coton australien trouvera sa place sur le marché international», ont assuré Adam Kay, PDG de Cotton Australia et Michael O'Rielley, président de l'Association de transport de coton australien.

La valeur et le volume des exportations de coton australien sont variables mais il représente actuellement environ 1 milliard de dollars australiens (605 millions d'euros) par an. Le coton australien avait grandement bénéficié l'an dernier d'une hausse considérable des droits de douane chinois sur le coton produit aux États-Unis.

Ces dernières années, les relations entre Pékin et Canberra se sont dégradées et la Chine semble de plus en plus encline à faire payer cette situation à l'Australie à coups de mesures de rétorsion économiques et politiques. Canberra s'oppose notamment à ce qu'elle estime être, depuis l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping en 2013, l'influence grandissante de la Chine en Asie-Pacifique.

Il y a quelques mois, l'Australie a provoqué la fureur de la Chine en demandant une enquête sur les origines de la pandémie de Covid-19. En début de semaine, elle a demandé à Pékin de clarifier les choses concernant de possibles restrictions chinoises concernant le charbon australien.

Premier partenaire commercial de l'immense île-continent, Pékin a suspendu au printemps les importations de bœuf de quatre gros fournisseurs australiens, puis imposé des droits de douane de 80,5% sur l'orge de ce pays.

Selon le Wall Street Journal, la demande mondiale en équipements de protection individuelle, en particulier aux Etats-Unis, alimente les exportations chinoises

French.china.org.cn | Mis à jour le 11-10-2020



Les exportations de la Chine dans le monde ont bénéficié à la fois de sa capacité à rouvrir des usines plus rapidement que les autres pays et de sa capacité à fournir des quantités massives de produits nécessaires pour lutter contre l'épidémie de COVID-19, a rapporté samedi le Wall Street Journal.

Selon le journal citant Rory Green, un économiste de la société de recherche TS Lombard basé à Séoul, la Chine a enregistré une augmentation de 9,5% des expéditions vers l'étranger en août par rapport à la même période de l'année dernière, les mesures de confinement dans le monde "ayant joué en faveur de la puissance manufacturière de la Chine", tandis que l'exemption des droits de douane américains sur les produits médicaux en provenance de Chine lui a également été favorable.

Par exemple, comme le montrent les données du Bureau du recensement américain, une catégorie textile des exportations chinoises vers les Etats-Unis qui comprend les masques faciaux a enregistré une augmentation de 156% au cours des huit premiers mois de cette année, et le retrait des autres articles de la catégorie montre que les masques en tissu ont bondi de 465% lors de cette période, a indiqué le journal dans son article intitulé "Les exportations chinoises vers les Etats-Unis bénéficient d'un coup de pouce de la pandémie".

Scott Rein, président de Western Medical Consulting & Supplies LLC, qui fournit une expertise médicale aux entités chinoises, notamment les hôpitaux, a déclaré au journal qu'en raison de la pandémie, il s'était soudainement retrouvé dans le secteur de l'importation de produits médicaux chinois aux Etats-Unis.

Avec une grave pénurie d'équipements de protection individuelle tandis que dans le même temps le virus se propage largement aux Etats-Unis, M. Rein a indiqué que son entreprise avait réussi à acheter plus de quatre millions de masques, de désinfectants pour les mains et d'autres produits à usage personnel en Chine.

Selon le Wall Street Journal, il en a vendu la plupart directement aux hôpitaux. Toujours aux Etats-Unis, il vend désormais des masques et des désinfectants pour les mains de fabrication chinoise directement aux consommateurs.

Dans le même temps, ont montré les données officielles chinoises, les exportations totales de la Chine vers les Etats-Unis n'ont diminué que de 3,6% au cours des huit premiers mois de cette année par rapport à la même période de 2019.

"Du fait que la Chine a rebondi après les mesures de confinement dues à la pandémie plus tôt que le reste du monde, l'activité a repris. En juillet, les exportations vers les Etats-Unis ont augmenté de 13% par rapport à l'année précédente, suivies d'une hausse de 20% en août. Les chiffres de septembre ne sont pas encore disponibles", a rapporté le journal.

Cependant, un expert chinois a mis en garde contre une lecture excessive de la dynamique des exportations. Dans une étude publiée en septembre, Zhang Yanling, chercheur à l'Institut d'études financières de Chongyang, un groupe de réflexion basé à Beijing, a ainsi écrit que les fortes exportations sont la preuve de la résilience de l'économie chinoise face à la pandémie, mais qualifié l'avenir d'incertain compte tenu des relations entre les Etats-Unis et la Chine.

Ethiopie : inauguration d'une zone industrielle à Baher Dar

Par La Tribune Afrique | 07/10/2020, 16:01 |



(Crédits : Office PM Ethiopie) Construire par la société China Civil Engineering Construction, la nouvelle infrastructure devrait participer à l'accélération des industries de transformation, notamment dans le textile et l'agro-industrie.

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a inauguré mercredi une zone industrielle construite dans le nord-ouest du pays par la Chine pour un coût de 60 millions de dollars.

La zone industrielle de Baher Dar, située à plus de 550 km au nord de la capitale Addis-Abeba, a été bâtie par le groupe de BTP China Civil Engineering Construction (CCEC). Lors de la cérémonie d'inauguration, Abiy a estimé que cette zone industrielle (ZI) contribuera à un transfert de connaissances et renforcera les capacités techniques du pays, en plus de créer des opportunités d'emploi pour des milliers d'Ethiopiens.

La nouvelle zone « *n'est pas seulement un espace de production, mais aussi un lieu où les employés locaux acquièrent des connaissances* », a-t-il en ajoutant qu'elle pourrait même aussi servir d'espace de loisirs pour le grand public. « *L'Ethiopie a lancé à ce jour 13 zones industrielles qui sont cruciales pour les efforts entrepris par le pays afin de parvenir à la prospérité et de stimuler son développement économique* », a salué le Premier ministre. Il a également déclaré que la ZI de Baher Dar et d'autres dans le pays devraient tisser des liens avec les zones agro-industrielles dans le cadre des efforts visant à transformer le secteur agricole éthiopien.

Le président de la région d'Amhara, Temesgen Tiruneh, a estimé pour sa part que cette nouvelle zone industrielle aidera l'Ethiopie à engranger des devises grâce aux exportations.

Les exportations de textile de la ZI de Baher Dar « *rapporteront à l'Ethiopie les devises dont elle a tant besoin, en plus de contribuer au développement économique global du pays* », a-t-il dit, cité par l'agence *Xinhua*. Sandokan Debebe, directeur général de la Société de développement des zones industrielles (IPDC), a révélé que l'Ethiopie a déjà démarré l'exploitation de 10 des 13 zones industrielles commandées.

FREE, FAIR AND SUSTAINABLE TRADE IS AN ESSENTIAL COMPONENT OF EURATEX STRATEGY



Brussels, 15 October 2020 – EURATEX responded to the EU consultation on the trade policy review, offering 60 specific points, which will help to develop an open but sustainable trade system, which guarantees the level playing field for European industry. The EU should invest in an ambitious regional agenda,

focusing on important partners such as EUROMED and United States, and in multilateral efforts, in particular within the WTO.

In this rapidly changing and multi-polar world, facing an unprecedented health and economic crisis, European businesses need a stable and transparent global framework. EURATEX therefore welcomes the review of the EU's trade policy. It is an opportunity to shape a modern strategy which supports our companies in prospering at global level.

The European textiles and clothing (T&C) industry is globalised, with complex value chains and inter-dependencies with many other sectors. T&C companies annual exports exceed €60 bln and imports well over €100 bln. 38% of the industry's turnover is sold on global markets, whereby SMEs are particularly active (covering more than 50% of those global sales).

On that basis, EURATEX emphasises the following points:

- We need open and “efficient” markets, but combined with effective controls where necessary, thus ensuring level playing field for European companies;
- We need complementarity between the EU's Trade and Industrial strategy, leading to increased resilience, e.g. through better access to raw materials and stockpiling of strategic goods;
- We need an ambitious regional agenda, focusing on important partners such as United States, Turkey, Switzerland and the EUROMED region, but also open to new partnerships in Africa;
- We need to invest in multilateral efforts, thus supporting WTO efforts to work on subsidies, public procurement, IPR, etc.;
- We need to act “beyond” the conclusion of an FTA: ratification must be faster, and implementation of an agreement must come with information efforts and support to European SMEs, as part of a genuine European Economic Diplomacy strategy;
- We need a more sustainable and fair trading system, based on rules, global environmental and social standards, which are effectively respected by all;
- We need a modern trade policy, setting rules for new forms of trade such as e-commerce, and embracing the digital opportunities.

If you want to get more details, read the full [position paper](#).

LATEST ECONOMIC DATA ARE A WAKEUP CALL TO BUILD AN AMBITIOUS TEXTILES STRATEGY



Brussels, 2 October 2020 – Latest data suggest a situation worse than 2009 as turnover fell by nearly 25% in the textiles industry, and by 35% in the clothing sector. On the other hand, imported textile products from China increased sharply. EURATEX asks the European Union to quickly implement what has been promised and develop a resilient industry.

On the occasion of the EURATEX Board of Directors meeting, President Alberto Paccanelli commented on the latest economic update for the European textiles and clothing sector.

The 2nd quarter of 2020 has shown a decline of our industry as we have never seen before, not even during the 2009 financial crisis: turnover fell by nearly 25% in the textiles industry, and even by 35% in the clothing sector. Retail sales plunged by 43%, in some countries even more than 60%.

On the other hand, during this same period (April-June 2020), we witnessed a remarkable increase in imported textile products from China. Specifically, imports of face masks and other medical textiles grew from ca. €0.6 bln in 2019 to almost €14

bln in 2020, an increase of 2,200%. If we consider only masks, data are even more impressive, as imports grew from ca. €0.5 bln in 2019 to €13.5 bln in 2020, an increase of 2,700%. At the same time, EU exports of T&C products fell by 35% during that same quarter.

Such figures are a wakeup call for the European Union to act quickly. Alberto Paccanelli commented: *“President von der Leyen announced an update of the EU’s Industry Strategy during her State of the Union; I would ask her to first implement what has been promised, before announcing new strategies: ensure a level playing field for our companies, develop a resilient industry, support innovation, etc. We have put proposals on the table but fail to see progress on their implementation”*.

Its Recovery Strategy submitted to the European Commission in June, EURATEX has proposed to establish a strategic textile alliance, to support innovation and digitalisation of the industry, to turn sustainability into a source of competitiveness, to ensure free and fair trade.

In reality, we see an escalating trade war with the US, we see no progress on negotiations with the UK (our most important export market), we see segments of our industry being excluded from the ETS compensation system, we see a reduction in research funding, we see pressure to introduce costly due diligence models, we see critical products being supplied through doubtful procurement processes.

European T&C companies have shown great responsibility during this crisis, by maintaining their labour force as much as possible (employment fell by less than 5%) and reorganising their production to support the health crisis. Many companies invest to improve sustainability and circularity, but they are nonetheless criticised for environmental damages which are caused by others.

Dirk Vantuyghem added: *“We want to engage in a positive dialogue with the EU to build a modern and competitive Textiles and Clothing industry, as an essential pillar of the European economy. But this dialogue should lead to tangible results. Our entrepreneurs are optimists, as indicated in the September Business confidence (+3.9% from August), but they need a clear framework in which they can grow, innovate and create jobs.”*

L'industrie de la mode et du textile veut passer au vert malgré le Covid-19

Publié par Dalila Bouaziz le 13 oct. 2020 -



Le développement durable se classe comme le deuxième objectif stratégique le plus important pour les entreprises de ce secteur, selon une étude du "US Cotton Trust Protocol" et de l'Economist Intelligence Unit (EIU).

La mode s'engage en faveur du développement durable, malgré la pandémie du Covid-19. Le développement durable se classe comme le deuxième objectif stratégique le plus important pour les entreprises de ce secteur. (1), selon une étude du U.S. Cotton Trust Protocol (Le U.S. Cotton Trust Protocol est une initiative qui établit une nouvelle norme dans le coton cultivé de manière durable) et de l'Economist Intelligence Unit (EIU). Celle-ci est basée sur une enquête menée auprès de 150 cadres dirigeants de grandes

entreprises de la mode, du commerce de détail et du textile en Europe et aux États-Unis, ainsi que sur des entretiens avec des marques de premier plan comme Puma, H&M et Adidas. **L'industrie se trouve à la croisée de chemins : faut-il continuer à investir dans la durabilité ou faire marche-arrière face à la pandémie ?**

La durabilité devient un critère essentiel

La durabilité est cruciale pour les entreprises, selon les leaders de la mode, du commerce de détail et du textile. Malgré la pandémie, ces nouveaux résultats montrent que, pour de nombreuses grandes marques internationales, **la durabilité est désormais essentielle en termes d'activité. La majorité des dirigeants des secteurs de la mode, du commerce de détail et du textile interrogés (60%) ont cité la mise en œuvre andde mesures de durabilité comme l'un des deux principaux objectifs stratégiques de leur entreprise, juste après l'amélioration de l'expérience client (en première place à 64%).** Ce résultat contraste fortement avec celui de moins d'un dirigeant sur six (15%) qui a cité "récompenser les actionnaires" comme objectif principal.

Les dirigeants indiquent qu'ils introduisent des mesures de durabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement, depuis l'achat en matières premières produites de manière durable (65%), en passant par l'introduction d'une approche d'économie circulaire dans leur entreprise et la réduction des gaz à effet de serre (51% chacun), jusqu'à l'investissement dans de nouvelles technologies comme l'impression 3D et la blockchain (41 %). **Dans l'ensemble, la majorité (70%) des personnes interrogées se sont montrées optimistes quant à la possibilité d'arriver à une mode durable, rapide et abordable.**

L'importance des données

L'un des principaux résultats de l'étude est que les données sont importantes pour la durabilité. Lorsqu'on leur demande quelles mesures ils mettent en oeuvre aujourd'hui pour être plus durables, **la collecte de données à travers**

l'ensemble de l'entreprise et dans la chaîne d'approvisionnement afin de mesurer les performances figure en tête de la liste des priorités des chefs d'entreprise avec 53%, juste derrière l'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie de durabilité environnementale équipée d'objectifs mesurables, qui est privilégiée par près de six répondants sur dix (58%).

Et les données ne sont pas importantes qu'à court terme. Trois leaders sur dix (28%) ont déclaré que la disponibilité de données fiables était la clé d'une plus grande durabilité au cours de la prochaine décennie, tandis que près des trois quarts des dirigeants du secteur (73 %) ont déclaré qu'ils étaient favorables à des indicateurs et des seuils internationaux comme moyen efficace de mesurer les performances en matière de durabilité et de stimuler les progrès au sein de l'industrie. **Même si les marques reconnaissent clairement l'importance des données, les résultats de l'étude concernant la collecte de données indiquent que les grandes marques de mode, les détaillants et les entreprises textiles ont parfois difficile à récolter des données de bonne qualité.** Les chefs d'entreprise font état de taux relativement élevés de données collectées au sujet des pratiques en termes de durabilité des fournisseurs (65%) et concernant les droits des travailleurs, la santé et la sécurité au travail dans la chaîne d'approvisionnement (62%).

Néanmoins, une proportion importante des entreprises (45%) ne mesure pas les émissions de gaz à effet de serre dans la production, la fabrication et la distribution des produits qu'elles vendent, tandis que 41% d'entre elles ne calculent pas la quantité d'eau et d'énergie utilisée pour produire les matières premières qu'elles se procurent. En ce qui concerne l'avenir, **plus d'un quart (26 %) des personnes sondées ont estimé que le manque de données disponibles et facilement accessibles entravait la collaboration en matière de durabilité dans l'ensemble du secteur.**

La collaboration entre acteurs nécessaire

Un autre résultat important est que les secteurs de la mode, du commerce de détail et du textile ne peuvent clairement pas conduire le changement de

manière isolée : la collaboration est nécessaire. **Toutefois, en ce qui concerne le soutien externe pour aider à guider ces progrès, les chefs d'entreprise ne perçoivent pas nécessairement une réglementation supplémentaire comme la solution.** Les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et les réglementations gouvernementales ont reçu un poids égal et sont chacun cités par un quart des répondants (24% chacun) pour engendrer un changement en matière de durabilité. Les exigences réglementaires ont également été classées par seulement un tiers (33%) des chefs d'entreprise interrogés comme faisant partie des trois principaux facteurs qui stimuleront les progrès en matière de durabilité au cours de la prochaine décennie.

L'impact du Covid-19

Cette détermination pour la durabilité va à l'encontre de l'incertitude du Covid-19, bien que lorsqu'on leur a demandé leur avis sur la pandémie, seule un peu plus de la moitié (54%) des répondants ont déclaré qu'ils pensaient que celle-ci rendrait la durabilité moins prioritaire au sein du secteur.

Méthodologie :

Étude basée sur une enquête quantitative auprès de 150 cadres de l'industrie de la mode, du commerce de détail et du textile basés en Europe et aux États-Unis, menée par l'Economist Intelligence Unit entre le 9 juillet et le 28 juillet 2020 de "L'Economist Intelligence Unit" (EIU), division de recherche et d'analyse du groupe Economist.

Gagnants annoncés aux Grands Prix de l'Accélération Digitale organisés par BFM Business et sponsorisés par Axway.

08/10/2020 | 10:01

Lors d'une soirée de gala, BFM BUSINESS a annoncé les gagnants de son concours « Grands Prix de l'Accélération Digitale », un concours sponsorisé par Axway (Euronext: AXW.PA) dans la catégorie « Transformation des Business Models ». Pour [Axway](#), il s'agit d'une occasion formidable de mettre en lumière et récompenser les projets innovants des entreprises.

Le gagnant de la catégorie Axway est Lectra, pour le projet de Transformation du Business Model s'appuyant sur des solutions intelligentes et connectées pour accompagner les secteurs clés de l'automobile, la mode et l'ameublement dans l'industrie 4.0, présenté par Daniel Harari Président Directeur Général. Et c'est une double victoire pour Lectra qui remporte le Grand Prix de l'Accélération Digitale inter-catégorie.

Ce concours prestigieux s'adressait à toutes les entreprises désirant exposer ses projets d'innovation, de collaboration et d'échanges qui ont conduit à créer de nouveaux services et à transformer leur business model.

Le gagnant était annoncé lors de la soirée de remise du Grand Prix de la Transformation des Business Models avec Axway et BFM Business. L'événement a eu lieu Mercredi 7 octobre lors d'un dîner de remise de prix au [Ritz Paris](#). Les 5 lauréats - 1 lauréat par catégorie – présentaient leurs projets devant 100 dirigeants et membres de COMEX de grandes entreprises. A la fin de la soirée le jury a voté pour élire le meilleur projet de transformation digitale 2020.

[Découvrez les différentes étapes de ce projet en cliquant ici.](#)

Axway aide plus de 11 000 clients à travers le monde à moderniser leur environnement informatique actuel pour accélérer leur transformation digitale, renforcer leurs capacités d'innovation métier et concrétiser leurs ambitions de croissance, en donnant un nouveau souffle aux infrastructures existantes. API, MFT, intégration B2B, collaboration et partage de contenus, cloud, communautés, écosystèmes digitaux... notre plateforme d'intégration évolutive, AMPLIFY™, offre des fonctionnalités nouvelles et vous donne les moyens de soutenir l'innovation et de réinventer l'expérience client, à un rythme inégalé et en toute sécurité. Fondé il y a plus de 20 ans, Axway (Euronext : AXW.PA) emploie plus de 1 800 personnes dans 18 pays. Pour en savoir plus, rendez-vous sur axway.com/fr

LECTRA, SPÉCIALISTE DE LA DÉCOUPE TEXTILE: "ON FABRIQUE AUJOURD'HUI 20% MOINS CHER EN FRANCE QUE NOS CONCURRENTS EN CHINE"

Coralie Cathelinais

Le 09/10/2020 à 8:34

Daniel Harari, Président directeur général de Lectra, est revenu sur BFM Business sur ces choix stratégiques qui permettent à son entreprise, spécialisée dans les découpes textiles et cuir pour le secteur de la mode et de l'automobile, d'être présent dans 70% des voitures fabriquées en Chine.

La délocalisation n'est pas forcément synonyme d'une production moins chère. Daniel Harari, Président directeur général de Lectra, qui vient d'être célébré par les BFM Business de l'Accélération digitale, revient sur le parcours de son entreprise.

« En 2005, tous nos concurrents ont décidé de délocaliser en Chine, et à l'époque nous aurions sauvé 30% sur nos prix de revient en allant en Chine. Mais nous avons décidé de faire différemment. Nous avons voulu monter en gamme et miser sur l'innovation », explique le chef d'entreprise sur BFM Business.

Un pari gagnant car Lectra, une société spécialisée dans les technologies de découpe de tissu et de cuir pour le secteur de la mode, de l'ameublement et de l'automobile, affiche un chiffre d'affaires de 280 millions d'euros et compte 1800 collaborateurs.

« On fabrique aujourd'hui 20% moins cher en France que nos concurrents en Chine et nous avons développé des technologies qui apportent un retour sur investissement important », met en avant Daniel Harari.

Les résultats sont là : "70% des voitures fabriquées en Chine ont leur intérieur découpé par nos technologies", annonce le chef d'entreprise. Et son savoir-faire, basé sur des

usines 4.0 où dominent la connectivité et l'intelligence, permettent de répondre à de nombreuses problématiques industrielles.

De la difficulté de relocaliser

« Une marque de mode va créer un vêtement intelligent, qui peut s'adapter à la morphologie d'une personne, qui peut prendre des options sur le col, les manches (...). Le consommateur va entrer, choisir son vêtement, on va prendre ses mesures et en quelques minutes, le vêtement sera fabriqué en Chine ou au Vietnam", détaille Daniel Harari. Ensuite, la marque peut décider de le fabriquer en 24 heures, ou en 8 jours pour optimiser la matière.

Avec ces technologies, les frais sont réduits à minima et cela permettrait de fabriquer à la demande et à proximité. L'industriel est payé à l'avance par le consommateur à la commande, donc il n'a plus d'argent immobilisé dans des stocks, il n'y a plus d'invendus, et donc pas de soldes.

Mais il y a un manque de volonté d'entreprendre et le savoir-faire qui n'est pas forcément présent en Europe, car il a été délocalisé dans les pays de l'Est dans un premier temps puis en Asie, regrette Daniel Harari. Cela peut prendre une bonne dizaine d'années s'il y a de bonnes volontés".

Coralie Cathelinais Journaliste BFM Éco

Textile sector poised to weave out of China, but can India spin a success yarn?

Indian Textile Sector: Experts across the textile industry indianexpress.com spoke to were unanimous that an embargo on Chinese textiles and apparel imports would augur well for the Indian textile industry since China has been dumping a lot of their products into the country at dirt cheap prices.

Written by [Avantika Chopra](#) | New Delhi | Updated: October 13, 2020 8:30:59 pm



India imports \$460 million worth of synthetic yarn and \$360 million worth of synthetic fabric (nylon) from China annually as well as over \$140 million worth of accessories like buttons, zippers, hangers and needles. (Source: Pixabay.com)

With the US imposing restrictions on textiles from China and New Delhi too not that keen anymore to import from its neighbour given the standoff along the border, the Indian textile

industry could well be at the start of something big. However, a lot of the growth might actually happen locally and not from international markets.

“India is dependent on China in terms of synthetics, certain kinds of fibres, yarns and fabrics as the capacity here is limited. We are also dependent on China when it comes to textile and garment machinery,” explains textile expert Dr Rajesh Bheda, who has been closely tracking the industry for over 20 years.

India imports \$460 million worth of synthetic yarn and \$360 million worth of synthetic fabric (nylon) from China annually as well as over \$140 million worth of accessories like buttons, zippers, hangers and needles. This excludes machinery such as knitting machines, lace-making machines, spinning machines and more.

“Machine-made Chinese imitations of so many textiles, traditionally made by Indian weavers and craftspeople are now flooding our markets from fake Banarsi sarees to even mirror work and Chikankari embroidery, juthis and chappals,” says Laila Tyabji, one of the founders of Dastkar, a Delhi-based NGO working for the revival of traditional crafts in India.



Following the US govt imposing sanctions on Xinjiang cotton — which accounts for almost 80 per cent of China’s cotton production — India’s cotton exports should also be looking up. (Source: Pixabay.com)

Even though nearly 80 per cent of the silk threads that weavers use across the country come from China, Banaras-based textile designer Hemang Agrawal feels there is a good homegrown industry in India that produces silk even as supplies are now coming in from other South Asian countries like Vietnam.

“Chinese silk is one yarn that is important. But at the same time, there are other options available. India produces brocade silk, Vietnam also produces silk yarn, so that way we have the capability to be sorted,” Agrawal said.

The Indian Silk Export Promotion Council (ISEPC), which is sponsored by the government, said India was not only the second-largest producer of raw silk but also the world’s largest consumer of pure silk. “A gradual increase in the quantum of indigenously produced Indian silk yarn over the last five years has brought about a corresponding decline in the country’s dependence on imported silk yarn, mostly from China,” said ISEPC senior director Sanjeev Kumar.



The Indian Silk Export Promotion Council (ISEPC) said India was not only the second-largest producer of raw silk but also the world’s largest consumer of pure silk. (Source: Pixabay.com)

In order to reduce the country’s dependence on imported silk, the Textile Ministry is implementing a restructured scheme called “Silk Samagra” to improve the quality and domestic production through, ISEPC said.

Following the US govt imposing sanctions on Xinjiang cotton — which accounts for almost 80 per cent of China’s cotton production — India’s cotton exports should also be looking up.

“If you look at the global cotton consumption, then China is around 30 per cent. Out of that around 25 per cent cotton comes from this province of China. Stopping products from China will see the focus on Indian cotton likely to go up. Our yarn exports to Bangladesh and Vietnam may increase,” says Dr Bheda, who also runs a consulting firm specialising in textiles and apparel.



Echoing the government line, Tyabji said few countries have the traditional skills that India has or the skilled hands to make them. (Source: Pixabay.com)

Experts across the textile industry indianexpress.com spoke to were unanimous that an embargo on Chinese textiles and apparel imports would augur well for the Indian textile industry since China has been dumping a lot of their products into the country at dirt cheap prices by undercutting Indian manufacturing.

“So, if finished products stop coming from China, that is good for the country. With the ban on Chinese textiles, there is the possibility of Indian traditional textiles getting more recognition in the domestic market,” said Agrawal.

In fact, several major apparel exporters from India have already started receiving increased orders or are in active discussions with large international buyers looking at increasing their

sourcing from India, ISEPC's Sanjeev Sharma said.



Several major apparel exporters from India have already started receiving increased orders or are in active discussions with large international buyers looking at increasing their sourcing from India. (Source: Pixabay.com)

The Indian textile market, despite its size, has continued to struggle in the global market. With Vietnam being the world's third-largest garment manufacturer and Bangladesh continuing to boost its garment export from \$26 billion to more than \$33 billion in the last five years, India's export has remained stagnant at around \$36 billion.

According to data, textile exports have dropped 5 per cent in 2019-20 financial year.

Moreover, due to the [COVID-19 pandemic](#), India's garment exports are likely to [decline by 30-35 per cent this financial, according to Crisil Research](#).

Even though India as a garment exporter has not been able to make significant gains in the last 10 years unlike its neighbouring countries like Bangladesh and Pakistan, Dr Bheda said Vietnam has started grabbing the attraction of international players shying away from investing in China.



To become globally competent in the sector, Textiles Secretary Ravi Capoor said the government was coming up with a National Textile Policy with a focus on indigenous manmade fibre products. (Source: Pixabay.com)

“Even during the present COVID pandemic and previous US-China trade war, the country that benefited the most is Vietnam. Vietnam has attracted a lot of investments from other countries, including China. Bangladesh has also been seen as a greater interest by the international buyers,” he elaborated.

“Will Indian exports to the US increase? Yes, it will. But will it increase so much that everything which is not going to the US from China is coming to us? Definitely not. Other countries will benefit a little more than us,” said Agrawal, a NIFT alumni.

“In India, setting up new plants and factories is extremely time-consuming and often investors find it frustrating. In our administrative procedure it takes longer to get all approvals, unlike Vietnam, which has established credentials of setting up new plants and giving nod in a shorter time,” Dr Bheda said.



According to the data presented by the Textile Ministry, from March 2018 to April 2019, the Indian textiles exports has noted a -5 per cent growth. (Source: Pixabay.com)

In fact, to become globally competent in the sector, Textiles Secretary Ravi Capoor said the government was coming up with a National Textile Policy with a focus on indigenous manmade fibre products.

“The government has analysed the export data of top-40 manmade fibre (MMF) products and found that India has a minuscule share of just 0.7 per cent in the total global market of \$150 billion. Similarly, in the top-10 technical textile lines, India just has a share of 0.6 per cent out of the total global market size of \$100 billion,” he said at the annual general meeting of the Confederation of Indian Textile Industry (CITI) on September 23.

Echoing the government line, Tyabji said few countries have the traditional skills that India has or the skilled hands to make them. “Crafted products and handlooms are handmade, and by their nature, their production is a slow process. Given the increasing global interest in green processes and slow fashion, this is something we should promote as a strength, not a weakness.”



Indian Textile Orders Transferred to China

October 17, 2020 Joyce Davis

- Foreign trade orders have soared.
- Since September, many large-scale export textile companies in India have been unable to guarantee normal delivery due to the epidemic.
- Public information shows that India is the world's largest cotton-producing country, the world's largest jute producing country, and the world's second-largest silk producer.

As the epidemic cannot be effectively controlled for a long time, many factories in India have no way to start construction as scheduled, so more and more textile orders are canceled or moved to other countries such as China. According to the Dyeing and Finishing Encyclopedia, many domestic garment manufacturing orders have been scheduled for May next year.



Textile workers in India

“As a merchant mainly engaged in domestic trade, the last time we came into contact with Indian orders was four or five years ago.”

Wang Huan, the sales manager of Hebei Gaoyang Rongtian Textile Co., Ltd., told the 21st Century Business Herald that since September, his foreign trade orders have soared. He has not encountered such a hot market after 20 years of being a factory.

It is worth noting that the largest increase in orders is the domestic trade wholesale at 1688 platform. “In the last month, orders for towels reached 2 million, and many of them ended up in India.”

Since September, many large-scale export textile companies in India have been unable to guarantee normal delivery due to the epidemic. Many orders originally produced in India have been transferred to China for production, and some factories that received orders have begun to purchase directly in China. Chinese textile factory directors began to frequently receive multiple orders from India on the domestic trade platform.

Turnover Skyrocketed 5 Times

A home textile factory named “Jianmu Qingyue”, also located in Gaoyang, Hebei, also received a large order from India on the domestic trade platform 1688. “It’s the first time it has received an order from India in the three years since it opened the factory, requiring more than 5,000 bath towels,” said Shi Songlin, the general manager of the factory.

Henggang Home Textiles, a home textile factory in Jinhua, Zhejiang, received an order from ZARA an international brand on the domestic wholesale platform of 1688-hundreds of thousands of tablecloths, which accounted for 60% of the company’s total output this year. Its turnover has soared 5 times over the same period last year.

“These tablecloths were all produced in India before. I didn’t expect ZARA to come. I didn’t dare to think about it before. I have never seen so many orders.” said Shu Jiewu, general manager of Henggang Home Textiles.

The heads of the above three home textile factories all stated that in order to ensure the completion of Indian orders, they have opened new production lines, expanded their staff by two to several times, and worked overtime every day and overnight production.

Public information shows that India is the world’s largest cotton-producing country, the world’s largest jute producing country, and the world’s second-largest silk producer, with its yarn production capacity accounting for 22% of the world.



China garment factory

In 2019, the size of the Indian textile and apparel market is around \$250 billion. The textile and apparel industry is also one of India's largest sources of foreign exchange income, accounting for about 15% of India's total export income.

From 2017 to 2018, **India's textile industry accounted for 7% of India's total industrial output** (by value), 4% of India's GDP, and more than 45 million employees, contributing 13% to India's export revenue. Between 2000 and 2018, a foreign direct investment worth \$2.97 billion was attracted.

After the outbreak, India has not done well in prevention and control. The latest data shows that on October 15, India had 67,708 new confirmed cases, and the number of confirmed cases rose to 7,370,98; there were 680 new deaths and a total of 111,266 deaths.

As the epidemic cannot be effectively controlled for a long time, many factories in India have no way to start construction as scheduled, so more and more textile orders are canceled or moved to other countries such as

China. According to the Dyeing and Finishing Encyclopedia, many domestic garment manufacturing orders have been scheduled for May next year. On October 13, the 21st Century Business Herald made an interview report on this.



Indonesia and China inked a deal to promote the use of the Yuan and Rupiah. The political and economic implications are huge

10/14/2020 12:23:58 AM

Author: Muhammad Zulfikar Rakhmat

(MENAFN - The Conversation) Last month, China and Indonesia signed an agreement to promote the use of local currencies — Chinese Yuan (RMB) and Indonesian Rupiah (Rp) — in trade and investment transactions between the two countries.

Yuan has actually penetrated Indonesia since China's massive infrastructure project, the Belt and Road Initiatives (BRI), began in 2012. It is reported that currently, around 10% of Indonesia's global

trade uses Yuan. In 2018, the value of Yuan reached 201.2 billion RMB (US\$29 billion) or about 63% of the entire Indonesian market.

The agreement marks a key milestone in strengthening bilateral financial cooperation between the world's largest exporter, China, and Southeast Asia's largest economy, Indonesia.

The agreement would also affect the political relationship between the two countries.

Economic implications

The recent agreement would reduce China and Indonesia's dependence on the US Dollar as the world's main currency in their international transactions.

For China, throwing away the US dollar means avoiding the prospect of being subject to US jurisdiction.

This could also help China secure one of its major goals : to dominate international trade as the world's largest producer.

Meanwhile, Indonesia's central bank hopes the agreement would help the country's reduce its risk against fluctuation in the US dollar.

The US dollar accounts for about 90% of Indonesia's foreign transactions.

The use of local currencies could help Indonesia maintain financial stability amid global financial market uncertainty caused by the pandemic and the US-China trade war.

The financial dispute between the US and China has weakened global economic growth because reduced trade activity has

increased global uncertainty, especially for an emerging market such as Indonesia.

Responding to its dispute with China, the US' Fed increased the very rates that make the US dollar attractive, forcing investors to pull money from the Indonesian market. That led to depreciation in the Rupiah. Rupiah experienced the biggest drop in 20 years, to Rp 14,777 against the US dollar.

During the COVID-19 pandemic, the Rupiah declined again to Rp 15,000 against the greenback.



Indonesia's currency Rupiah with the US dollar in the background. ANTARA FOTO/Puspa Perwitasari/kye/18

Meanwhile, the Rupiah exchange rate against Yuan remains stable at between Rp 1,900 and Rp 2,100 against Yuan. Therefore, transactions using Yuan would be cheaper.

The agreement is also crucial for Indonesia because Indonesia's international trade with China — and the flow of Chinese foreign investment to Indonesia from Asian countries in general — has increased significantly.

Before the pandemic, China was the largest trading partner for Indonesia's non-oil and gas products.

In 2019, China was Indonesia's biggest export destination country , with a value of US\$ 25.8 billion — around 16.68% of total exports. In the same year, China was the largest importer for Indonesia , worth US\$44.5 billion, equivalent to 29.95% of Indonesia's total imports.

Also, Chinese investment in Indonesia has rocketed in the last five years.

In 2019, China was the second-largest investor with a total investment worth US\$4.7 billion, equivalent to 17% of total investment. The increase in Chinese investment into Indonesia has begun to shift the dominance of Singapore as Indonesia's top investor.

Despite having China as one of its main trade partners and top investor, Indonesia rarely uses Yuan in its transactions. The Indonesian Employers Association chairman Hariyadi Sukamdani said only 10% of Indonesia-China trade used the Yuan in 2018.

However, the Chinese government's tendency to devalue its currency means Indonesia faces some risks if it turns to Yuan.

In recent years, China often devalues its currency to make it more responsive to market forces. In 2019, for example, Beijing

devaluated the Yuan to make Chinese goods more competitive as the impacts of the trade war with the US began to bite.

If the Yuan is devalued, Chinese products will be cheaper and more competitive in the international market.

If Indonesia uses Yuan, Indonesian imports from China may soar, which would hit the domestic market.

Recently, Indonesian textile product entrepreneurs were furious to see rising textile imports entering the domestic market.

Political implications

Indonesia and China's currency agreement will also strengthen China's growing foothold in Indonesia.

China is Indonesia's second biggest source of foreign direct investment (after Singapore) and one of its major trading partners.

China has also expanded its cultural efforts through various events and initiatives, and established Confucius Institutes across Indonesia.

China is also reportedly hoping to establish a military base in Indonesia.

The agreement would mean make China not only has significant economic, cultural, and military influences in the country, but also a currency foothold in Southeast Asia's largest economy.

What's next

Indonesia must set the rules of the game to ensure the widening use of Yuan benefits both parties — not just China.

At the same time, Indonesia needs to make sure China's devaluation policy will not harm the former's economy in the future. One strategy would be to diversify Indonesia's imports from countries other than China. Another is to encourage investments in agricultural sectors that will reduce imports.

Indonesia could also diversify its partners by establishing local currency settlements with other countries.

To date, Indonesia has signed local currency settlements with Thailand , Malaysia and South Korea . To reduce its reliance on China, Jakarta could also establish local currency settlements with its non-traditional partners such as the EU and Gulf states.

Dendy Indramawan, an analyst at the Indonesian Banking Association, contributed to this article.

Indonesia's safeguard probe may hit Bangla RMG exporters

06

Oct '20



Pic: Shutterstock

A safeguard investigation related to import of apparel products recently initiated by Indonesia may negatively affect Bangladesh's export of the products to the Southeast Asian nation. The former initiated the probe following a petition by the Indonesia Textile Association to the Indonesian Safeguards Committee under the ministry of trade.

The committee has notified the issue to the World Trade Organisation.

The move comes at a time when both Bangladesh and Indonesia are in negotiations to sign a preferential trade agreement (PTA). The next round of negotiations will be held on October 21-22.

According to trade experts and exporters in Bangladesh, the latest development may affect the negotiation process as well as Bangladesh's export to the country if Indonesia imposes any safeguard duty after the investigation is over, a Dhaka-based newspaper reported.

Bangladesh in the last fiscal year 2019-2020 exported readymade garment products worth \$27.91 million to Indonesia, which is more than 54 per cent of the country's total export of worth \$51.42 million to Indonesia.

Of the \$27.91 million, the value of knitwear products export was \$14.48 million and the amount of woven export was \$13.44 million, according to data from Bangladesh Export Promotion Bureau. A safeguards investigation seeks to determine whether increased imports of a product are causing, or is threatening to cause, serious injury to a domestic industry.

The products that fall under the investigation include overcoats, suits, shirts, blouses, t-shirts, singlets and other vests, jerseys, pullovers, cardigans, babies' garments and clothing accessories, other made up clothing or parts of garments, jackets, blazers, trousers and some other items.

Secteur cotonnier du Mali : Des centaines de tonnes de coton fibre non exportées à cause de la COVID-19

Par maliweb.net

3 Oct 2020



Des balles de coton stockées

A la veille du démarrage de la campagne de récolte du coton, la compagnie Malienne de Développement des textiles (CMDT) a organisé le jeudi 1^{er} octobre une mission d'information sur l'impact de la COVID-19 sur la production cotonnière sur la campagne 2020/2021. Il ressort de cette mission que moins de 10% de la fibre de coton de la campagne précédente demeure stockée au Mali et une baisse vertigineuse de la production cotonnière de la campagne en cours.

-Maliweb.net- Plusieurs journalistes maliens ont pris part à cette mission d'information sur l'impact de la COVID-19 sur la production cotonnière Mali qui a concerné les filiales centre et sud de la CMDT. Conduite par les responsables de productions et commerciaux de la compagnie, les hommes de médias ont été informés du niveau de stocks des balles de la campagne

précédente, le faible niveau des réalisations de semis et inédits des stocks d'intrants de la campagne en cours ainsi que le niveau prévisible de la production de coton graine et le fonctionnement subséquent des usines.



... stocks intrants

Sur le site de Ouléssebougou relevant de la filiale centre de la CMDT, l'on a constaté le stockage 42 900 balles soient 9 000 tonnes de coton fibre prêt à être évacué à l'extérieur. Même constat dans le site de Bougouni, où 95 975 balles soient 21 950 tonnes de coton fibre de la campagne 2019/2020 attendent toujours pour être transportés vers les pays de consommation. Ces difficultés liées à l'évacuation de produit s'expliquent de la conséquence de la crise sanitaire de la COVID-19, selon les responsables de la CMDT.

Cette maladie découverte à la fin de l'année dernière en Chine est vite devenue une pandémie obligeant les pays Asiatique, Européenne et Américaine de procéder à la fermeture de leurs frontières mettant un terme aux mouvements des bateaux de transport du coton. « L'année passée à pareil moment il y avait zéro balle de coton au Mali, mais à cause de la COVID-19, environ 90% de la production cotonnière de la campagne précédente reste encore stockée dans nos usines », explique un responsable commercial de la CMDT. Ce qui lui fait dire que plus 104 mille tonnes de coton fibre demeurent non exportée sur le plan national.

Selon toujours la CMDT, la COVID-19 a également fait chuter le prix d'achat du coton graine et la production cotonnière. De quoi amener le gouvernement malien à accorder une subvention de 10 milliards FCFA au secteur augmentant le prix du coton à 215 FCFA. Cette subvention transférée sur le prix d'achat du coton a obligé la CMDT à céder les intrants agricoles à leur prix coûtant.

Cette décision n'a pas bénéficié une adhésion populaire des producteurs de coton, qui, en grande majorité, ont boycotté la culture du coton lors de cette campagne. « La non atteinte des prévisions d'emblavures en coton et maïs a occasionné un important stock record d'intrants agricoles de cultures de coton », indique la CMDT dans une note technique qui ajoute que les dispositions sont prises pour assurer la protection de ces produits.

Maroc-Turquie : L'amendement de l'ALE rétablit les droits de douane sur 1.200 produits

L'accord sur l'avenant de l'ALE Maroc-Turquie, signé entre les deux pays le 24 août dernier, a été adopté en conseil de gouvernement. Le Maroc a obtenu de la Turquie une liste négative de produits sur lesquels les droits de douanes seront rétablis à hauteur de 90% du droit commun. Détails.



Hayat Gharbaoui

Le 08 octobre 2020 à 14:58
Modifié le 08 octobre 2020 à 16:04

C'est un vrai tour de force que le Maroc a réussi dans le dossier de révision de l'Accord de Libre-Echange avec la Turquie.

Rappelons que le sujet a fait la Une des médias au cours de l'année 2019 suite aux multiples sorties médiatiques parfois virulentes de la partie marocaine. En novembre 2019, en marge de **la 34^e session du Comité permanent pour la COMCEC tenue à Istanbul**, le ministre Moulay Hafid Elalamy a annoncé à son homologue turque que le rééquilibrage de la balance commerciale bilatérale est un impératif et que le Maroc n'hésitera pas le cas échéant à dénoncer l'ALE qui lie les deux pays.

Suite à quoi, une commission technique Maroc-Turquie a été mise en place pour étudier les possibilités de rééquilibrer les échanges commerciaux entre les deux pays. Cette commission a travaillé des mois durant pour trouver un accord qui a été signé en toute discrétion le 24 août dernier pour amender l'ALE en vigueur. Ledit accord a été adopté ce 8 octobre en conseil de gouvernement, entamant ainsi son circuit législatif pour être ratifié officiellement et entrer en vigueur.

Une source sûre contactée par Médias24 commentant ce accord nous déclare, "nous avons obtenu tout ce que nous avons demandé. Les turcs ont accepté ce que certains ici n'ont pas accepté".

Loin des coulisses des tractations, le Maroc a obtenu l'intégration dans l'ALE d'une liste négative de produits qui seront exclus des l'accord de libre-échange.

Selon notre source, cette liste comporte 1.200 produits relevant de 360 positions tarifaires appartenant à plusieurs secteurs. Il s'agit principalement du textile et habillement, le cuir, l'automobile, la métallurgie, le bois et l'électricité.

Ces produits se verront appliquer un droit de douane équivalent à 90% du droit commun correspondant à leurs positions tarifaires. Par exemple, si dans le droit commun le taux appliqué un produit donné est de 40%, le droit d'importation qui sera appliqué à ce produit provenant de Turquie sera de 36%.

Le nouvel accord est valable pour une durée de 5 ans, à partir de la date de sa ratification et renouvelable pour une durée de 5 ans.

Notre source avance que l'ensemble des produits soumis actuellement aux mesures de sauvegarde seront automatiquement intégrés à la liste négative une fois ces mesures arriveront à expiration. C'est le cas d'un ensemble de produits **d'habillement** et textile, des **réfrigérateurs**, **les tôles en acier laminées à chaud**,...

Cette liste est soumis à une évaluation annuelle et reste flexible dans le sens où elle peut être révisée pour retirer des produits ou en ajouter d'autres.

Pour rappel, le déficit commercial du Maroc avec la Turquie a atteint 19,5 milliards de DH en 2019. Il a presque quadruplé depuis l'entrée en vigueur de l'ALE. Les importations dans le cadre de ce dernier représentent les trois quarts des importations depuis la Turquie. Le déficit commercial avec ce pays est le troisième plus important par pays, après la Chine (-47 milliards de DH) et les Etats-Unis (-25 milliards).

Industrie : Tout ce qu'il faut savoir sur la banque de projets lancée par MHE

Secteurs d'activité, projets proposés, informations fournies, aides consenties,... voici tout ce qu'il faut savoir sur la banque de projets, lancée par Moulay Hafid Elalamy pour substituer 34 MMDH d'importations par la production nationale.



Hayat Gharbaoui

Le 29 septembre 2020 à 19:06
Modifié le 30 septembre 2020 à 11:30

MHE a donné le coup d'envoi de son plan de renforcement du tissu industriel national à travers la stratégie d'import-substitution. Il a détaillé **son contenu jeudi 24 septembre** au

Conseil national de l'entreprise devant une centaine de patrons qui sont tout autant de potentiels investisseurs.

Le lendemain, vendredi 25 septembre, la banque de projets, principal outil de cette stratégie a été lancée officiellement sur le site du ministère. Une centaine de fiches projets détaillées, relevant de huit secteurs stratégiques identifiés au préalable, sont désormais disponibles à qui veut tenter l'aventure industrielle.

Le ministre avait expliqué toute la logique sur laquelle se base cette stratégie. "Nous importons 183,2 MMDH par an. Nous avons décortiqué ces importations et nous vous proposons de la substitution. C'est-à-dire de substituer l'importation par l'industrie locale pour couvrir 34 MMDH", a expliqué le ministre.

Et tout est fait pour que le porteur de projet ou l'investisseur potentiel soit accompagné de A à Z. Nous détaillerons dans cet article toutes les informations relatives à ce projet, ainsi que l'ensemble des mesures d'accompagnement proposées dans ce cadre.

8 filières stratégiques, 100 projets et 34 MMDH de CA ciblés

Le ministre de l'Industrie a expliqué que 34 MMDH d'importations ont été décortiqués afin d'en dégager des projets concrets, "prêts à investir". Il en est ressorti huit filières stratégiques sur lesquelles se focalisera cette première phase de

la stratégie d'import-substitution. Celles-ci concentrent 92% des 34 MMDH d'importations analysés. Voici les secteurs proposés, le nombre de projets par secteur et des exemples de niches à investir :

- **Textile** (16 projets): Fabrication d'équipements outdoor, Tissage et confection de vêtements d'image techniques, Tissage et confection de produits médicaux et d'hygiène, Fabrication de textile non tissé pour le secteur médical / hygiène,...

- **Mobilité et transports** (6 projets) : Construction de navires de pêche, Réparation navale, Fabrication de triporteurs électriques, Fabrication de bus, Fabrication de pare-brises et vitres pour poids lourds,...

- **Les IMM** (18 projets) : Fabrication de tôles et bandes en cuivre, Fabrication de fer blanc pour emballage métallique, Fabrication de tôles pour éoliennes, Fabrication de fil en fer ou en acier galvanisé d'un diamètre inférieur à 0,85 mm,...

- **La plasturgie** (9 projets) : Production d'accessoires et de raccords de tubes et tuyaux en plastique pour irrigation, Production de palettes one way, Fabrication de stretch film, Fabrication de bouchons en plastique,...

- **L'électronique** (11 projets) : Production de convertisseurs, Fabrication de pompes, Encapsulation de panneaux photovoltaïques, Montage de chauffe-eaux solaires, Unité de fabrication de moteurs électriques,...
- **L'agroalimentaire** (22 projets) : Unité de production de fromages fondus, Unité de production de biscuits, Unité de production de produits à base de céréales, Unité de valorisation et transformation de fruits secs, Unité de production de jus de fruits et légumes pressés,...
- **Chimie et parachimie** (12 projets) : Production de papier d'impression recyclé, Fabrication de papier tissu, Menuiserie spécialisée, Production de peinture technique, Production de résine technique, Fabrication de produits phytosanitaires,...
- Le **cuir** (5 projets) : Tannerie durable, confection de maroquinerie et produits en cuir, fabrication de chaussures de ville (haut de gamme), fabrication de chaussures de ville (moyenne gamme), Fabrication de chaussures techniques,...
- **Matériaux de construction** (1 projet) : Production des émaux et colorants.

Des fiches détaillées par projet

Pour chacun des 100 projets identifiés par le ministère de l'industrie, une fiche détaillée est fournie. Cette fiche-type donne au potentiel investisseur l'ensemble des données et

informations dont il a besoin. Mais le ministère insiste sur le fait que "ces fiches n'ont pas pour ambition de partager un business plan, elles présentent des perspectives générales basées sur des données publiques". Elles permettent aux investisseurs de mesurer l'intérêt pour un secteur ou une niche donnée.

Dans ces fiches, l'investisseur potentiel trouve la description du projet, des indicateurs financiers estimatifs (l'investissement, le chiffre d'affaires et la marge brutes potentiels), l'évolution des importations et exportation du produit, un indice sur la complexité de fabrication du produit, les principaux intrants requis, le contact désigné au sein du ministère de l'Industrie (son nom et ses coordonnées). Voici ci-dessous, un exemple de fiche-type et ses clés de lecture.

.../...

Guide de lecture des fiches projets

O **Objectif des fiches projets**

L'objectif des fiches projets est de donner une vision globale des principales opportunités d'accélération du marché intérieur. Les fiches n'ont pas pour ambition de partager un business plan, elles présentent des perspectives générales basées sur des données publiques et des entretiens avec des experts et des industriels de chaque filière.

D **Description de la fiche projet**

Contact
 Coordonnées du point de contact de référence au niveau du Ministère de l'Industrie

Description du projet
 Description générale du produit issu du processus de production du projet défini, incluant le code HS (système harmonisé) du produit fini

Faits marquants
 Tendances de fond de l'industrie au niveau local et international. Ces tendances sont issues d'entretiens avec des experts et industriels de la filière.

Complexité du produit
 Indicateur standard produit par Harvard qui reflète la diversité et la sophistication du savoir-faire requis pour produire un produit. L'indice est calculé selon le nombre de pays qui produisent ce produit et la complexité économique de ces pays.

Nom du projet
 Nom de l'opportunité de marché intérieur et référence du projet parmi la liste des 100 projets de substitution

Principaux avantages d'investissement
 Descriptif des différents mécanismes et avantages d'investissement spécifiques à l'industrie et à la taille du projet, incluant les programmes de subventions, les programmes d'aide à la formation, les mécanismes de financement ainsi que des exemples de zones industrielles disposant du Foncier potentiel et des infrastructures pour accueillir des unités similaires.
 La liste des avantages n'est pas exhaustive et ne forme pas d'engagement pour l'octroi des mécanismes présentés.

Filière et sous-filière
 Filière et sous-filière concernées par le projet présenté sur la fiche

Indicateurs financiers
 Indicateurs financiers relatifs au projet issus d'entretiens avec des experts et industriels de la filière. Ces chiffres sont introduits à titre purement indicatifs et ne constituent pas une forme d'engagement ou de garantie. Ils devront être confirmés par l'élaboration d'un business plan détaillé pour chaque opportunité.

Croissance et taille du marché
 Evolution des importations et exportations et croissance des échanges internationaux du produit sur les 4 dernières années

Plusieurs avantages d'investissement consentis

Tous ces projets se feront avec l'accompagnement poussé d'une équipe dédiée au sein du ministère. Cette cellule, que MHE aime appeler "war room", est à la disposition des investisseurs

pour répondre à leurs questions, les guider, les orienter, leur fournir les données disponibles. Cette war room se donne aussi pour mission de mettre en relation les investisseurs avec des entreprises mentors. D'ailleurs, Moulay Hafid Elalamy a officiellement invité la CGEM à rejoindre la war room, en désignant des membres permanents représentant le patronat.

Par ailleurs, en plus de l'accompagnement, les investisseurs bénéficieront d'un arsenal de mesures de soutien, de subventions et d'aides en ayant recours à l'ensemble des programmes mis en place par l'Etat. Le ministère de l'Industrie a **détaillé l'ensemble des mesures auxquelles les investisseurs peuvent prétendre**. En termes de subventions, les investisseurs potentiels peuvent bénéficier de :

- Subvention à l'investissement matériel et immatériel, pouvant aller jusqu'à 30% du montant d'investissement HT (Fonds de Développement Industriel et d'Investissements).
- Soutien à l'investissement de croissance et technologique pouvant atteindre 30% du projet d'investissement, pour les TPE ayant réalisé un CA HT inférieur ou égal à 10 MDH au terme du dernier exercice clos (Programme ISTITMAR PME ou TPE de Maroc PME)
- Prise en charge partielle de certaines dépenses : acquisition du Foncier potentiel (limite de 20% du coût du terrain), infrastructure externe (limite de 5% du montant

d'investissement ou 10% pour le secteur de filature, tissage, ennoblissement) et à la formation (limite de 20% du coût de formation). (Fonds de Promotion des Investissements).

- Aide à l'investissement sous forme d'une contribution de 10% au coût d'acquisition des biens d'équipement neufs, plafonné à 20 MDH, pour les projets, dont le montant d'investissement en biens d'équipement est supérieur à 2,5 MDH hors droit d'importation et taxes (Fonds de Développement Énergétique).

- Prime de 20% à l'investissement matériel, dédiée aux projets relevant du textile amont pour les projets d'extension, l'investissement en ITMO doit être au moins de 20 MDH. (Fonds de Finissage, Impression, Teinture).

En termes de financement, deux solutions sont proposées aux investisseurs via la CCG:

- Le programme « MEZZANINE PME » : produit de financement destiné à financer des besoins d'investissement et/ou de fonds de roulement éprouvés par des entreprises industrielles ou exportatrices viables mais souffrant d'une sous-capitalisation.

- Le programme « GREEN INVEST » : produit de cofinancement destiné à financer, conjointement avec la banque, les projets d'investissement relevant de l'économie verte initiés par des entreprises marocaines.

Des aides à la formation sont également proposées :

- Programme « IDMAJ » : Exonération des entreprises des cotisations (CNSS, IR, TFP), selon les tranches de salaires.
- Programme « TAEHIL » : - Formation Contractualisée pour l'Emploi « FCE » : Formation ciblée des futures recrues pour ajuster leurs profils aux spécificités du poste à pourvoir. L'ANAPEC contribue au financement à hauteur de 10.000 MAD/personne. - Formation Qualifiante de Reconversion « FQR » : répond à l'inadéquation profil-métier en s'adressant à tous les chercheurs d'emploi, en adaptant leurs profils aux besoins du marché à travers des opérations de reconversion professionnelle.
- Dispositifs d'aides directes à la formation : pour les secteurs de l'automobile, aéronautique, électronique, offshoring et EnR / Efficacité énergétique, dont la contribution financière varie selon le secteur et selon les profils.
- Programme « INMAA » : Formation et accompagnement au Lean management à travers des sessions de formation, accompagnement pour la mise en place des outils Lean, et prise en charge à hauteur de 60% de la prestation. Ce programme est destiné aux entreprises industrielles dont le chiffre d'affaires est inférieur à 200 MDH.

En plus, il y a aussi des avantages fiscaux proposés :

- Exonération du droit d'importation des biens d'équipement, matériels et outillages nécessaires à la réalisation d'un projet d'investissement dont le montant est supérieur à 200 millions de dirhams.
- Exonérations diverses pour les entreprises des Zones d'Accélération Industrielle (ZAI).

Pour ce qui de la question du foncier qui pose d'énormes problèmes aux investisseurs, le ministère a là encore énuméré et détaillé les différentes possibilités existantes : Parcs Industriels Intégrés, Zones Industrielles, Zones d'Accélération Industrielle,...). Les fiches du foncier apportent l'ensemble des informations utiles comme la région, la superficie totale disponible, la nature de l'offre, le prix de cession ou de location au m², les infrastructures à proximité, les services et équipements disponibles,

En plus de ce qui a été cité plus haut, d'autres programmes sectoriels d'incitations à l'investissement sont disponibles. Pour les connaître, il suffit à l'investisseur de prendre attache avec le responsable mentionné sur les fiches projets.

Il est important de noter que l'accompagnement consenti par le ministère de l'Industrie est limité dans le temps. Il a une durée de trois années.

L'objectif de MHE est de lancer 500 projets d'ici fin 2021.

L'utilisation des déchets textiles : De nouvelles opportunités pour le secteur des BTP

Rédigé par Wolondouka SIDIBE le Vendredi 16 Octobre 2020

Trois projets viennent d'être présentés, lors d'une visioconférence, à Casablanca, pour valoriser les déchets textiles dans les BTP. Réalisés par le Centre des Techniques et Matériaux de Construction CETEMCO en collaboration avec le Cluster des Textiles Techniques Marocains C2TM, ces projets concernent le béton fibré, les géotextiles et les isolants thermiques.



Trois projets de recherche et développement au profit des secteurs textile et BTP ont été présentés en visioconférence, ce mardi 13 octobre. Réalisés par le Centre des Techniques et Matériaux de Construction CETEMCO, en collaboration avec le Cluster des Textiles Techniques Marocains C2TM, ces projets mettent en exergue l'apport des déchets textile dans le secteur des BTP. Il s'agit du béton fibré, des géotextiles et des isolants thermiques.

Ce webinaire a été consacré, à la troisième édition de projet collaboratif dédié à la valorisation des déchets textile pour le développement des produits isolants en non-tissés, à destination du secteur du bâtiment. Placé sous le thème « l'Industrie Textile au Service du BTP », il a connu la participation de Saïd BOUANANI, Directeur Général du CETEMCO, David TOLEDANO, Président de la Fédération des Industries des Matériaux de Construction (FMC) et Président du CETEMCO, Faïçal EL AHMADI, Président du Cluster des Textiles Techniques Marocains ainsi que Nabil NAJIM, Directeur Général du C2TM (lire entretien express). Ce sont des projets de recherche et développement, au profit des industriels des secteurs textile et BTP.

Pour les bétons fibrés, 13 fibres ont été sélectionnées dont le polypropylène. Ils se composent également de multi-filaments dont la longueur et le diamètre varient respectivement entre 3 à 24 mm et de 28 à 45,5 µm. Concernant les isolants thermiques, il faut rappeler que plus de 200.000 tonnes de déchets textiles sont produits chaque année au Maroc dont 35.000 tonnes exportés à l'étranger pour traitement avant d'être réimportés sous forme de matières diverses.

Usage technique

En outre, plus de 6 milliards de DH sont consacrés à l'importation des textiles à usage technique en 2016, soit une croissance de 11% par rapport à 2014. Quant aux non tissés, ils représentent 14,6% des textiles importés, selon les initiateurs à l'origine des projets. Pour les participants au webinaire, cette conférence a été l'occasion de présenter l'opportunité de valorisation des déchets textiles dans les techniques de construction à travers le développement de matériaux d'isolation thermique performants à base de non-tissés. Cette démarche permet d'appréhender l'évolution du marché des isolants au Maroc afin de mettre en place une stratégie d'efficacité énergétique qui priorise l'utilisation des matériaux de construction à plus grande efficacité énergétique. Dans leurs études, il ressort que l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les techniques de construction se développe à travers des matériaux d'isolation thermique performants, à base de déchets textiles locaux, par des cycles (au nombre de six) de développement.

Il s'agit des cycles 1 et 2 qui porte sur le développement d'isolants mono-fibres (fibre fusible à 20% et à 35%). Pour le cycle 3, il concerne le développement d'isolants avec un premier mélange de fibre (fibre fusible à 20% et à 35%). Concernant le cycle 4, il consacre le développement d'isolants avec un deuxième mélange de fibre (fibre fusible à 10% et à 15%). Quant au cycle 6, il porte sur le développement d'isolants avec un troisième mélange de fibre (fibre fusible à 10% et à 15%). Enfin, le cycle 6 s'intéresse au développement d'isolants avec un dernier mélange de fibre (fibre fusible à 15%).

Améliorer l'efficacité

L'objectif est de valoriser les déchets textiles au niveau local, en évitant d'avoir recours à une exportation de ces déchets, pour une valorisation à l'international. Le but est aussi d'améliorer l'efficacité énergétique dans les techniques de construction en développant des matériaux d'isolation thermique performants à base de déchets textiles locaux.

Pour ce qui est du béton fibré, les organisateurs recommandent un dosage de 0,1% en volume. Ce qui équivaut approximativement à une quantité de 900 g de fibres/m³. Il en est de même du malaxage. Ici, l'étude recommande d'augmenter le temps du malaxage de 3 à 5 min à vitesse élevée après ajouts des fibres pour mieux homogénéiser le béton. Cependant, il ne faut pas ajouter d'eau supplémentaire après l'ajout des fibres en phase liquide pour éviter l'agglomération de fibres non dispersées.

Concernant, le type de fibre, les conférenciers suggèrent d'utiliser des microfibres courtes de 6 mm et de sections mixtes, circulaires et creuses mais aussi de section triangulaire pour un bon ancrage des fibres dans la matrice cimentaire. Avec ces projets, c'est une nouvelle opportunité qui s'offre au secteur des BTP.

Wolondouka SIDIBE

.../... suite

3 questions à Nabil NAJIM, Directeur Général du C2TM



Accompagner l'écosystème des Textiles à Usage Techniques

Pour Nabil NAJIM, Directeur Général du C2TM, la crise sanitaire n'a fait que confirmer la nécessité d'accompagner le développement de l'écosystème des Textiles à usage Techniques pour avoir un maximum d'entreprises. Par ce biais, elles pourront développer des produits textiles à plus forte valeur ajoutée.

Dans un contexte de crise sanitaire lié à Coronavirus, quelle analyse faites-vous du secteur du textile ?

Le secteur textile n'a bien sûr pas été épargné par la crise sanitaire liée au Covid-19. Dès le début de la crise sanitaire, une baisse importante de l'activité a été enregistrée, en partie à cause de l'application des mesures de confinement, mais également à cause d'une baisse de la demande et un manque de visibilité notable chez les donneurs d'ordres. Selon l'Eurostat, les exportations marocaines des produits textiles vers l'Union Européenne ont enregistré une baisse de près de 42% sur les 5 premiers mois de 2020 en comparaison avec 2019.

Pourtant, on a vu le secteur du textile se repositionner par rapport à la fabrication des masques avec la Covid-19. Qu'en pensez-vous ?

En effet, Covid-19 a imposé un nouveau mode de production. Et pour répondre à l'urgence liée au développement de masques et vêtements de protection sanitaire, les entreprises du secteur dont les membres du Cluster des Textiles Techniques Marocains C2TM ont redoublé d'effort pour adapter leurs lignes de productions faisant ainsi preuve d'agilité et résilience.

Cependant, la crise sanitaire n'a fait que confirmer la nécessité d'accompagner le développement de l'écosystème des Textiles à usage Techniques pour avoir un maximum d'entreprises qui développent des produits textiles à plus forte valeur ajoutée par des applications dans la Construction, le Génie Civil, le Médical, l'Agriculture, le Transport, l'Emballage, l'Habillement, la Protection Individuelle, l'Industrie, le Sport et Loisirs, l'Aménagement Maison et l'Environnement.

En définitive, que peut apporter le secteur du textile au BTP ?

Dans le domaine des Textiles à usage Techniques, plusieurs possibilités de développement existent pour des applications dans le BTP. Les trois projets

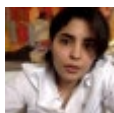
présentés dans le cadre du webinaire et réalisés en collaboration avec le Centre des Techniques et Matériaux de Construction CETEMCO et avec l'appui financier du ministère de l'Industrie du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Verte et Numérique, ont permis de confirmer les premières possibilités de développement. Des isolants thermiques à base des déchets textiles aux fibres pour béton en passant par des géotextiles synthétique et 100% naturelles permettant la valorisation de nos ressources, plusieurs produits ont été développés dans le cadre de ce projet.

Qu'en est-il du transfert technologique ?

Pour faciliter le transfert technologique, le développement de ces produits a été fait au niveau des lignes pilotes de l'Ecole Supérieure des Industries du Textile et de l'Habillement, membre du C2TM et partenaire stratégique pour ces projets. De plus, plusieurs industriels ont participé d'une manière directe ou indirecte dans les activités des trois projets. Que ça soit dans les phases de développement ou dans les phases de validation des résultats.

Propos recueillis par
Wolondouka SIDIBE

Partenariats franco-marocains plaidés par Franck Riester à Casablanca



• Malika El Kettani

13 octobre 2020



Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité Photo de Daniel Pier/NurPhoto via AFP

Pour son premier déplacement hors de l'Union Européenne, le ministre délégué auprès du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Franck Riester, s'est rendu lundi à Casablanca pour souligner l'impératif de réfléchir à des partenariats franco-marocains visant un partage au niveau des chaînes de valeur industrielles entre les deux pays.

Intervenant lors d'une conférence de presse, Franck Riester, chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, a relevé qu'une nouvelle dynamique Maroc-France, via de nouveaux partenariats franco-marocains, visant un partage au niveau des chaînes de valeur, profitera respectivement aux marchés des deux pays, tout en étant au service d'une projection en Afrique.

Une relocalisation annoncée à commencer par le Maroc

M. Riester a affirmé que la France entend relocaliser un certain nombre de ses productions en Asie vers l'Europe, ainsi que vers ses partenaires de proximité géographique, à commencer par le Maroc.

“Cette relocalisation se traduit non seulement par des produits fabriqués au Maroc et achetés en France ou des produits fabriqués en France et vendus au Maroc mais surtout par des partenariats et échanges économiques, en l'occurrence des produits et services pensés et réalisés par les deux pays”, a-t-il précisé.

Des partenariats dans les secteurs d'avenir

C'est dans ce sens, que Franck Riester a mis en exergue l'efficacité du tissu productif national, notamment au niveau du secteur du textile et de l'habillement, qui a su se démarquer en matière de fabrication de masques, à l'ère du Covid-19, faisant part à cet égard, de sa volonté de nouer des partenariats dans des secteurs d'avenir pour les deux pays notamment les nouvelles mobilités, l'assainissement et eau, les réseaux numériques, les énergies renouvelables, l'éolien et l'hydrogène.

Au niveau du marché de l'hydrogène pour lequel le Maroc, la France et l'Europe en général, ont des intérêts communs, M. Riester a indiqué que ces pays gagneraient à œuvrer ensemble en matière de préparation de sites de production, de moyens de transport, de stockage et d'équipements, en vue d'optimiser l'utilisation de cet hydrogène énergétique.

Liens privilégiés entre la France et le Maroc

Après avoir exprimé sa satisfaction quant à la solidité, l'excellence et la durabilité des liens privilégiés qui unissent la République Française et le Royaume du Maroc, M. Riester a également fait part de sa volonté de renforcer ces liens bilatéraux, notamment en matière économique, tant dans les échanges commerciaux que dans les partenariats stratégiques, au service d'une ambition commune en Afrique.

Il a, par ailleurs, fait observer que la relance du club des chefs-d'entreprises franco-marocains les 7 et 8 octobre derniers a été l'occasion pour les chefs d'entreprises des deux pays d'affirmer leur volonté de développer des partenariats pour l'avenir et de partager leurs expériences en matière d'investissement sur le marché africain, conscients du potentiel qu'offre le continent en matière de croissance.

Exportations d'habillement vers l'UE Le Maroc, fournisseur le plus touché par la crise



[Lahcen Oudoud](#), 07 octobre 2020 à 18:53

Le secteur de l'habillement continue à subir de plein fouet l'impact négatif de la pandémie Covid-19. Les exportations marocaines de ces produits vers les pays de l'Union européenne (UE) poursuivent, en effet, leur dégringolade : 35% au terme des sept premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2019. C'est ce que nous indique Jean-François Limantour, président d'Evalliance et du Cercle euro-méditerranéen des dirigeants textile-habillement (Cedith). Le Maroc demeure ainsi le fournisseur du marché européen le plus touché par la crise. L'autre pays maghrébin, également important fournisseur de l'UE en habillement, à savoir la Tunisie, a été aussi lourdement affecté. Il a vu ses expéditions vers ce marché s'effondrer de 25% au cours de la même période.

Globalement, tous les principaux fournisseurs du marché de l'UE ont connu des baisses, sachant qu'en moyenne, les importations européennes d'habillement se sont contractées de 18% à fin juillet 2020, selon la même source. Ce recul a concerné plus les importations en provenance des pays méditerranéens (-22%) qu'asiatiques (-17%).

Les deux fournisseurs qui «s'en sortent le mieux» sont le Myanmar (-3%) et la Chine (-10%), relève l'expert en textile-habillement. La Chine augmente sensiblement sa part dans les importations totales d'habillement de l'Union et consolide ainsi sa position de numéro 1 avec des ventes de 12,5 milliards d'euros pour les 7 premiers mois de l'année, loin devant le Bangladesh, n°2 avec 8,4 milliards d'euros.

Le Pakistan, la Turquie, le Vietnam et l'Indonésie «font un petit peu mieux» que la moyenne des fournisseurs, mais leurs performances sont vraiment médiocres, souligne le président d'Evalliance. Les autres grands fournisseurs sont «sévèrement» (Bangladesh, Cambodge, Sri Lanka, Tunisie) ou «très sévèrement» touchés par la crise sanitaire (Inde et Maroc), conclut-il.

Focus – Les opérateurs turcs exhortent les décideurs marocains et saoudiens à revoir les mesures « draconiennes » à l'encontre des importations de Turquie

16 octobre 2020



Les opérateurs économiques turcs ont exhorté l'Arabie saoudite et le Maroc à revoir leurs mesures qui mettent de plus en plus les affaires des sociétés turques dans les deux pays.

Les appels au boycott des produits turcs en Arabie saoudite et la décision du Maroc d'augmenter les droits de douane sur des dizaines de produits turcs affecteront également négativement les deux pays, a déclaré Hasan Hüseyin Bayram, chef de

l'Association turque des industriels et des hommes d'affaires du textile (TETSIAD), cité mercredi par le site du quotidien pro-gouvernemental turc « Daily Sabah ».

Bayram a souligné que les décisions de boycott non officielles des deux pays, qui partagent la religion et l'histoire avec la Turquie, nuiraient aux politiques de coopération mutuelle fondées sur des relations historiques et des relations commerciales de longue date.

+ Un boycott saoudien informel contre les importations en provenance de la Turquie +

Riyad a récemment renforcé un boycott informel contre les importations en provenance de Turquie, selon le média turc qui rappelle que les deux pays sont en désaccord, depuis quelques années, sur diverses questions régionales, dont le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi au consulat saoudien à Istanbul en 2018.

Les appels au boycott des produits turcs de la part des autorités saoudiennes sont un exemple de double standard, a déclaré le président de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Inegöl (ITSO), Yavuz Uğurdağ.

« Ceci causera du tort aux deux pays », a déclaré Uğurdağ dans un communiqué.

La semaine dernière, le prince saoudien Abdul Rahman Bin Musaad Al Saud a appelé au boycott des importations turques jusqu'à ce que « Ankara revienne sa politique avec le Royaume ».

De son côté, Ajlan al-Ajlan, le chef des chambres de commerce d'Arabie saoudite, a récemment appelé au boycott des produits turcs en réponse à ce qu'il a appelé l'hostilité continue d'Ankara.

Les entreprises turques ont également déclaré qu'elles sont confrontées à de nouveaux retards dans l'exportation de textiles et de vêtements vers le Maroc. Elles se sont plaintes de demandes inhabituelles de paperasse et de retards de dédouanement au Maroc, ont indiqué mardi des sources à Reuters, selon le site turc.

La Turquie a exporté plus de 2,2 milliards de dollars de marchandises vers le Maroc l'année dernière, dont 1 milliard de dollars de produits textiles, a indiqué Bayram.

« Les taux qui étaient de 'zéro' l'année dernière ont été progressivement augmentés et nous avons appris qu'ils seront portés à 27% », a-t-il noté.

« Si cette pratique se poursuit, en plus de la détérioration des relations d'amitié et commerciales entre les deux pays, les licenciements et donc le chômage commenceront avec le retrait des entreprises turques de la région », a souligné le président du TETSIAD.

Pour lui, « il serait dans l'intérêt de l'Arabie saoudite et du Maroc de revenir le plus tôt possible sur ces décisions erronées. »

Le gouvernement marocain, craignant que l'accord de libre-échange de 2004 avec la Turquie ne porte préjudice à ses entreprises et détaillants, a indiqué la semaine dernière que les pourparlers entamés avec Ankara en janvier avaient abouti en août à une révision dudit accord.

Une source du ministère du Commerce a fait savoir que la révision de l'accord permettait au Maroc d'augmenter jusqu'à 90% les droits de douane sur 1200 produits, dont les textiles et les vêtements, pour une période allant jusqu'à cinq ans.

+ Ceci rend la situation difficile pour les entreprises turques +

La présidente de l'Association des exportateurs de textile d'Uludağ (UTIB), Pinar Taşdelen Engin, a souligné que ces développements auraient un impact négatif sur les relations bilatérales.

Ceci rend la situation difficile pour les entreprises turques qui exportent vers la région et ont des investissements, et si cela continue il conduira peut-être à leur retrait du marché, a déclaré Engin dans un communiqué.

« Il sera dans l'intérêt du Maroc de corriger cette erreur le plus tôt possible. Outre les relations bilatérales, cette décision portera également préjudice à l'économie marocaine et à l'emploi », a-t-elle ajouté, exprimant l'espoir de voir ce problème « résolu au bénéfice des deux pays ».

RÉVISION DE L'ALE MAROC-TURQUIE: QUEL IMPACT POUR LES OPÉRATEURS DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT?

Par [Amine Kadiri](#) le 12/10/2020



Selon l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH), la révision de l'Accord de libre-échange permettra de rétablir des règles de concurrence plus loyales entre les produits turcs et les produits marocains sur le marché local.

L'industrie textile marocaine est l'un des secteurs qui a le plus souffert de la concurrence turque depuis l'entrée en vigueur, en 2006, de l'Accord de libre-échange (ALE) entre le Maroc et la Turquie.

L'ALE a permis aux produits textiles turcs, plus compétitifs, d'inonder le marché marocain. Les exportations de produits textiles d'origine turque vers le Maroc (tissus et fil de coton, étoffes de bonneterie, vêtements confectionnés, et articles de bonneterie) n'ont cessé de progresser, pour atteindre 9,5 milliards de dirhams en 2018 (contre 7,8 milliards de dirhams en 2015), selon les données disponibles auprès de l'Office des changes.

Les professionnels locaux du textile, réunis au sein de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH), ont été parmi les premiers à tirer la sonnette d'alarme et à alerter les pouvoirs publics sur le dumping turc exercé à l'encontre de la production nationale par les exportateurs turcs. Ils accueillent donc avec satisfaction le projet de loi voté en Conseil de gouvernement la semaine dernière, portant révision de l'ALE Maroc-Turquie.

L'une des principales nouveautés de ce texte de loi, défendu par le ministre du Commerce et de l'Industrie, Moulay Hafid Elalamy, est l'adoption d'une liste négative de plus de 1.200 produits, correspondant à 630 positions tarifaires, relevant de plusieurs secteurs, dont celui du textile-habillement.

«C'est un combat que l'AMITH, avec le soutien du ministère de l'Industrie, mène depuis plusieurs années», affirme, soulagée, Fatima-Zahra Alaoui, directrice générale de l'Association, jointe par Le360.

«Notre industrie se réjouit donc de cette révision qui permettra de rétablir des règles de concurrence plus loyale entre produits turcs et produits marocains dans notre marché», ajoute-t-elle.

Selon Fatima-Zahra Alaoui, «les mesures annoncées visent à réduire l'écart de compétitivité entre produits turcs et marocains», car à son avis, cet écart préjudiciable pour les industriels locaux est lié «aux importantes subventions dont bénéficient les produits turcs tout au long de la chaîne de valeur, incluant la distribution». Une pratique, apparentée à du dumping, et assumée par Ankara qui a fait du développement des exportations et des implantations des marques turques à l'étranger un des piliers de sa stratégie économique.

«Vous rajoutez à ces subventions la dévaluation continue de la monnaie turque depuis 2 ans et cela vous donne un produit qui arrive sur le marché marocain à un prix défiant toute concurrence», souligne cette interlocutrice.

«C'est pourquoi, estime-t-elle, l'adoption d'une liste négative excluant les produits finis textiles du champ de l'accord permettra de rétablir des conditions de concurrence plus loyale sur le marché domestique», estime-t-elle.

Du côté des exportations marocaines vers la Turquie, l'ALE a été tout aussi dommageable que pour les importations. La directrice générale de l'AMITH rappelle en effet qu'«outre l'accroissement massif des importations turques au Maroc ayant considérablement affaibli l'industrie marocaine du textile, le potentiel à l'export de l'industrie marocaine a également été remis en cause par la mise en place de barrières non-tarifaires empêchant les produits textiles marocains de pénétrer le marché turc».

L'ALE amendé entre le Maroc et la Turquie, qui entrera en vigueur une fois que le projet de loi achèvera son parcours législatif, permettra donc de rétablir un tant soit peu l'équilibre de la balance des paiements entre les deux pays, et de mettre fin à l'hémorragie de faillites et de pertes d'emplois dans le secteur textile, depuis une dizaine d'années.

«Un très grand nombre de PME et de TPME ont cessé leurs activités au cours des dernières années, entraînant une forte destruction d'emplois avec des conséquences directes au niveau local», déplore Fatima-Zahra Alaoui.

Selon le ministère de l'Industrie, le nombre d'emplois perdus par le Maroc dans le textile s'élève à 19.000 en 2014, 24.000 en 2015, 35.000 en 2016 et 44.000 en 2017.

Entre 2013 et 2014, une étude du Haut-Commissariat au Plan a noté une perte de 32.000 postes dans le secteur, soit une réduction de 7% en variation annuelle. Selon cette même étude, sur la période 2008-2014, la branche du textile a perdu environ 119.000 emplois.

Textile-habillement : une vague de licenciements est à craindre

13 octobre 2020



Le ralentissement de la demande locale comme à l'export et d'importants impayés expliquent cette sombre prévision. S'y ajoute une absence de visibilité sur la demande pour le dernier trimestre.

La crise sanitaire continue de faire des dégâts sur l'économie mondiale. Chez les textiliens marocains, le fort ralentissement de la demande, à l'export ou sur le marché local, combiné à une absence de visibilité sur la demande pour le dernier trimestre de l'année, fait craindre une vague de licenciements. «Les premières remontées du terrain, faisant état de fermetures provisoires d'entreprises faute de commandes, nous font craindre que le pire reste à venir en termes de licenciements», explique Fatima-Zohra Alaoui, directrice générale de l'Association marocaine des industries de textiles et l'habillement (AMITH).

Jusqu'à présent, les textiliens marocains ont réussi à éviter les licenciements massifs dans le secteur. Au plus fort de la crise, et alors que la plupart des usines étaient à l'arrêt, l'indemnité Covid CNSS a permis de maintenir les emplois durant trois mois. Depuis juillet, le rattrapage de la demande à

l'export a permis aux entreprises de maintenir la majorité des emplois dans le secteur. Mais au fil du temps, la résilience dont a fait preuve le secteur semble s'étioler. En l'absence de visibilité sur les carnets de commandes, la situation économique se complique pour plusieurs entreprises qui se retrouvent obligées de fermer temporairement et de reporter les réouvertures dans l'attente d'une reprise des commandes.

Dans un tel contexte, les salariés sont fébriles, ce qui donne lieu à des manifestations dans les zones industrielles. Pour enfoncer le clou, des donneurs d'ordres internationaux ont signalé avoir imposé des rabais allant jusqu'à 10% sur certaines commandes en production au début de la pandémie. Une remise qui représente l'ensemble des bénéfices des fournisseurs et une partie de leurs frais de production directs. L'AMITH confirme que des pratiques similaires ont été relevées chez certains donneurs d'ordres d'entreprises marocaines, qui ont tenté d'imposer des rabais aux industriels. «L'autre problème c'est le nombre élevé d'impayés chez certains de nos industriels, mettant à mal une trésorerie déjà asséchée par la crise», ajoute l'AMITH.

Une analyse des chiffres à fin juillet montre une évolution contrastée des ventes depuis le début de l'année. Le secteur a affiché une croissance de 3,4% à l'export sur les deux premiers mois de 2020. De mars à mai, soit au plus fort de la crise, les exportations des textiliens ont baissé de 41%. Selon la directrice générale, les derniers chiffres pour les mois de juin et de juillet laissent entrevoir une dynamique de rattrapage avec une contre-performance annuelle ramenée à 29,7%.

TEX-MED ALLIANCES : “Fashion Restart” du textile- habillement méditerranéen

Publié le 15 Octobre, 2020 - 18:03



Le projet TEX-MED ALLIANCES vient de lancer l’initiative “Fashion Restart” (Relance de la mode) pour donner un nouveau souffle au secteur du textile-habillement méditerranéen. Il s’agit de quatre initiatives-cadres visant à aider les micros, petites et moyennes entreprises méditerranéennes (y compris les start-ups) et les structures de soutien à ce secteur, à se rétablir de la crise du coronavirus.

Constatant la nécessité d’une restructuration de l’industrie mondiale du textile, sous l’effet de la pandémie COVID-19 qui fait exploser les ventes en ligne et changer les comportements des consommateurs, Fashion Restart fournira à la fois des services de conseil et des ressources financières pour développer de nouvelles opportunités commerciales par le biais d’alliances transfrontalières entre les entreprises méditerranéennes et d’autres acteurs économiques.

Le projet TEX-MED, alliances des textiles méditerranéennes pour le développement des entreprises, l’internationalisation et l’innovation, est financé par l’Union européenne dans le cadre du programme ENI CBCMED.

Il cible le secteur du textile et habillement dans 7 pays méditerranéens à savoir la Tunisie, l’Espagne, l’Italie, la Grèce, l’Egypte, la Jordanie et la Palestine et vise à favoriser le développement des activités Textile et Habillement à travers la coopération transfrontalière dans 3 domaines : l’internationalisation, l’innovation et l’économie circulaire.

“Fashion Restart” vise à identifier des modèles économiques innovants à travers le développement d’alliances entre fabricants, designers et détaillants pour le développement de nouvelles collections adaptées aux marchés méditerranéens.

L’idée est de lancer des collections conçues en tenant compte du climat, des couleurs et de la culture méditerranéenne. Elle englobe quatre initiatives spécifiques.

Il s'agit d'abord de l'initiative "Local Regional Brand" (Marques régionales locales) ayant pour objectif de créer des alliances entre petits producteurs et petits détaillants, où les concepteurs et développeurs de produits locaux joueront un rôle de catalyseur.

Il s'agit deuxièmement de l'initiative "Fashion Hubs Network" (Réseau des centres de la mode), visant à fournir des outils de prévision des tendances de la mode et à développer des formations spécifiques.

La troisième initiative est la "Technical Textiles for Mediterranean" (Textiles techniques pour la Méditerranée) qui ambitionne de promouvoir l'utilisation de textiles techniques pour confectionner des vêtements d'été confortables.

La quatrième initiative est intitulée "New Memo" (Nouveau mémo) qui a pour fin de transformer les modèles commerciaux réussis en une nouvelle marque partagée caractérisée par un design haut de gamme, un confort élevé, des matériaux naturels / recyclés et des processus durables.

Les entreprises intéressées peuvent postuler à partir d'octobre 2020 jusqu'au 7 décembre 2020 pour obtenir un soutien financier pouvant atteindre 10000 € et bénéficier de ces initiatives. Après la sélection des participants et un premier apport de fonds, l'initiative Fashion Restart sera mise en œuvre entre janvier 2021 à juin 2022.

Cotton production declines by almost 50pc

By **APP**

October 12, 2020



ISLAMABAD: The Federation of Pakistan Chambers of Commerce and Industry's (FPCCI) businessmen panel on Sunday regretted that cotton crops yield has declined by almost 50 per cent, adding that the major cash crop that could contribute significantly in the development in the agriculture sector and economic prosperity of the country.

FPCCI Secretary General Ahmad Jawad said cotton under cultivation area and production declined significantly, as growers shifted from cotton to sugarcane and maize so its output slashed from 15 million bales to 8 million bales, said a press release issued here.

He said that in totality, this had caused losses to the tune of \$36 billion over the last one decade.

While production of cotton in India, Brazil, USA and other countries had increased manifold but it was on decline in Pakistan, he added.

Ahmad Jawad said that because of importing cotton from abroad, the cost of the textile sector increased by 6 percent so this sector became uncompetitive compared to other countries.

"Substandard seeds and pesticides may hit the agriculture sector this year as well; cotton crop is one of the novel example in this regard," he said, noting this was the second consecutive year that cotton growers seemed worried, as substandard seeds had again flooded local markets, especially in Sindh.

He said the government would offer special tariff concessions and give policy on the import of quality and viable seeds which might be suitable to our soil conditions especially for cotton crop until the PARC and the NARC becomes self-sufficient in the production of seeds.

Jawad also said that there was a need to take concrete action against fake seeds and pesticides because without improved quality of input the per acre yield could not be increased.

He said that Pakistan imported lint worth \$9 billion, lost lint production worth \$8.3 billion, faced losses of above 35 percent of cotton production value chain and losses accumulated due to loss in seed, feed meal.

"About oil and others in totality, Pakistan faced losses of \$36 b because of reduced production in the last one decade," he added.

He said that though the area of cotton under cultivation was standing at 3.4 million hectares, which was now reduced to 2.3 million hectares so over one million areas of cultivation decreased in the country.

"We will have to focus on manufacturing because now the country has turned itself into a trading nation at the moment," he said, adding that self-reliance based on truth and accountability should be our objectives for all spheres of lives.

The FPCCI official also urged the government to facilitate and incentivise cotton growers and bring back to the market those growers who had opted for other profitable alternatives.

Textile millers lament spike in Sept power bills

APTMA deploras inflated tariff of ₨9 per kWh shown in Sept bills, seeks immediate withdrawal

By **Hassan Naqvi**

October 14, 2020



LAHORE: The All Pakistan Textile Mills Association (APTMA) has expressed concerns over the increase in power tariff from ₨7.5 per kWh to ₨9 in September bills, saying that this increase would play havoc with the small and medium enterprises (SME) sector in the textile value chain.

During a meeting held on Wednesday, APTMA members stated the inflated tariff of ₨9 per kWh shown in Sept bills is 20pc higher than the previous month's tariff of ₨7.5 per kWh.

They said the year 2020 has already been a challenging one both for the government as well as the industry due to the global outbreak of Covid-19. In view of the massive drop in export orders due to closure of markets, the industry was expecting continuity of ₨7.5 per kWh power tariff, they added.

The participants noted that the average regional power tariff is not more than ₺7 per kWh, adding that this new increase would make Pakistan's textile value chain uncompetitive in the region.

It was informed that Pakistan's cost of power production is 26pc higher for the industrial sector compared to other regional countries like Vietnam, Sri Lanka, Malaysia, Bangladesh, South Korea, Thailand and India; whereas it is 28pc costlier for residential areas compared with regional countries.

It is worth noting that the majority of the SMEs in the textile value chain are without gas connections, which means they would have to face an alarming disparity against their regional competitors. The importance of a level-playing field can be estimated from the fact that 70-80 per cent employment is in the SME sector and its growth could address primary issues of the country.

The APTMA members appealed Prime Minister Imran Khan and Power Minister Omar Ayub to take stock of the situation and instruct DISCOs to withdraw electricity bills immediately in the larger interest of the country's exports, employment and investment.

Fabric industry urges public to be respectful during these times of crisis

Monday, 12 October 2020

The Fabric and Apparel Accessory Manufacturers' Association (FAAMA), in a statement on issues connected to the discovery of a COVID-19 cluster within the Brandix Ltd. apparel factory in Minuwangoda, has urged the public to be respectful during these times of crisis.

Following is the full statement issued by FAAMA President Pubudu De Silva and Secretary Dhananjaya Rajapaksha.

On 4 October, a Brandix employee from a facility in Minuwangoda was confirmed positive after she was subjected to a PCR test. Based on this finding, as a responsible corporate entity Brandix engaged with the relevant authorities to conduct PCR tests for the entire workforce and their immediate families. Unfortunately, despite these efforts, there was a significant rise in COVID-19 positive cases in Sri Lanka.

This is an entirely unfortunate incident, as no company or industry will intentionally put their workforce or the members of the general public at risk. Brandix is a very significant contributor to the Sri Lankan apparel and textile industry. The apparel sector is one of the country's largest exporting arms, generating an income of over \$ 5 billion a year while providing employment opportunities for around one million Sri Lankans. The sector has always been recognised globally by leading brands as an industry that complies with global standards in social, environmental and governmental or international regulations. This track record has given prominence to Sri Lanka on the global platform. The Industry is fervently committed to continue complying with these standards in the future.

As a nation, we owe much to the apparel and textile sector workers, who even during the height of the pandemic, have discharged their duties for Sri Lanka, to bring in much-needed foreign exchange in to the country. They have also manufactured Personal Protective Equipment (PPE), such as masks and medical gowns for our very own healthcare workers and armed forces. The apparel and textile industry also stepped-up during the peak of COVID-19 by donating funds, equipment and lending certain facilities to be used as quarantine centres by the Government. At this time of crisis while wishing all affected parties a speedy recovery, FAAMA urges the public to be empathetic and respectful towards all families affected by this situation. Furthermore, we urge the general public to work together with the relevant authorities as well as to be responsible in dealing with social media to protect the image of our industry and country during these trying times. Let's stand together as one nation and pull through this with dignity and respect for one another.

The Fabric and Apparel Accessory Manufacturers Association (FAAMA) is a key stakeholder in the apparel industry, representing over thirty leading fabric, apparel and accessory manufacturers in the country. It was inaugurated on 15 September 2003 to promote and foster the interests of the fabric and accessory manufacturers in Sri Lanka.



Sri Lanka- No major financial loss to apparel industry

Date

10/12/2020 3:15:22 AM

(MENAFN - Colombo Gazette) **By Vyshnavy Velrajh**

The latest COVID-19 outbreak centering around garment factories in Minuwangoda has not caused any major financial loss to the Apparel Sector.

Joint Secretary of the Free Trade Zones & General Services Employees Union Anton Marcus told Colombo Gazette that only one

private garment factory in Minuwangoda has been completely closed after COVID-19 patients were detected from among its staff members.

A total of four factories are closed temporarily following the coronavirus outbreak, with three among them being garment factories, he said.

When inquired if the outbreak has an effect on other apparel factories, Anton Marcus said in some factories, certain sections remain closed as a precautionary measure.

The outbreak has not caused a major impact as yet, as all other factories reopened for operations today, he said.

Anton Marcus added that the apparel sector has not faced any major loss since the initial COVID-19 outbreak in March 2020 or as a result of the recent outbreak.

Tunisie-ONUDI : Les entreprises du textile mutent vers des produits chimiques

19 octobre 2020

Par : WMC avec TAP

Des entreprises tunisiennes du textile, particulièrement celles de la filière du finissage, ont bénéficié de formations pour muter vers l'utilisation de produits chimiques plus sûrs et beaucoup plus respectueux de l'environnement.

Ces formations sont organisées dans le cadre du programme Switchmed, une initiative financée par l'UE et mise en œuvre par l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) visant à réaliser une économie circulaire en Tunisie, au Maroc et en Egypte et d'autres pays de la Méditerranée, en changeant la façon dont les biens et services sont produits et consommés.

En Tunisie, trois sessions de formation ont été lancées, depuis juin 2020, au profit d'une dizaine d'entreprises du finissage pour leur initier au protocole ZDHC (Zero Discharge of Hazardous Chemicals) ou Zéro rejet de produits chimiques dangereux, un protocole qui permet le changement des produits chimiques déjà utilisés par d'autres plus sûrs.

"C'est dans le cadre de la deuxième composante de Switchmed, qui est l'introduction d'un protocole pour les produits chimiques plus sûrs utilisés dans le textile et le changement de ceux déjà utilisés vers des produits moins impactant de l'environnement ", a déclaré à TAP, Antonio Trimarchi, consultant Switchmed auprès de l'ONUDI.

Il a ajouté qu'un troisième protocole concernant le traitement des eaux usées sera aussi adopté. Il permettra de savoir, à partir des eaux usées, le taux de

pollution générée par l'entreprise et savoir si l'utilisation des produits chimiques est compatible avec le protocole ZDHC.

Selon Trimarchi, les entreprises tunisiennes gagneraient à adopter ce protocole de zéro rejet de produits chimiques dangereux, dit ZDHC. " Parce que c'est un protocole très intéressant et très demandé par les donneurs d'ordre en Europe, Si les entreprises tunisiennes veulent reconquérir et récupérer des quotas de marché sur l'Europe, il faut qu'elles adoptent de l'innovation, y compris l'innovation environnementale qui est très importante ", a expliqué le responsable.

Le secteur du textile et de l'habillement en Tunisie compte 1 695 entreprises employant 10 personnes et plus, dont 1 410 produisent totalement pour l'exportation, selon investinTunisia.tn.

A fin 2015, le nombre d'entreprises étrangères s'est élevé à 1142 unités employant plus de 125 274 personnes.

La Tunisie figure parmi les premiers fournisseurs mondiaux en habillement. Elle est le 9^e fournisseur de l'Europe et le 2^{ème} fournisseur de la France dans ce domaine.

L'industrie du textile tisse sa transition écologique

5 octobre 2020



Des décennies durant, l'industrie du textile et de l'habillement a pris rang de locomotive de l'économie tunisienne en termes d'exportation et de création d'emplois. Un « âge d'or » qui s'est poursuivi jusqu' au démantèlement de l'Accord multifibres (AMF) en 2004. Mais cela a généré un coût sur lequel l'accent n'a pas été dûment mis. C'est la forte pression exercée par ce secteur sur l'environnement et le climat en raison de quantités importantes de rejets de fluides industriels déversés souvent dans la nature, polluant ainsi, les cours d'eau et le milieu marin et le sol, en particulier dans des régions côtières telle que Monastir, où sont concentrées les usines textiles.

Cette pression est exercée surtout sur les ressources en eau dans un pays classé en dessous du seuil de pauvreté en eau selon les critères de sécurité hydrique des Nations Unies, et compte tenu de la diminution des précipitations de 28% au cours des deux dernières décennies sous l'effet des changements climatiques.

En mai 2019, une étude du Forum des droits économiques et sociaux (FTDS) a accusé les textiliens d'être derrière la grave pollution et la dégradation de l'environnement du milieu récepteur dans les oueds et la mer, en particulier

au niveau de la baie de Monastir, et de l'Oued Hamdoun et la Sebkhha de Moknine (région de Monastir).

« L'utilisation d'eaux souterraines non contrôlées et d'eau potable dans le processus de délavage du » jean » par la dizaine d'entreprises de la région requièrent 550 000 mètres cubes d'eau par an, ce qui illustre encore l'exploitation excessive de l'eau dans cette région où les coupures d'eau sont fréquentes aussi bien pour la consommation des ménages que pour l'irrigation », constate la même étude, citée par TAP.

Selon des données recueillies par la Cour des Comptes, citées par le FTDS, 74% des entreprises industrielles en Tunisie, rejettent leurs eaux usées sans se conformer aux normes tunisiennes, et ce, en raison de l'application limitée des lois et normes contre les industries polluantes.

Vers une transformation écologique inévitable

Cette réalité pourrait changer. Car, depuis 2015, l'industrie du textile et de l'habillement en Tunisie tente de s'adapter à une nouvelle conjoncture mondiale où les normes de qualité environnementale sont de plus en plus exigées. Cette adaptation est initiée, dans le cadre d'un programme régional « Switchmad » et de sa filiale orientée vers le secteur textile en Tunisie, au Maroc et en Egypte « Med Test 1, 2 et 3 » .

L'objectif de ce programme, financé par l'Union européenne et mis en œuvre en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI), est d'aider le plus grand nombre d'entreprises actives dans le secteur, 100 entreprises au départ, à adopter le recyclage et la gestion des déchets textiles et vestimentaires, postindustriels et de pré-consommation et d'éliminer les produits chimiques éventuellement toxiques et partant créer des chaînes de valeur plus circulaires sont développées.

» l'idée derrière ce projet, qui se poursuivra dans sa première phase jusqu'en 2023, est de faire de la valorisation et du recyclage des déchets textiles une solution commercialement viable, réalisant ainsi, profit économique et limitation des impacts du secteur sur l'environnement et création d'emplois », assure le représentant du PNUD et coordinateur du programme « Switchmad » en Tunisie et au Maroc, « Antonio Tremarchi ». Cela nécessite, à son avis, l'établissement de relations commerciales appropriées entre les différents acteurs de la chaîne de valeur textile.

De nombreuses entreprises tunisiennes ou exportatrices en Tunisie se sont engagées dans une démarche de production durable dans le cadre du programme précitée. C'est le cas de l'une des grandes entreprises textiles tunisiennes « SITEX » a pu réduire, en 2019, le pourcentage de ses émissions de dioxyde de carbone de 17% et est parvenue à réaliser une économie de l'eau de 34%, une économie d'énergie de 14% et 3,2% d'économie de

matières premières. D'autres n'ont pas été en reste comme « New AMICO », active dans le lavage, la teinture et le traitement de produits textiles entièrement exportés vers l'Europe, et « NOEL », active dans le secteur du cuir et de la teinture.

Organiser la filière des recycleurs

L'expert, Mehdi Dhraief, chargé du programme « Switchmad » et « Med Test 3" en Tunisie, a indiqué à TAP, qu'une » idée de lancer une application en ligne, en Tunisie est à l'étude actuellement. Elle permettra une traçabilité des déchets textiles depuis leur sortie des usines, via les collecteurs, jusqu'aux destinataires « .

Le fait d'informer l'Agence nationale de gestion des déchets (ANGED) des quantités réelles, de leurs collecteurs et leurs récepteurs, facilite beaucoup, à son avis, le processus de contrôle et à empêcher l'élimination irresponsable (incinération à ciel ouvert des déchets) ou leur dépôt dans les décharges. » Ca permet aussi de les récupérer et de les valoriser au lieu de gaspiller cette ressource « .

L'expert estime que la solution pour réussir une démarche d'économie circulaire dans le secteur textile réside dans le fait d'organiser les circuits de recyclage.

» Il faut que la filière des recycleurs s'organise. On ne peut pas valoriser un flux de déchets non traçable. Il faut le cerner, évaluer les quantités et coordonner après, pour créer des opportunités d'exportation et d'emploi et en même temps préserver l'environnement « , a-t-il dit.

Et d'enchaîner « les stocks de matières premières en Tunisie ou dans d'autres pays ne sont pas éternels, et les cultures de coton, d'eau et d'énergie ne peuvent pas répondre durablement à la demande mondiale ».

Climat: l'industrie du textile en Tunisie se prépare à une inévitable transition écologique

Par
L'Economiste Maghrébin

5 octobre 2020



L'industrie du textile et de l'habillement est un secteur stratégique pour l'économie tunisienne. En effet, c'est la première industrie manufacturière. Et ce, en termes d'exportations, d'emploi et de valeur ajoutée.

Cependant, l'industrie du textile et de l'habillement en Tunisie exerce une forte pression sur l'environnement et le climat. En raison de quantités

importantes de rejets de fluides industriels déversés souvent dans la nature. Polluant ainsi les cours d'eau, le milieu marin et le sol. En particulier dans des régions côtières telles que Monastir; où sont concentrées les usines textiles.

En outre, cette pression s'exerce surtout sur les ressources hydriques. Dans un pays classé en dessous du seuil de pauvreté en eau, selon les critères de sécurité hydrique des Nations unies. Et compte tenu de la diminution des précipitations de 28% au cours des deux dernières décennies. Et ce, sous l'effet des changements climatiques.

Quid de la pollution par le secteur textile?

Déjà en mai 2019, une étude du **Forum des droits économiques et sociaux** (FTDS) accusait les textiliens d'être derrière la grave pollution; mais aussi la dégradation de l'environnement du milieu récepteur dans les oueds et la mer. En particulier au niveau de la baie de Monastir, de l'Oued Hamdoun et de la Sebkhah de Moknine.

Car, « l'utilisation d'eaux souterraines non contrôlées et d'eau potable dans le processus de délavage du « jean » par la dizaine d'entreprises de la région requiert 550 000 mètres cubes d'eau par an. Ce qui illustre encore l'exploitation excessive de l'eau dans cette région où les coupures d'eau sont fréquentes; aussi bien pour la consommation des ménages que pour l'irrigation ». Tel est le constat qu'établissait la même étude.

De plus, 74% des entreprises industrielles en Tunisie rejettent leurs eaux usées sans se conformer aux normes tunisiennes. Et ce, en raison de l'application limitée des lois et normes contre les industries polluantes. C'est ce que communiquent aussi des données recueillies par la Cour des Comptes, citées par le FTDS.

Un programme régional pour une transformation écologique inévitable

Toutefois, cette réalité pourrait changer. Car, depuis 2015, l'industrie du textile et de l'habillement en Tunisie tente de s'adapter. Et ce, à une nouvelle conjoncture mondiale où les normes de qualité environnementale sont de plus en plus exigées. Cette adaptation débutait dans le cadre d'un programme régional « Switchmad ». Ainsi que de sa filiale orientée vers le secteur textile en Tunisie, au Maroc et en Egypte « Med Test 1, 2 et 3 ».

En effet, l'objectif de ce programme est d'aider le plus grand nombre d'entreprises actives dans le secteur, 100 entreprises au départ. Et ce, à adopter le recyclage et la gestion des déchets textiles et vestimentaires,

postindustriels et de pré-consommation. Mais aussi à éliminer les produits chimiques éventuellement toxiques.

Et, partant, créer des chaînes de valeur plus circulaires et développées. Sachant que c'est l'Union européenne qui finance ce programme. Et qu'il est mis en œuvre en coopération avec le Programme des Nations unies pour le développement industriel (ONUUDI).

Pourquoi revaloriser les déchets?

Par conséquent, « l'idée derrière ce projet, qui se poursuivra dans sa première phase jusqu'en 2023, est de faire de la valorisation et du recyclage des déchets textiles une solution commercialement viable. Réalisant ainsi un profit économique et une limitation des impacts du secteur sur l'environnement; ainsi que la création d'emplois ». Comme l'assure le représentant du PNUD et coordinateur du programme « Switchmad » en Tunisie et au Maroc, Antonio Tremarchi.

Cela nécessite, à son avis, l'établissement de relations commerciales appropriées entre les différents acteurs de la chaîne de valeur textile.

A cet égard, le programme des Nations unies envisage de coopérer avec de grands groupes et marques de vêtements. Tels que: « Benetton Group, Inditex Group, Halletex, PVH Corporation and Nudie Jeans ». Pour atteindre leurs chaînes d'approvisionnement dans la région (Tunisie, Maroc et Egypte avec le Portugal). Mais aussi inciter les entreprises situées le long de ces chaînes à initier la fourniture de déchets postindustriels et de pré-consommation aux chaînes de valeur. »

D'ailleurs, de nombreuses entreprises tunisiennes ou exportatrices en Tunisie se sont engagées dans une démarche de production durable. Et ce, dans le cadre du programme précité.

A titre d'exemple, l'une des grandes entreprises textiles tunisiennes, SITEX, a pu réduire, en 2019, le pourcentage de ses émissions de dioxyde de carbone de 17%. En parvenant à réaliser: une économie de l'eau de 34%; une économie d'énergie de 14%; et 3,2% d'économie de matières premières.

De même, d'une autre société, New AMICO, active dans le lavage, la teinture et le traitement de produits textiles entièrement exportés vers l'Europe. Elle réduisait ses émissions de dioxyde de carbone de 27%. Et réalisait une économie en eau et en énergie équivalente à un investissement annuel de plus de 366 milliers d'euros.

Idem pour la société NOEL, qui opère dans le secteur du cuir et de la teinture. Elle réalisait, en 2019, une réduction de ses émissions de CO2 de 33,5%; ainsi qu'une économie d'eaux usées de 20% et d'énergie de 34%.

Des flux de déchets textiles tractables pour créer une économie circulaire

L'expert, Mehdi Dhraief, chargé du programme «Switchmad» et «Med Test 3» en Tunisie, a indiqué à la TAP, qu'une « idée de lancer une application en ligne en Tunisie est à l'étude actuellement. Elle permettra une traçabilité des déchets textiles depuis leur sortie des usines, via les collecteurs, jusqu'aux destinataires ».

Le fait d'informer l'Agence nationale de gestion des déchets (ANGED) des quantités réelles, de leurs collecteurs et leurs récepteurs, facilite beaucoup, à son avis, le processus de contrôle et à empêcher l'élimination irresponsable (incinération à ciel ouvert des déchets) ou leur dépôt dans les décharges. « Cela permet aussi de les récupérer et de les valoriser au lieu de gaspiller cette ressource ».

Que nécessite la réussite d'une économie circulaire ?

L'expert estime que la solution pour réussir une démarche d'économie circulaire dans le secteur textile réside dans le fait d'organiser les circuits de recyclage.

« Il faut que la filière des recycleurs s'organise. On ne peut pas valoriser un flux de déchets non traçable. Il faut le cerner, évaluer les quantités et coordonner après. Ceci permettra de créer des opportunités d'exportation et d'emploi et en même temps préserver l'environnement », affirme-t-il.

Et d'enchaîner: « Les stocks de matières premières en Tunisie ou dans d'autres pays ne sont pas éternels. Et les cultures de coton, d'eau et d'énergie ne peuvent pas répondre durablement à la demande mondiale. »

D'autre part, nous devons investir dans les déchets textiles et les valoriser pour réduire la pollution et réduire la pression sur les matières premières, l'énergie et l'eau. Ainsi, on s'engagera dans la voie du développement durable imposée par la difficile conjoncture économique et les nouvelles tendances de consommation à l'échelle mondiale.

Enfin, du côté de la Fédération tunisienne du textile et de l'habillement (FTTH), Rim Jelassi, coordinatrice générale estime que les entreprises du secteur vont s'engager progressivement dans le programme « Med Test ». Cela leur permettra de bénéficier de l'échange d'expertises et du transfert technologique et emprunter la voie du développement durable et écologique.

« Car, cela profitera à tous, assurera une transition écologique et réalisera des coûts économiques à moyen et à long terme. Cela permet aussi d'assurer la pérennité des entreprises. De même que de créer des partenariats solides et des chaînes de valeur rentables à l'échelle locale, régionale et internationale », conclut-elle.

Avec TAP

Le textile tunisien sous Covid-19

8 octobre 2020



Monographie du jour : Le secteur de l'habillement-textile tunisien est essentiel pour l'emploi en Tunisie, représentant en 2018 plus 160 000 salariés et plus de 7 Mds TND (2,3 Mds EUR) de chiffre d'affaires à l'export.

Il est à noter que, structurellement, le secteur textile tunisien est pénalisé par les règles d'origine de l'UE, car il ne bénéficie pas de facilités douanières identiques à celles d'autres pays asiatiques concurrents (Pakistan, Bangladesh et Turquie) exemptés des règles d'origine.

Malgré une bonne compétitivité, la Tunisie souffre d'un environnement socio-politique complexe et instable. Les exportations tunisiennes d'habillement sont également concentrées principalement sur la France et l'Italie.

La pandémie de la COVID-19 a sévèrement impacté les importations européennes et particulièrement nos partenaires classiques, qui ont connu une baisse de l'ordre de 18%.

Conjoncturellement, la Tunisie a enregistré une forte baisse de leurs exportations vers l'UE, près de 30% de chute à cause de la crise sanitaire principalement (plus de 40% pour le Maroc). En conséquence, la Tunisie ne figure plus parmi les 10 principaux fournisseurs de l'UE et se positionne désormais à la 11ème place.

Les questions qui se posent : Les industries manufacturières tunisiennes à l'instar du textile habillement, les industries mécaniques et électriques, les industries chimiques et agro-alimentaires sont-elles suffisamment soutenues par une politique industrielle globale dans notre pays ? La tertiarisation rampante de notre économie suffit-elle à endiguer le flot des demandeurs d'emplois ?

Quid de la valeur ajoutée et l'innovation pour monter en gamme et conquérir de nouveaux marchés et d'autres pays européens ?

Quid de la formation ? De l'investissement national ? De la logistique ? Du réassort ? Des séries courtes et de notre agilité ?

Bref... Walakom sadid anandhar.

Professionnel du textile, Samir Ben Abdallah répond que « Seul un organisme unique de soutien au secteur est capable de redresser la barre et lui redonner son rayonnement d'antan. Actuellement les efforts, quand il y en a, sont émiettés et inefficaces. A méditer...

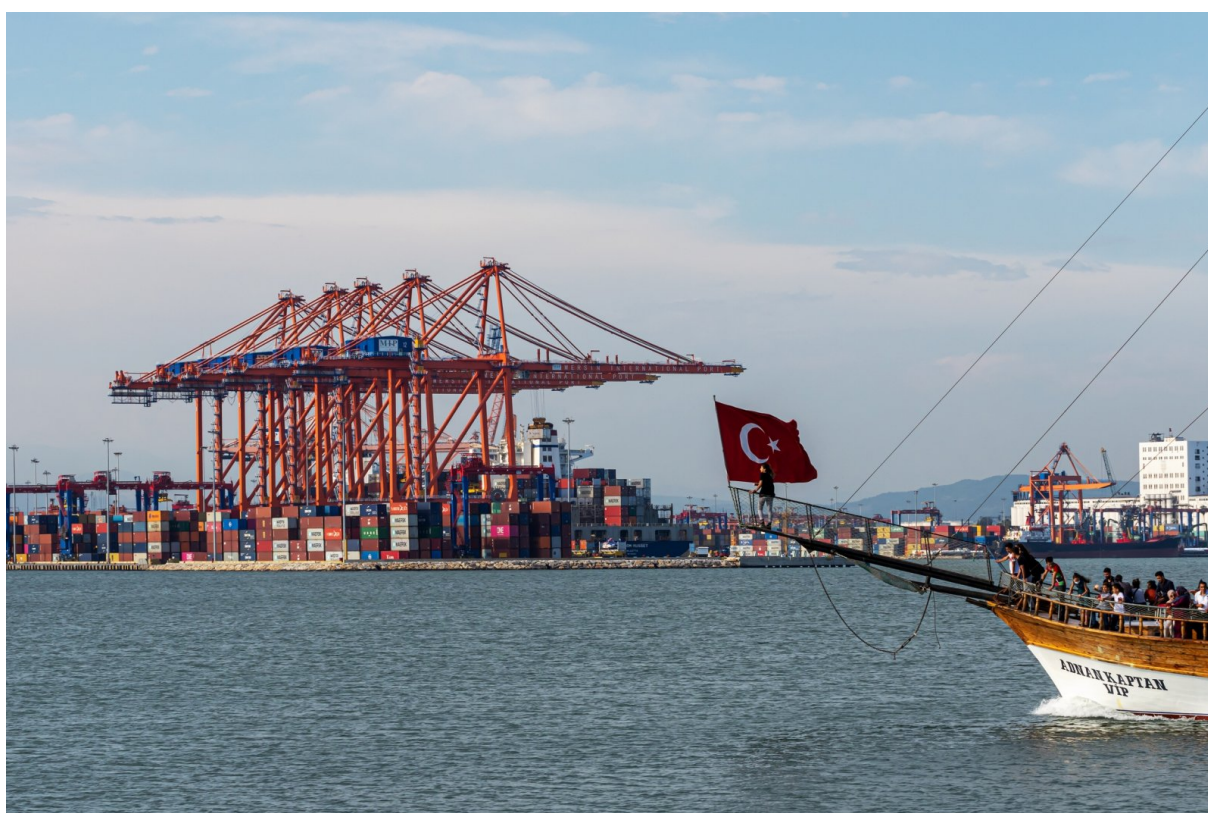
DAILY SABAH

Turkish exporters face new customs delays in Morocco, Algeria

BY DAILY SABAH WITH REUTERS

ISTANBUL ECONOMY

OCT 13, 2020 2:06 PM GMT+3



Shipping containers at the Mersin International Port on Turkey's Mediterranean coast, June 14, 2020. (iStock Photo)

Turkish companies say they are facing new delays in exporting textiles and clothing to North African countries. Morocco, in particular, has amended a trade deal raising duties on clothing by up to 90%.

Exporters have complained about unusual requests for paperwork and delays of up to five times the norm clearing customs in Morocco and Algeria, three groups told Reuters.

The complaints come as textile and clothing manufacturers in North Africa, the Middle East and Eastern Europe were poised to take advantage of the disruption to global supply chains following the coronavirus pandemic.

Big European brands are looking for alternative production hubs, such as Turkey and Morocco, which are located closer than manufacturing giant China.

Morocco's government, worried that a 2004 free trade deal with Turkey has harmed its manufacturers and retailers, said last week that talks that began with Ankara in January led to an amendment in August.

A Trade Ministry source said the amendment allows Morocco to raise duties by up to 90% on 1,200 products, including textiles and clothing, for five years.

Trade between the two countries has been consistently rising over the last couple of years, amounting to nearly \$2.58 billion in 2017 and going up to around \$2.71 billion in 2018, before reaching \$3 billion in 2019, according to the Turkish Statistical Institute (TurkStat).

Turkey exported \$2.31 billion in goods to Morocco last year, while its imports stood at \$690 million, creating a trade deficit for Rabat and prompting some Moroccan lawmakers and industry officials to complain of unfair competition.

Giyasettin Eyyüpkoca, head of Turkey's Laleli Industry and Business Association, said Morocco had long imposed the highest legal duties on Turkish imports in order to support domestic production.

But in recent months, exporters have faced "unofficial and undocumented" delays at the border, he said. "It even takes 10-12 days to clear our goods through customs, instead of the usual two days."

Eyyüpkoca said concern over a "tougher stance" from the North African countries had heightened given rising trade barriers in the Gulf.

"North African countries are trying to keep Turkey out of the game as European brands reorient away from China following the pandemic," said Hadi Karasu, head of the Turkish Clothing Manufacturers' Association.

"Especially in the last couple of months, both Turkish brands and made-in-Turkey products have been facing obstacles in North African customs ... and the latest duties in Morocco are part of this strategy," he said.

The Turkish sector groups, however, did not provide names of the companies lodging complaints.

Turkey exported textiles worth \$18 billion last year, accounting for 10% of its total exports, according to an industry group. Total exports to Algeria stood at \$1.9 billion.

Şeref Fayat, head of the clothing unit in the Union of Chambers and Commodity Exchanges of Turkey (TOBB), said the new delays in Morocco and Algeria were unrelated to tariffs and often involved requests for documents that were not required in the past.

Fayat said his group would raise the issue with Turkey's Trade Ministry to try to break the bottleneck.

La Chine gagne des parts dans un marché européen d'habillement déprimé !

Publié le 5 octobre 2020

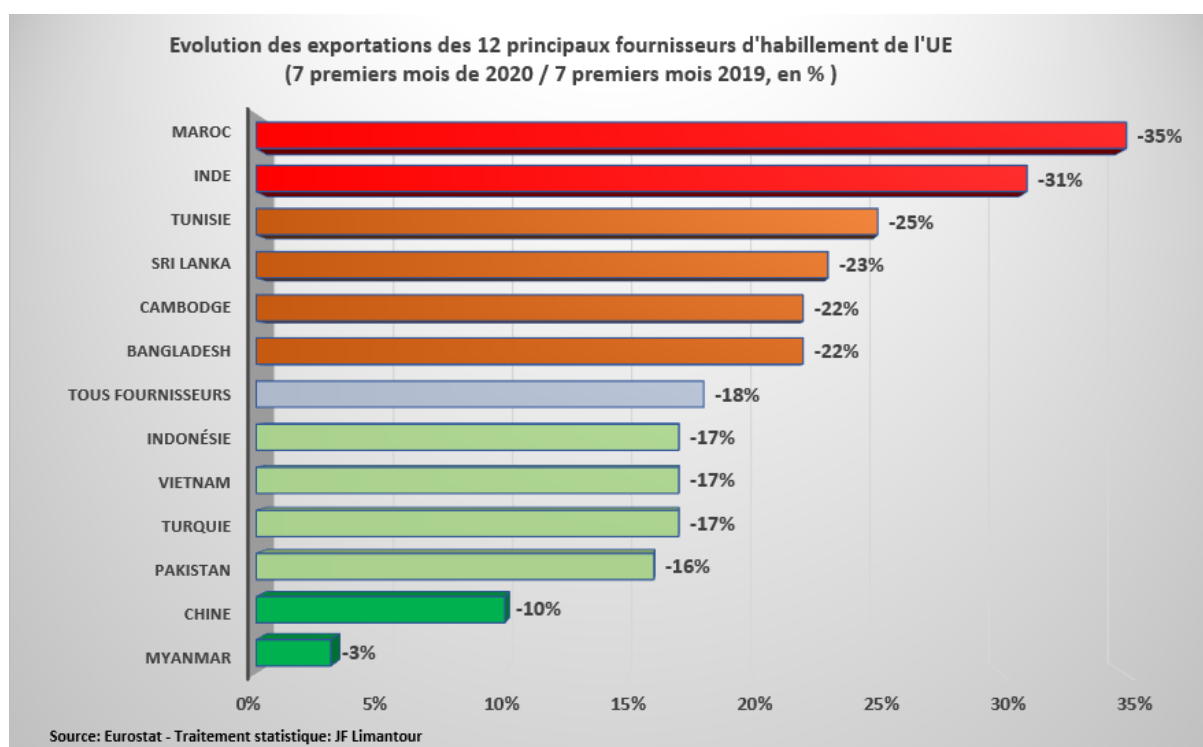


Jean-François Limantour
President of Evalliance

174 articles

Les dernières statistiques du commerce extérieur d'habillement de l'Union européenne confirment les tendances très négatives précédemment observées. Au cours des sept premiers mois de 2020 :

1. **Les exportations d'habillement de l'UE chutent de 20 %** dont -21% vers les marchés asiatiques, -28% vers les Etats-Unis et -32% vers les pays méditerranéens.
2. **Les importations d'habillement de l'UE reculent de 18%** ; celles en provenance d'Asie baissent de 17 % et celles venant des pays méditerranéens de 22%.



3. Les deux fournisseurs qui s'en sortent le mieux sont le **Myanmar** (-3%) et la **Chine** (-10%). La **Chine** augmente sensiblement sa part dans les importations totales d'habillement de l'UE et consolide ainsi

sa position de n°1 avec des ventes de 12,5 milliards d'euros pour les 7 premiers mois de l'année, loin devant le Bangladesh (N°2 avec 8,4 milliards d'euros). A l'origine de la pandémie, la Chine a été la première à en sortir ; elle récolte les fruits de son efficace et rapide gestion de la crise sanitaire mais bénéficie aussi de la solidité de son industrie textile qui a pu continuer à alimenter en tissus les confectionneurs chinois alors que bon nombre d'autres pays connaissaient des problèmes logistiques d'approvisionnement en matières.

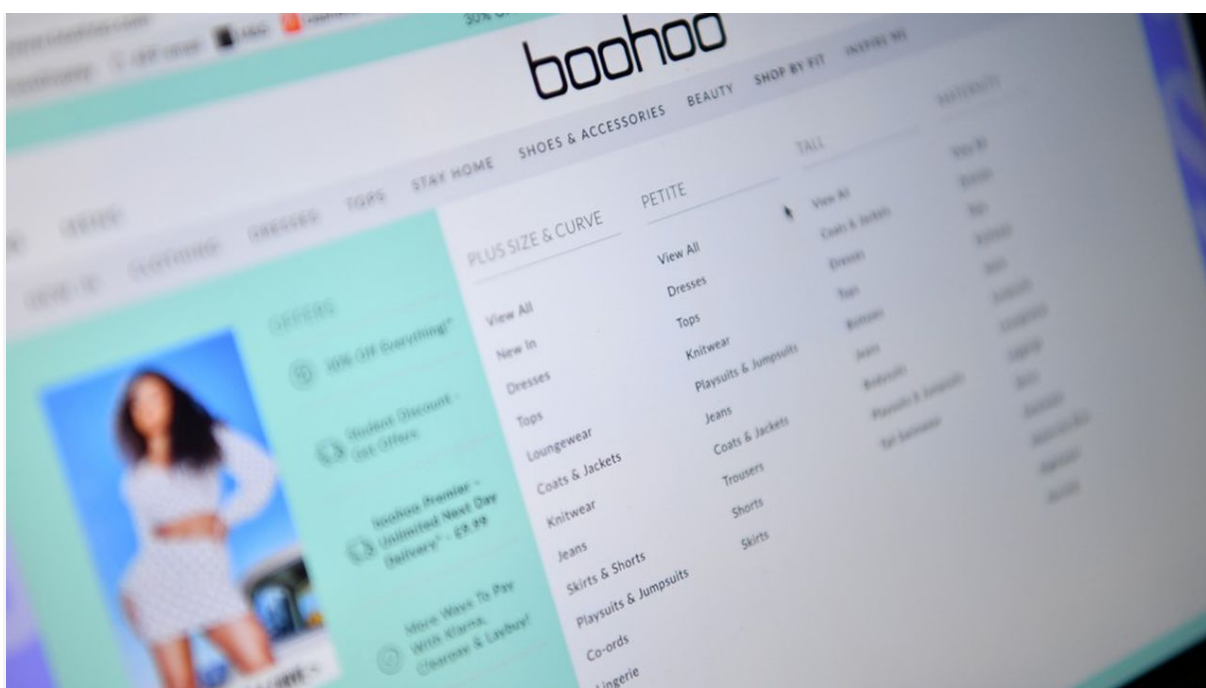
4. Le **Pakistan**, la **Turquie**, le **Vietnam** et l'**Indonésie** font un petit peu mieux que la moyenne des fournisseurs mais leurs performances sont vraiment médiocres.

5. Les autres grands fournisseurs sont sévèrement (**Bangladesh, Cambodge, Sri Lanka, Tunisie**) ou très sévèrement touchés par la crise sanitaire (**Inde et Maroc**).

Jean-François Limantour

PwC n'auditera plus les comptes de Boohoo

PwC était le commissaire aux comptes du groupe Boohoo depuis plus de six ans. La star de la mode à bas coût sur Internet est accusée de tolérer des conditions de travail déplorables dans certains ateliers de ses sous-traitants.



Boohoo est accusé de tolérer des mauvaises conditions de travail dans certains des ateliers de ses sous-traitants. (Ben Stansall/AFP)

Par **Laurence Boisseau**

Publié le 19 oct. 2020

PwC était le commissaire aux comptes du groupe Boohoo depuis plus de six ans, avant que le groupe ne soit coté en Bourse. Il ne le sera plus. Le grand cabinet d'audit a préféré mettre un terme à son activité pour la firme de Manchester, championne de la mode à bas coût sur Internet. Et ce, en raison du risque de réputation que la firme courrait à continuer de travailler [pour le groupe accusé de tolérer des conditions de travail déplorables dans certains ateliers de ses sous-traitants](#) .

Un porte-parole de Boohoo a déclaré : « PwC n'a pas démissionné de son poste d'auditeur auprès de Boohoo, mais un processus a récemment commencé pour un appel d'offres pour un nouveau fournisseur de services d'audit. »

Faible gouvernance d'entreprise

Quoi qu'il en soit, l'auditeur se retire après un examen accablant, mené par Alison Levitt, une avocate chevronnée, qui a critiqué la « faible gouvernance d'entreprise » chez Boohoo.

L'étude - commandée par le groupe textile lui-même après une enquête du Guardian - a conclu que les allégations de mauvaises pratiques de travail étaient « substantiellement vraies ». La surveillance de la chaîne d'approvisionnement de Boohoo a été « inadéquate pendant de nombreuses années » et ses processus internes étaient « bien en dessous des normes que l'on attendrait d'une entreprise de sa taille et de son statut », a-t-elle déclaré.

Plusieurs autres aspects de la gouvernance générale de l'entreprise ont également fait sourciller. Début 2020, Boohoo a racheté le tiers restant de la marque de mode Pretty Little Thing à Umar Kamani, le fils du cofondateur et président exécutif de Boohoo, Mahmud Kamani. Pour cette transaction, le groupe n'a pas respecté le code de gouvernement d'entreprise britannique, en ne demandant l'approbation à ses actionnaires.

Rémunération des dirigeants controversée

Par ailleurs, la rémunération des dirigeants a aussi suscité la controverse, un tiers des actionnaires s'étant opposé au rapport de rémunération lors de la dernière assemblée. Un système d'incitation pourrait permettre à John Lyttle, directeur général de Boohoo, de recevoir 50 millions de livres si la valeur en bourse du groupe atteint 5,6 milliards de livres d'ici 2023 ; elle est actuellement évaluée à un peu moins de 4 milliards de livres.

Ces dernières années, les quatre grands cabinets d'audit ont mis un terme à des mandats avec des clients potentiellement controversés. En 2019, Grant Thornton a démissionné de son poste d'auditeur chez Sports Direct - maintenant appelé Frasers Group - après que la société a révélé faire l'objet d'une enquête de l'autorité fiscale belge. La semaine passée, Deloitte a démissionné de son poste d'auditeur chez EG Group, l'empire des stations-service construit par les frères Mohsin et Zuber Issa de Lancashire, en raison de préoccupations selon lesquelles ses contrôles internes n'avaient pas évolué en fonction de l'augmentation des revenus.

Laurence Boisseau

Vietnam takes steps to facilitate recovery of manufacturing sector

Wednesday, 2020-10-07 12:01:41



Many Vietnamese garment companies are struggling due to reduced demand from the US and the EU.

NDO - Vietnam's manufacturing sector rebounded in September, raising hopes of an early recovery and rapid growth in the remainder of the year after months under the impact of the coronavirus pandemic.

Difficulties remain

According to the Ministry of Industry and Trade (MOIT), the Index of Industrial Production in September rose 2.3% against August and 3.8% year-on-year, signifying a gradual recovery, albeit slow as many key manufacturing industries are still struggling. Garment, footwear, aviation and tourism were the sectors hit hardest by the coronavirus.

Global textile demand in 2020 has fallen sharply. Last year's global garment imports were estimated at US\$775 billion but the coronavirus is expected to reduce the turnover by 15-20%, or even up to 25%, in 2020.

Unlike in previous years when most Vietnamese enterprises had already secured orders for the final months of the year and even the early months of next year, for now they only receive orders for the next month or even week.

Vietnam's key products such as jackets and premium shirts have seen virtually no orders for the final quarter. The market for footwear products is also expected to continue facing difficulties as it is heavily affected by the pandemic situation in the US and Europe.

The largest driver for the sector is the EU-Vietnam Free Trade Agreement (EVFTA), which took effect in August. To capitalise on the trade pact, local companies have taken various measures, including restructuring their organisation, getting factories and materials ready and increasing investment in machinery to improve product quality.

Manufacturing's rare bright spot is the production of computers, electronic and optical products, which maintained growth at 8.6%. In August alone phone exports brought in US\$5.3 billion, up 23.7% from the previous month, raising the total export revenue in the first eight months of 2020 to US\$31.5 billion.

But experts have predicted that the electronics industry could still be affected in the next quarter as the ongoing pandemic reduces demand for electronic products in the US and the EU.

Key measures

In order to remove difficulties for businesses and bolster the economy in the final months of 2020, the Ministry of Industry and Trade has said it will continue to implement a wide range of measures to revive growth in industrial production.

Firstly, the ministry will focus on accelerating the progress of key industrial projects. Specifically, it will work with the Committee for the Management of State Capital at Enterprises to resolve the obstacles to major important power generation projects such as Long Phu 1, Song Hau 1 and Thai Binh 2.

The ministry will also work with local governments to develop production areas, industrial parks and economic zones in order to proactively secure the supply of materials at home. It will put forward appropriate incentive measures, especially for sectors hit hard by the coronavirus, and introduce policies to encourage the production of spare parts and intermediary products to replace imports.

For the textile industry, the MOIT has taken steps to encourage local manufacturers to switch from clothes to anti-droplet, antibacterial and common masks to meet the domestic demand for coronavirus prevention as well as for export, helping to maintain jobs for garment workers during the decline in orders for clothes.

At the same time, various measures are being implemented to promote the restructuring of industrial production, particularly supply chains for several key manufacturing sectors, in a more sustainable way with partners from Japan, India and the Republic of Korea in order to avoid heavy reliance on one or a few markets. The MOIT is cooperating closely with some multinational companies such as Samsung and Toyota to look for domestic enterprises capable of producing items to replace imports.

The Vietnam Trade Promotion Agency has said it will step up the implementation of online trade promotion activities to boost exports to markets likely to recover soon from the coronavirus, and to gradually expand to other markets depending on their virus situation. More research will also be conducted to gather information about new consumption trends in order to introduce appropriate measures.

Garment sector urged to embrace digital transformation

Garment and textile companies need to develop a strategy for digital transformation to ensure their survival and future development, a seminar heard in HCM City on October 6.

VNA Wednesday, October 07, 2020 16:01



A garment company in Binh Duong (Source: VNA)

HCM City (VNS/VNA) - [Garment and textile companies](#) need to develop a strategy for digital transformation to ensure their survival and future development, a seminar heard in HCM City on October 6.

Brad Park of Global Dyeing Company said consumers were demanding more and changing quickly.

Production needs to follow consumers' demand so that production and delivery times are reduced, according to Park.

Besides, consumers also pay closer attention to companies' corporate social responsibility and environmental protection.

Companies must work to satisfy customers' demand, reduce the cost, waste and lead time, and improve quality and design, he said.

["Digital transformation"](#) would help enterprises respond rapidly to the market," he said.

"Firms need to identify which processes they need to transform and map out an optimal digital transformation process with the support of technology solution providers.

"But besides improvement in technology, firms also need to improve human resources and pay more attention to environmental protection," he said.

Sam Lee of Inteco, a company that offers consultancy for factory automation, said businesses in many countries were adopting smart manufacturing to replace human workers in a variety of operations.

According to Lee, garment and textile is one of the key industries in Vietnam with increasing exports in recent years, but manufacturing and exports mainly based on the CMT (cut-make-trim) model, while more advanced business models like Original Equipment Manufacturer (OEM) and Original Design Manufacturer (ODM) remain modest.

Manufacturing based on the CMT model requires a large number of workers, resulting in high production costs, and automation will help reduce them.

Lee spoke about the success achieved by the Republic of Korea's Hansae Co Ltd., an OEM manufacturer and exporter of apparel, saying automation had helped the company increase its revenues strongly between 2016 and 2019.

Park said Vietnam's textile industry had great potential for development.

With its experience in global operations, his company wants to join hands with the Vietnam Textile and Apparel Association to "lead innovation for smart, green manufacturing in Vietnam."

"Transform digitally or die. We must join hands to develop together."

The seminar also discussed the online exhibition trend and B2B biz-matching.

Jun Chol, director of the Coex Vietnam representative office, said COVID-19 had greatly impacted the business-to-business exhibition industry across the world.

Virtual exhibitions offered new opportunities for manufacturers, eliminating geographical barriers so that companies could reach a much larger audience, he said.

But physical exhibitions could not be replaced by online ones, and would resume after the pandemic, he said. There would be a rising trend of online-offline models, he said.

Themed Digital transformation in the textile and garment sector to overcome the COVID-19 pandemic, the two-day seminar was organised by VITAS and the Korea Institute of Industrial Technology.

The seminar is scheduled to discuss virtual fashion and 3D design on October 7.

The event seeks to share new global technological trends and enhance cooperation between the Korean and Vietnamese garment and textile industries./.

USTR To Investigate Vietnam's Trade Policies, Practices

Posted by [SGB Media](#) | Oct 6, 2020 | [Apparel](#), [SGB Updates](#), [Update](#)



At the direction of President Trump, the Office of the U.S. Trade Representative (USTR) initiated an investigation into Vietnam's acts, policies and practices related to the import and use of timber that is illegally harvested or traded and those that may contribute to the undervaluation of its currency and the resulting harm caused to U.S. commerce.

USTR will conduct the investigation under Section 301 of the 1974 Trade Act.

USTR will consult the U.S. Department of the Treasury on the issues of currency valuation and exchange rate policy, the agency said in a statement.

USTR Robert E Lighthizer said:

“President Trump is firmly committed to combatting unfair trade practices that harm America’s workers, businesses, farmers, and ranchers. Using illegal timber in wood products exported to the U.S. market harms the environment and is unfair to U.S. workers and businesses who follow the rules by using legally harvested timber. In addition, unfair currency practices can harm U.S. workers and businesses that compete with Vietnamese products that may be artificially lower-priced because of currency undervaluation. We will carefully review the

results of the investigation and determine what, if any, actions it may be appropriate to take.”

The American Apparel & Footwear Association (AAFA) expressed its disappointment with the announcement. The organization said launching a Section 301 investigation on Vietnam could pave the way for the imposition of new punitive duties on U.S. imports from the country. Citing the negative impact of the administration’s tariffs on imports as a result of other Section 301 investigations, the association, in a statement, urged the government to refrain from sowing further supply chain disruption during the COVID-19 pandemic.

“This is not the time to impose new costs on U.S. supply chains, particularly on those job creators who are still recovering from the impacts of the COVID-19 pandemic. Further, new punitive tariffs could make it even harder to source the personal protective equipment that our communities need to safely regrow the economy,” said AAFA President Steve Lamar.

The National Council of Textile Organisations (NCTO) welcomed the announcement of the launch of a Section 301 investigation into the currency valuation practices of Vietnam.

“NCTO strongly opposes foreign governments undervaluing their currencies, which puts U.S. manufacturers at a disadvantage by inflating the cost of U.S. exports and deflating the cost of U.S. imports. This unfair trade practice displaces U.S. production and jobs, as well as those of our Western Hemisphere trade partners utilizing U.S. textile inputs,” said NCTO President and CEO Kim Glas in a statement.

“The U.S.-Vietnam trading relationship suffers from many of the same problems that we have experienced with China. There are strong indications of a purposefully undervalued currency that warrants a full investigation. Further, the

industries in the two countries are inextricably linked, as Vietnam sources much of its textile inputs from China,” Glas added.

Photo courtesy Vietnam Briefing